

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'INTERNEMENT DES ALCOOLIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 12 juin 1907, à 10 heures

PAR

Gustave DANJEAN

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants : { MM ESMEIN, professeur.
CHÉNON, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'INTERNEMENT DES ALCOOLIKES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 12 juin 1907, à 10 heures

PAR

Gustave DANJEAN

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants : { MM. ESMEIN, professeur.
CHÉNON, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

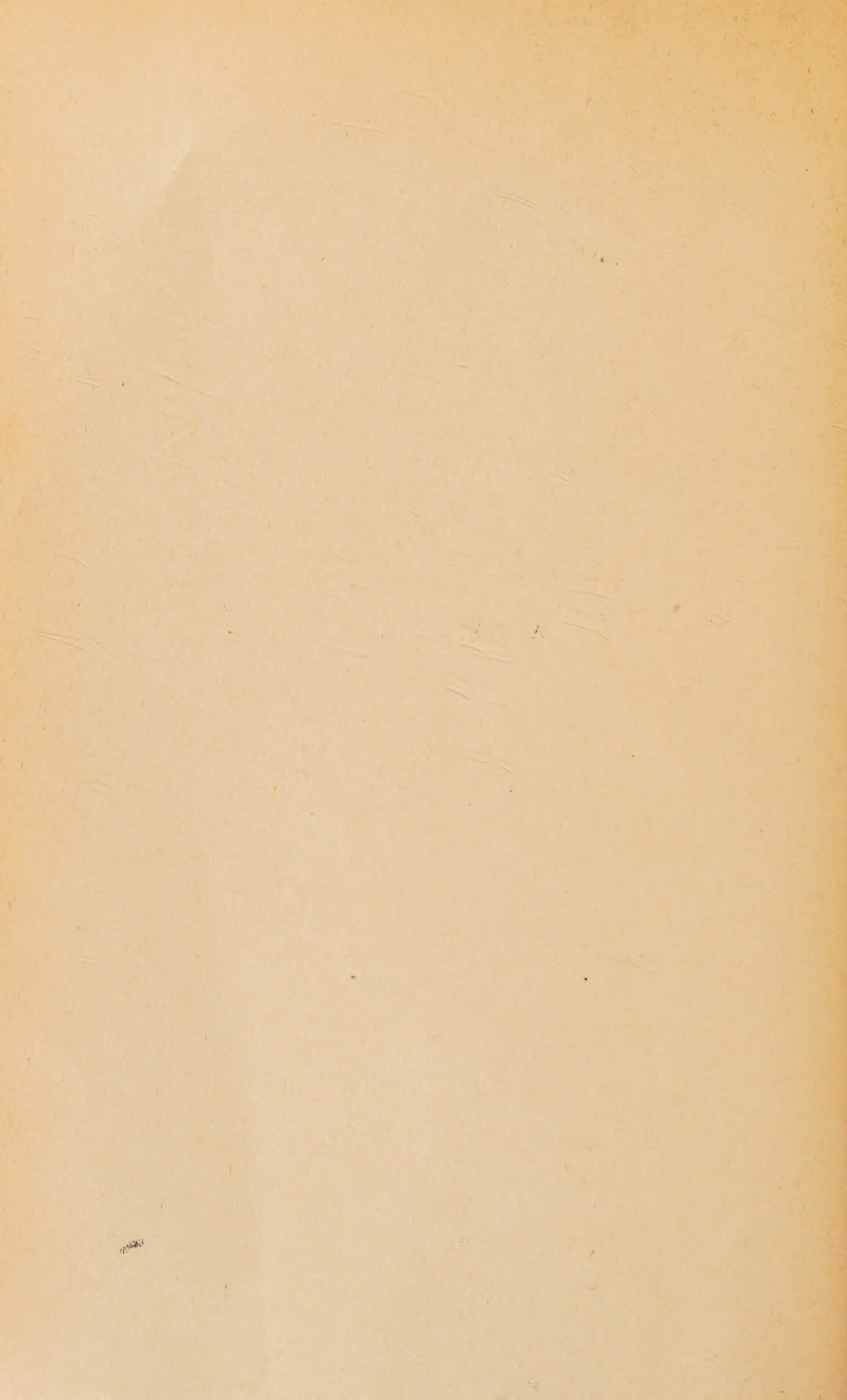
26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA MÈRE



INTRODUCTION

Dangers individuels et sociaux de l'alcoolisme

La question de l'alcoolisme a pris de nos jours sur le terrain social une importance que l'on était loin même de soupçonner il y a seulement une cinquantaine d'années.

Notre pays est du reste de ceux que la question devrait intéresser le plus fortement car c'est surtout en France que les ravages de l'alcool se sont accrus avec une effrayante rapidité. Malheureusement les pouvoirs publics soit pour créer des ressources mal comprises, soit pour tous autres motifs semblent s'en désintéresser complètement et regarder avec une coupable indifférence les maux de plus en plus menaçants pour l'avenir de notre race que nous apporte le flot montant de la consommation éthylique.

Le tableau de la répartition des alcools frappés de droits (1) dressé par la direction des contributions indi-

1. VANLAER. L'alcoolisme. *In Revue pénitentiaire*, 1^{er} octobre 1896.

rectes établit que la consommation officielle d'alcool pour l'année 1902 s'est élevée à 2 millions d'hectolitres à 100°. Ceci représente déjà une augmentation de plus des deux tiers sur l'année 1850. Mais il faut encore ajouter à cette consommation visible tout ce qui se vend en fraude sous le couvert de la franchise des bouilleurs de cru et si l'on ne peut donner ici une statistique un peu précise, il est néanmoins certain que la fraude porte sur des quantités considérables. Nous voyons en effet que la loi du 31 mars 1903 qui n'a fait que limiter le privilège des bouilleurs de cru, a porté immédiatement la consommation officielle et moyenne d'alcool à 100° pour les boissons distillées à 3 l. 80 au lieu de 3 l. 26 pour l'année 1902. D'autre part l'administration des contributions indirectes estime qu'en 1895 plus du tiers des 134.240 hectolitres d'alcools soumis à la dénaturation sont retournés en fraude à la consommation(1). On voit donc avec quelle dangereuse rapidité a cru la consommation soit déclarée, soit cachée de l'alcool. Si l'on compte par tête d'habitant, la consommation annuelle en France qui était en 1830 de 7 l. 916, en 1850 de 12 l. 712, en 1871 de 15 l. 43 monte depuis 1900 à 18 l. 92 (2). Elle s'est donc rapidement accentuée dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

1. MATHIEU, MIGNOT, TRIBOULET. *L'alcoolisme*.

2. *Annuaire statistique de la France*, 1899, p. 419.

cle et l'on peut actuellement se demander avec inquiétude jusqu'où elle ira. Du reste, circonstance aggravante, ce sont les boissons à titre alcoolique élevé telles qu'eaux-de-vie, apéritifs, de beaucoup les plus dangereuses, qui ont le plus vite progressé et si la consommation des vins est à peu près restée stationnaire depuis 1850 celle des spiritueux est passée de 1 l. 46 en 1850 à 3 lit. 80 en 1903. Pour l'absinthe et ses similaires on passe en douze ans de 1885 à 1897 de 57.732 hectolitres à 192.699 hectolitres et pour les bitters de 30.214 à plus de 40.000 hectolitres.

Les chiffres que nous venons de donner sont établis sur l'ensemble de la population sans tenir compte des différences d'âge, de sexe, de milieux. Or, comme nous le verrons plus tard, la consommation se centralise dans la partie adulte et masculine de la nation et c'est en tenant compte de ce fait qu'on a pu évaluer de 38 à 40 litres d'alcool la consommation moyenne d'un adulte français.

Aussi arrivons-nous maintenant au premier rang des nations pour la consommation totale des boissons alcooliques puisque la Belgique et l'Allemagne qui viennent en seconde ligne ne consomment que 11 litres par habitant, ce qui peut donner environ 23 ou 24 litres par tête d'adulte.

Ayant avec des données officielles montré la marche ascendante de l'alcoolisme il nous faut maintenant

en faire le bilan pour pouvoir conclure plus fortement à la nécessité de l'intervention légale, seule capable d'arrêter ce fléau menaçant.

L'alcoolisation entraîne chez l'individu des troubles physiques et mentaux tellement nombreux que leur simple énumération détaillée sortirait du cadre de notre étude; aussi n'envisagerons-nous la question que sous son aspect social.

Au point de vue moral l'alcoolisme produit une sorte d'anesthésie des facultés mentales et supprime tout frein moral.

Dès la première période de l'alcoolisation disparaît cet équilibre entre les sollicitations venues de l'extérieur et les réactions intérieures qui constitue la santé morale. L'alcoolisé laisse jouer sans pouvoir les contrôler ses réflexes impulsifs, tel deviendra expansif, confiant, tel autre sera concentré, sombre, méfiant et traduira les idées tristes lorsqu'il passera à l'action par des actes criminels, le suicide, l'homicide. Parmi les opérations intellectuelles la volonté cède sa place primordiale à la mémoire et à l'imagination qui se trouveront sans contrôle et de là naîtra tant d'interprétations erronées, d'actes faux ou délictueux.

Différentes statistiques nous montrent en effet quelle forte proportion d'alcooliques on trouve parmi les criminels. D'une manière générale on peut estimer qu'il y a 53 0 0 d'alcooliques parmi les indivi-

des condamnés pour assassinat et 57 0/0 parmi ceux inculpés d'incendies.

Cette proportion se relève du reste fortement avec les individus condamnés pour vagabondage dont 70 0/0 sont alcooliques et pour coups et blessures où l'on en trouve 90 0/0. Ces chiffres sont confirmés par une statistique dressée par M. Marambal, le greffier de l'ancienne prison de Sainte-Pélagie (1). Ayant recherché parmi les 2.950 prisonniers dont il avait eu les dossiers combien étaient signalés comme alcooliques il en trouva 2.124, soit près des 3/4. Ils se répartissaient ainsi : sur 1.898 individus incarcérés pour vol, escroqueries, faux, chantage 1.346, soit 70 0 0, étaient intempérants ; sur 308 inculpés pour outrages aux mœurs, attentat à la pudeur, il y en a 165, soit 53 0/0 ; enfin même relèvement de la statistique en ce qui concerne les vagabonds dont 216 sur 272, soit 80 0/0, sont intempérants et les individus condamnés pour violences, coups et blessures, etc., dont 366 sur 415, soit 88 0 0, sont alcooliques.

On relève du reste les mêmes proportions à l'étranger. D'après une enquête faite en 1876 dans 120 maisons de correction disséminées sur tout le territoire de l'empire allemand et comprenant 32.837 détenus Baer a constaté l'alcoolisme chez 13.706 soit 41,7 0/0.

En comparant la criminalité et l'alcoolisation par

1. Cité par MOTET ; *Bulletin de l'Académie de médecine*, t. 34.

région on retrouvera le même parallélisme. La Seine-Inférieure un des départements où l'alcoolisme est le plus élevé et dont les deux principales villes Le Havre et Rouen dépassent de beaucoup toutes les autres sous ce rapport, comprend un condamné pour 138 habitants tandis que la Creuse, où l'imprégnation alcoolique est très faible, n'a qu'un condamné pour 1.504 habitants.

C'est encore par l'alcoolisme qu'il faut expliquer un fait qui depuis quelques années frappe d'inquiétude tous ceux qui s'intéressent aux choses de la justice. Nous voulons parler de l'excessive précocité dans le crime. De 1888 à 1900 la criminalité juvénile est devenue six fois plus fréquente que la criminalité adulte. L'influence de l'alcoolisme n'est pas douteuse ici et les relevés statistiques de P. Garnier (1) nous font connaître que 80 0/0 des criminels adolescents sont issus de parents alcooliques et s'adonnent eux-mêmes de bonne heure à l'alcool et plus spécialement dans les milieux urbains à l'absinthe.

Ces chiffres démontrent à l'évidence le rapport existant entre l'alcoolisme et la criminalité. La contre-épreuve est aussi concluante et nous voyons en Suède et en Norvège l'alcoolisme décroître en même temps que la criminalité. En Suède, dans la période

1. GARNIER, *La criminalité juvénile. — Le criminel instinctif.*

1830-1834 on enregistre avec une consommation annuelle et par tête de 46 litres d'alcool 59 cas de meurtre, 12 cas d'inceste, 2.281 cas de viol; de 1875 à 1878 la consommation étant tombée à 11 litres, il n'y a plus que 18 cas de meurtre, 7 incestes, 1871 vols. Même décroissance en Norvège. En 1841 on consomme 10 litres d'alcool par habitant et l'on relève 294 délinquants pour 100.000 habitants; la consommation étant tombée à 5 litres en 1871 et 4 litres en 1872 la criminalité baisse à 207 et 180 cas.

L'alcoolique ne s'épargnera guère plus qu'il n'épargne les autres et les suicides vont augmenter en même temps que la consommation éthylique. En 1840, 137 suicides sont attribués à l'alcoolisme et 439 en 1865, on lui en imputera 564 en 1875, 789 en 1880, 1503 en 1893.

Lorsque l'alcoolisme ne conduit pas directement au suicide il n'abrège pas moins la vie et si à ce sujet nous n'avons pas de chiffres instructifs en France, nous en trouverons en Angleterre (1). Les contrôles des grandes compagnies d'assurances anglaises permettent de constater l'abaissement de la mortalité chez les abstinents. En vingt-neuf années parmi les gens faisant usage d'alcool sur 8.836 décès prévus on en a enregistré 8.617, alors que parmi les abstinents on prévoyait 6.817 morts il n'y en eut que 4.368. D'autre part

1. J. WHITE, *Compte-rendus in Rev. Scient.*, 15 février 1896, p. 218.

sur 1.000 assurés abstinents 590 atteignent l'âge de 65 ans alors que sur le même nombre de buveurs il n'y en a que 453. De ce seul fait ce sont donc 137 vies perdues sur 1.000. Ces chiffres nous paraissent d'ailleurs inférieurs à la réalité les sociétés d'assurances refusant les candidats dont l'alcoolisme est notoire.

Ces résultats n'ont rien qui doive nous surprendre, l'alcool anormalement introduit dans le sang étant un poison qui en modifiera les propriétés et qui en paralysant l'activité de la cellule vivante place l'individu devant la maladie dans la situation d'une nation désarmée au milieu de ses ennemis en armes.

L'étude statistique des rapports entre l'alcoolisme et les différentes maladies nous donne des chiffres bien intéressants et établissant nettement l'influence éthylique.

En ce qui concerne l'évolution de la tuberculose, il faut retenir les paroles de M. Brouardel au dernier Congrès de la tuberculose de Londres en 1902 : « L'alcoolisme est le plus puissant facteur de la propagation de la tuberculose, l'homme le plus vigoureux devenu alcoolique est sans résistance devant elle. » Et cet éminent savant confirme son opinion par la statistique de M. Baudran.

Ce statisticien compare ses données personnelles concernant la consommation moyenne d'alcool par département avec les chiffres relevés par M. Brouardel touchant la mortalité par tuberculose.

A une consommation de :

12 litres	47	correspondent de	30 à 40	décès p.	10.000
13	—	21	—	40 à 50	—
14	—	72	—	50 à 60	—
16	—	86	—	60 à 70	—
17	—	16	—	70 à 80	—
17	—	80	—	80 à 90	—
30	—	70	—	90 et au-dessus.	

Du reste d'une façon générale ce sont les nations les plus alcoolisées qui payent le plus fort tribut à la tuberculose ; ainsi l'Italie peu alcoolisée avec ces 136 décès pour 100.000 habitants fait bien contraste avec la France qui avec son alcoolisation la plus forte d'Europe possède la mortalité maxima de 394 pour 100.000 habitants.

Si au lieu d'envisager l'ensemble de la nation nous n'étudions plus qu'une classe sociale, nous verrons encore une parenté plus indissoluble entre l'alcoolisme et la tuberculose. Le Dr Letulle (1) disait au VIII^e Congrès international contre l'alcoolisme :
« L'ouvrier parisien s'alcoolise tous les jours sans
« le savoir et prépare ainsi son organisme à l'inva-
« sion de la tuberculose. Une fois tuberculeux tous
« ou presque tous précipitent le mal en s'alcoolisant
« davantage. Sur 717 hommes j'ai pu établir qu'en

1. LETULLE. — *L'alcoolisme dans ses rapports avec la tuberculose pulmonaire*. Communication au VIII^e Congrès international contre l'alcoolisme. Vienne, 9 avril 1901.

« bloc 80 0/0 des ouvriers tuberculeux soumis à mes
« soins étaient alcooliques et que passé 30 ans l'al-
« coolisme possède à son actif les 9/10 des ouvriers
« parisiens atteints de phtisie pulmonaire. »

Ces paroles trouvent leur confirmation dans les relevés de Ogle qui présentent un tableau effrayant des ravages de la tuberculose parmi les individus tels que cafetiers, brasseurs, garçons de café chez lesquels l'abus des boissons alcooliques est, pour ainsi dire, un vice professionnel. Alors que parmi les fermiers, agriculteurs, la mortalité par phtisie ne dépasse pas 100 à 120 cas par an elle atteindrait 334 cas pour les individus que nous avons cités (1).

Quant à la gravité des blessures chez les alcooliques, elle est telle et leurs chances de complications si nombreuses qu'on a cru pouvoir de ce chef réclamer des modifications à la loi de 1898 sur les accidents du travail. M. Maussire estime qu'on ne devrait pas assimiler le blessé alcoolique ou non alcoolique, car chez le premier l'alcoolisme est souvent la cause de l'accident et toujours celle de sa gravité. L'ouvrier reconnu alcoolique ne devrait être assuré que moyennant une prime plus forte ou à ses frais. On voit toute la portée d'une pareille réforme qui ne nous paraît pas injuste surtout étant données les conclusions d'un rapport du ministre de chemins de fer

1. Cité par MATHIEU MIGNOT TRIBOULET: *L'Alcoolisme*.

belges d'après lesquelles sur 800 accidents la moitié serait due à l'alcool.

Il faut rapprocher des statistiques concernant la morbidité celles qui se rapportent à la dépopulation.

Si l'on se rend compte que l'alcool est un toxique extrêmement diffusible qui, très peu de temps après son absorption peut être retrouvé dans toutes les parties de l'organisme dont il paralyse les cellules, on comprendra l'importance de l'alcoolisme sur la natalité. Cette influence est d'autant plus grande que d'une statistique dressée à Lariboisière il résulte que c'est entre vingt et quarante ans, c'est-à-dire à l'âge où par la reproduction les êtres sont le plus nuisibles ou utiles à la société, que se trouvent les maximums d'éthylisation (1 2 parmi les hommes alcooliques et 2/3 pour les femmes). La question de la dépopulation est toutefois si complexe qu'il est difficile de préciser la part exacte qui revient à l'alcoolisation, néanmoins nous ne croyons pas exagéré de dire avec le D^r Barthez : « le résultat de l'alcoolisme et « des maladies qu'il entraîne se traduit dans 200 vil-
« les, bourgs et villages du Calvados par une dimi-
« nution de 5.000 habitants en quinze années (1). »

Ce n'est cependant pas par diminution du nombre des naissances que l'alcool contribue à la dépopulation car les alcooliques ont en général beaucoup d'enfants, seulement la race n'y gagne rien parce que

1. DUCREST DE VILLENEUVE. *L'alcoolisme en Bretagne.*

ce sont de mauvais enfants. Le D^r Legrain (1) a pu suivre 215 familles de buveurs et rechercher les stigmates de dégénérescence alcoolique chez leurs 814 descendants jusque dans la deuxième et troisième génération. Les effets de l'alcoolisme dans ces 215 familles se traduisent à la première génération par 508 individus affectés de tares héréditaires se présentant soit sous forme de stigmates physiques, soit de dégénérescence intellectuelle ou morale. A la deuxième génération 294 individus sont frappés d'alcoolisme héréditaire et ici la dégradation mentale sera beaucoup plus marquée. A la troisième génération où Legrain n'a pu suivre que sept familles tous les enfants, au nombre de 17, sont faibles d'esprit, imbeciles ou idiots. Comme il faut encore ajouter 174 cas de mortalité précoce à ces 819 individus qui dans 215 familles sont frappées par le mal on peut se faire une idée de l'importance de l'alcoolisme au point de vue du développement de la race.

En ce qui concerne l'influence de l'alcool sur l'aliénation mentale nous avons des données non moins précises. En 1865 (2) on consomme en France 873.007 hectolitres d'alcool et l'on constate 14.983

1. LEGRAIN. *Dégénérescence sociale et alcoolisme.*

2. PAUL LOUILHÉ. *L'alcoolisme, son influence sur la famille et dépopulation.*

cas d'aliénation mentale ; en 1892 la consommation éthylique monte à 1.735.367 hectolitres et l'on observe 58.753 cas. Sans doute l'augmentation de l'alcoolisation n'est pas la seule cause de celle de l'aliénation, mais elle en est la principale. Sur l'augmentation de la folie alcoolique les recherches de M. Garnier à l'infirmerie spéciale du Dépôt établissent qu'il y a vingt-cinq ans en 1873, la moyenne annuelle des cas pour les deux sexes était de 367, alors que quinze ans plus tard cette moyenne s'élevait à 729 cas, ayant ainsi doublé. L'examen par région montre la même proportionnalité entre l'alcoolisme et la folie. Dans le département de la Seine, très alcoolisé, la proportion des entrées dans les asiles pour intoxication alcoolique est de 38 0/0 pour les hommes et 12, 81 0 0 pour les femmes alors qu'en 1877 elle n'était que de 25 0/0 pour les hommes.

Dans la Seine-Inférieure, département encore plus alcoolisé que la Seine, les aliénés alcooliques représentent la moitié du contingent total des internés. Par contre, en Algérie sur une population totale de 1.258.000 Arabes et 113.000 Français on constaterait en moyenne par an deux cas de folie chez les Arabes et quatorze chez les Européens. Cette différence s'expliquerait par ce fait que le Coran interdit l'usage de l'alcool, mais cette explication nous paraît partiellement discutable et nous estimons que le petit nombre des aliénés arabes tient en partie à ce

qu'on se désintéresse de leur état. En Allemagne, de 1886 à 1888 sur 12.288 malades internés chez lesquels il a été possible de déterminer les causes de l'affection 2.836, soit 23 0/0, devaient leur état à l'alcoolisme. En Angleterre on a à peu près la même proportion.

Nous terminerons cette rapide revue des ravages sociaux de l'alcoolisme en dressant son bilan.

En 1905 on a consommé en France 1.549.045 hectolitres d'alcool qui ont coûté aux buveurs 320.650.850 fr. D'autre part l'entretien des aliénés alcooliques a coûté au Trésor 8.114.000 francs ; la répression des délits et des crimes d'alcooliques est revenue à 9 millions, leur assistance s'est élevée à 70 millions. Si l'on ajoute à ces chiffres les pertes résultant de suicides ou accidents s'élevant approximativement à 5 millions et les salaires perdus fixés à 1.340 millions on arriverait à un total de 1.752.772.850 francs comme coût de l'alcool à la collectivité française en 1905. Sans doute il peut intervenir une part d'exagération dans la fixation si délicate de pareils chiffres mais même en les réduisant on ne peut s'empêcher de regretter un tel gaspillage. A quel niveau s'élèverait une nation qui

1. MAGNAN, *Bulletin de l'Académie de méd.*, t. XXXIV, 1895, p. 122. ▲

saurait se servir utilement d'un argent si dangereusement employé?

Dans toutes les autres nations la situation est du reste la même que chez nous. En Allemagne Weygandt estime qu'en 1904 la dépense pour l'alcool s'élevait à plus de 3 milliards de mares, somme qui n'est que très légèrement inférieure à la dépense pour les vivres les plus essentiels tels que blé, farine pommes de terre.

On objectera que ce qui importe à la collectivité c'est le mouvement des richesses et que cette dépense en alcool fait vivre beaucoup de gens. C'est là une objection peu solide? En économie sociale il y a une différence capitale de valeur entre une dépense destinée à réparer une force, à créer des moyens essentiels d'existence et une dépense consacrée à des choses improductives sans valeur durable. Si l'ouvrier des villes qui, le plus souvent, dépense le tiers et même davantage de son salaire journalier en boissons alcooliques consacrait cette somme à des dépenses essentielles d'entretien il éviterait la misère et son cortège de maux et la collectivité y gagnerait autant.

Les chiffres que nous avons donnés nous dispensent de commentaires. Si la statistique est souvent un oracle auquel on fait dire ce que l'on désire, il nous paraît que dans ce cas particulier elle nous présente toutes les garanties d'exactitude et de sécurité

désirables. Le grand nombre d'observations que nous avons signalées et qui faites dans plusieurs pays à différentes époques et par plusieurs observateurs aboutissent toutes au même résultat nous paraissent éliminer tout effet du hasard.

Nous ne pouvons mieux résumer cette rapide revue des ravages alcooliques, dans laquelle nous avons tenu à laisser aux chiffres toute leur éloquence, qu'en citant les fortes paroles de M. le professeur Joffroy (1) : « Les ravages de l'alcoolisme sont tels qu'on
« peut dire que c'est peut-être actuellement la cause
« la plus puissante de la déchéance de la famille et
« de la décadence des nations. Non seulement il peuple les asiles d'aliénés et les hôpitaux mais encore
« il remplit les prisons... C'est une des causes les plus fréquentes de la tuberculose pulmonaire des
« maladies de foie... Il ne modifie pas seulement
« l'individu, il modifie encore sa descendance dont
« il diminue la vitalité. »

Aussi l'alcoolisme présente un danger immense pour le bien public et il est urgent de le combattre par tous les moyens non seulement dans l'intérêt du buveur mais encore dans celui de la société entière. Pourquoi l'État ne lutte-t-il pas contre l'alcoolisme avec la même énergie qu'il déploie contre les épi-

1. JOFFROY, *L'alcoolisme chronique et le monopole de l'alcool*.

démies et la criminalité ? Sans doute dans cette lutte la part de l'initiative privée est grande mais celle-ci est absolument insuffisante et restera sans résultats très marqués tant que le législateur n'interviendra pas plus efficacement qu'il ne le fait aujourd'hui.

La contre-épreuve nous montre quels sont les résultats que l'on peut obtenir avec une énergique répression.

On a constaté en Amérique que dans les États où l'alcool est prohibé la population des maisons de correction tombait de 7, 5 à 3, 9, celle des prisons de 3, 7 à 2, 4 et celle des dépôts de mendicité de 12, 9 à 10, 2.

De pareils résultats ne sont possibles que par l'intervention de l'État et c'est là qu'il faudra fatalement en arriver dès que le gouvernement sera pleinement conscient du danger couru. Comme l'a dit encore le professeur Joffroy : « Il faut bien qu'on
« sache que les impôts produits par la consommation
« de l'alcool ne constituent qu'un revenu apparent
« et que l'élévation de leur chiffre indique non pas
« la richesse du pays mais l'étendue du mal qui le
« ronge. L'impôt sur l'alcool ne suffirait pas à payer
« la dépense des hôpitaux, des asiles d'aliénés et des
« prisons que l'alcoolisme chronique rend nécessai-
« res, il n'est donc pas une source de revenus réels
« pour l'État. Plus en effet l'alcool produit d'impôt,

« plus le pays s'appauvrit car non seulement il faut
« déduire des impôts provenant de l'alcool ce que coûtent les alcooliques qui emplissent les hôpitaux, les
« asiles d'aliénés et les prisons mais encore il faut en
« retrancher le gain qu'aurait produit le travail de
« tous ces malades, de tous ces aliénés, de tous ces
« criminels s'ils n'étaient devenus victimes de l'alcool.

La loi par laquelle le législateur chercherait à protéger le buveur contre son ignorance, sa faiblesse, sa passion constituerait-elle une innovation dans nos codes, une atteinte nouvelle au principe de la liberté individuelle ? Nous ne le pensons pas, car même si l'on allait jusqu'à admettre que le législateur n'a pas ici à défendre les droits de la société il faudrait cependant lui reconnaître le droit d'intervention en faveur de l'agent.

Toutes les législations, et même les plus libérales, ont toujours cru devoir protéger les individus contre eux-mêmes. N'est-ce pas dans ce sens qu'il faut interpréter les très nombreux cas d'impossibilité où se trouvent les individus de renoncer à la protection de la loi ? Lorsque la loi interdit à l'individu d'engager ses services pour sa vie entière ; lorsqu'elle lui impose différentes formalités avant de contracter mariage, lorsqu'elle annule l'engagement de renoncer à certaines actions, n'intervient-elle pas pour protéger l'individu contre son inexpérience ou sa

passion. La loi du 21 mai 1836 qui prohibe les loteries et tombolas, tous les règlements de police enfin ne constituent-ils pas des mesures uniquement destinées à protéger l'individu ?

Bien plus le législateur ne se reconnaît-il pas le droit dans l'intérêt privé non seulement d'édicter des prohibitions mais encore d'ordonner certains actes ? Ne tend-on pas aujourd'hui à faire de l'épargne et de la prévoyance une obligation pour certaines classes : ainsi la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours des ouvriers mineurs qui ordonne un prélèvement sur les salaires.

Le souci de la protection de l'individu se retrouve même dans les législations les plus libérales ; lorsque les lois anglaises et des États-Unis non seulement proscrivent le suicide mais encore le punissent, lorsque la loi anglaise du 6 août 1897 sur l'hygiène publique protège l'individu contre sa propre saleté, ne va-t-on pas plus loin que nous ne l'aurions osé ?

Ence qui concerne l'alcoolisme dans tous les pays le législateur est intervenu soit pour réprimer l'ivresse, soit pour restreindre la vente des spiritueux tantôt en interdisant la création de nouveaux débits, tantôt en les réglementant de façon très sévère.

Ainsi dans toutes les législations on peut relever ce souci de plus en plus constant chez le législateur de protéger l'individu contre sa propre faiblesse, le fait justifie déjà à lui seul le paternalisme. C'est qu'en

effet l'expérience a démontré que le régime d'égalité et de liberté idéale conçu par les hommes de la Révolution était bien loin de la vérité et conduisait à des résultats désastreux.

Sans doute théoriquement il est juste de dire avec Spencer et Stuart Mill que la personnalité humaine doit être complètement libre et que c'est la considération de l'intérêt personnel qui guidera au mieux l'activité de l'individu, que le législateur très mal placé au contraire pour apprécier la conduite des individus puisqu'il ne peut le faire qu'à son propre point de vue, est dans l'incapacité de restreindre pour leur bien la liberté d'action des hommes.

Signalons cependant qu'avec Mill et Spencer les individualistes les plus farouches eux-mêmes ont reconnu au législateur le droit de veiller sur les incapables, sur ceux qui n'ont pas la plénitude de leurs facultés mentales. Ceci étant, comme nous le verrons, le cas des buveurs, il en ressort que nulle objection même théorique ne peut être adressée à une législation telle que nous la concevons.

Mais de par ce fait que l'individualisme admet la nécessité d'une protection pour l'incapable il nous semble qu'il aurait dû être conduit logiquement à l'admettre pour tous.

Qu'est-ce que l'incapacité, jusqu'où va-t-elle, peut-on en donner une définition ?

Non l'incapacité est essentiellement un état de

fait variant avec les époques, les classes sociales, les individus, le moment. Elle peut même être ignorée du sujet et de même que dans l'ordre physiologique tel organe peut fonctionner normalement bien qu'atteint de quelque lésion qui ne s'est pas encore révélée, de même dans l'ordre intellectuel il se peut que rien ne révèle encore un trouble mental qui existe déjà à l'état latent. Pas plus dans la vie intellectuelle que dans la vie physique il n'y a de brusques changements ; la plupart du temps un état était déjà contenu en germe dans celui qui l'a précédé. La médecine mentale démontre tous les jours combien sont imprécises les frontières de la santé et de la folie.

Qui osera dire dès lors où est la capacité, où est l'incapacité ?

Du reste même si cette distinction était possible nous rejeterions la thèse individualiste qui est basée sur une trop haute et fausse conception de la nature humaine.

Instruisez l'individu, disent les individualistes, prévenez-le du danger qu'il court, mais bornez là votre effort, aller plus loin serait agir contre la nature qui veut des individus libres ?

Et bien non, il ne suffit pas d'instruire les individus pour qu'ils aient pleine conscience du danger et le prétendre c'est méconnaître les lois mêmes de l'esprit humain ?

° Sans doute il suffit de prévenir du danger l'ouvrier qui, pour la première fois, travaille au milieu de machines ou monte sur un toit mais rien ne fera — car ici le phénomène psychologique de l'habitude va entrer en jeu — que ce même individu au bout d'un certain temps, n'ait plus aucune conscience du danger qui le menace et ne fasse inconsciemment les pires imprudences. Dès lors il devient indispensable que l'on veille sur lui car l'on se trouve en présence d'un individu que l'habitude a transformé, chez lequel elle a modifié la notion de danger qu'il a eu et qu'aurait tout autre individu dans d'autres circonstances.

D'autre part l'école anglaise semble croire à la transmissibilité de l'expérience personnelle. Que les individus se rendent compte des dangers courus et des accidents arrivés à leurs semblables et dès lors ils ne retomberont plus dans les mêmes fautes ? C'est avoir là une haute idée de la nature humaine, mais qui malheureusement nous paraît inexacte.

L'expérience personnelle ne se transmet pas ou tout au moins ne se transmet que dans une faible mesure sans quoi l'espèce humaine serait indéfiniment perfectible. Certes, et c'est le but de nos efforts, nous transmettrons à nos descendants nos découvertes dans les différentes branches de connaissances humaines mais notre expérience personnelle, notre connaissance des choses de la vie finira avec nous. Dès lors il faut que nous qui savons, nous qui avons

éprouvé, nous protégeons malgré eux ceux qui viendront après nous, ceux qui ne savent pas. Ainsi que l'a dit Stanley Jewons : le théoricien peut bien dire ce que doit faire l'individu mais tous les avertissements sont inutiles pour empêcher de courir des risques.

Mais diront Stuart Mill et Spencer le résultat du paternalisme sera d'encombrer la société d'individus anormaux, de dégénérés qui ne seront jamais qu'une charge pour l'Etat, abandonnez-les donc à eux-mêmes ils s'élimineront bien plus rapidement ?

N'est-il pas plus logique au lieu d'abandonner ces individus d'essayer, chaque fois que cela est possible, de les amender, de refaire d'eux des forces dont la Société sera ensuite la première à bénéficier. Si l'on abandonne tous les malades, tous les individus qui, à une période quelconque ont eu à traverser une crise, et la logique de ce système le demande, que restera-t-il de l'humanité ? Non une telle politique serait une œuvre d'anéantissement et non une œuvre de gouvernement ? Développer harmonieusement toutes les classes sociales et tous les individus tel est le but idéal du législateur.

Au surplus se désintéresser d'un individu est facile à dire mais est-ce possible ? En réalité l'individu n'est pas dans la Société un élément isolé sans relation avec les êtres qui l'entourent. L'individu n'est qu'une partie d'un tout et de même que dans le corps

humain l'indépendance et la modification d'activité de quelques cellules créerait cet état de trouble qu'est la maladie de même sur toute la société se répercutera l'action de l'individu. Le vice de l'ivrogne atteindra toute la famille, la malpropreté d'un individu peut créer le foyer de contagion qui s'étendra indéfiniment. Ainsi se légitime pour tous les individus la protection du législateur et s'il est vrai qu'un paternalisme exagéré peut arriver à affaiblir la race en habituant l'individu à tout attendre d'autrui, en réalité on est loin d'avoir à redouter ce résultat lorsqu'on demande simplement la protection des incapables, mais de tous les incapables.

L'intervention légale contre l'alcoolisme doit se proposer un double but d'abord la guérison des buveurs et la protection de la société contre les inconvénients et les dangers de l'ivrognerie ; ensuite la prophylaxie de l'alcoolisme et la diminution de la consommation des spiritueux. Nous n'étudierons que le premier mode d'action car nous croyons qu'il produira des résultats plus immédiats et aussi, condition importante de réussite pour une réforme sociale, qu'il soulèvera moins de protestations ; mais, il n'en est pas moins vrai qu'il serait irrationnel de demander à une mesure législative isolée, n'intéressant qu'un des côtés de la question, la solution définitive d'un problème aussi complexe que celui de l'alcoolisme. Pour obtenir le résultat souhaité il est indispensable

d'attaquer le mal de tous les côtés à la fois et ce n'est qu'en combinant les différentes mesures propres à restreindre la consommation de l'alcool que l'on peut espérer arriver à enrayer le flot montant de l'alcoolisme.

Dans une première partie de notre étude nous nous proposons de montrer toute l'insuffisance de la législation actuelle sur l'alcoolisme et par l'examen des législations comparées nous verrons ce qui a été fait à ce sujet à l'étranger.

Dans une seconde partie nous exposerons l'organisation et le fonctionnement de cet internement légal du buveur d'habitude tout en indiquant les correctifs et garanties nécessaires à cette restriction de la liberté individuelle.

Nous n'ignorons pas quelle difficulté soulève la solution d'une telle question, nous n'ignorons pas non plus qu'en abordant un sujet souvent discuté sinon par les juristes, du moins par les médecins, nous n'aboutirons pas à une solution absolument originale, mais nous croyons que frapper et refrapper sur un sujet dont dépend une réforme que l'on désire voir aboutir est toujours un devoir à cause de cette tendance naturelle à l'esprit humain de se contenter de ce qui existe et d'en perdre de vue les inconvénients.

I. — CRITIQUE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE

§ I. — Erreur de la législation actuelle qui n'établit aucune distinction entre les aliénés alcooliques ou non.

Aux termes de l'article 64 du Code pénal de 1810 : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action. »

Le principe de l'irresponsabilité pénale de l'aliéné remonte à la plus haute antiquité. Chez tous les peuples civilisés on retrouve en effet cette immunité pénale se basant, suivant le degré de civilisation, soit sur des superstitions religieuses, soit sur une idée de justice. Il faut cependant reconnaître que si en droit, l'aliéné n'était pas punissable, en fait, les pouvoirs publics n'ayant en vue que l'intérêt général n'étaient pas embarrassés pour prendre, suivant les circonstances, telles mesures des plus arbitraires, mais capables de mettre la société à l'abri des actes du dément.

A Rome la situation des aliénés était réglée juridiquement et comme l'assistance hospitalière n'était nullement connue, c'était aux présidents des provinces qu'incombait la surveillance des déments. Ceux-ci devaient, autant que possible, être soignés dans leur demeure et ce n'est qu'en cas de dangers pour la société qu'ils étaient placés dans les prisons (1).

Pendant tout le moyen âge et jusqu'au milieu du XVIII^e siècle c'est encore à la famille qu'incombe le soin de la séquestration. Malheureusement la tendance prédominante à cette époque d'expliquer tout ce qui déroutait les connaissances par l'intervention des puissances occultes rendit inutile les principes de la jurisprudence très bienveillante pour les aliénés et les milliers de procès concernant la magie et la sorcellerie montrent avec quelle facilité on condamnait aux pires supplices des individus seulement coupables d'avoir un système nerveux déséquilibré. Du reste, bizarrerie de la procédure, la jurisprudence interdisait aux premiers juges d'absoudre pour cause de démence les individus inculpés de crimes. Ceux-ci étaient d'abord condamnés en première instance, et c'était au Parlement qu'était réservé en appel la faculté d'examiner l'excuse de folie et de diminuer ou de supprimer de ce chef la pénalité. Cette pratique semble s'être perdue assez tard et ce

1. DECHAMBRE. *Diction. Enc. des Sciences: Aliénés*, p. 119.

fut aux premiers juges que revint l'appréciation de la folie.

Le droit intermédiaire n'innove guère et la loi des 16 et 24 août 1790 confie aux municipalités le soin de protéger les individus contre les insensés et les animaux malfaisants ou féroces. Ce fut la loi du 24 vendémiaire an XI, qui mit la séquestration des indigents à la charge de l'État et le Code de 1810 qui édicta les premières mesures protectrices de la liberté individuelle des aliénés. Les articles 114-122 répriment les atteintes qui y seraient apportées par les fonctionnaires et les articles 341-343 celles provenant de simples particuliers. Les abus n'en continuent pas moins et faute d'établissements spéciaux en nombre suffisant toutes les geôles étaient mises à contribution pour la garde des aliénés.

Qu'ils fussent hospitalisés ou non, les aliénés n'en étaient pas moins maltraités et ainsi que le constate une circulaire ministérielle du 16 juillet 1819, le plus grand nombre des aliénés non ou mal secourus, en état de vagabondage perpétuel, étaient un motif de désordre dont la répression devenait impossible. Une réforme s'imposait.

La loi du 30 juin 1838 sur les aliénés est essentiellement dans la pensée de ses auteurs une loi générale de police et d'assistance devant s'appliquer à tous les aliénés sans distinction. Volontairement on excluait toute idée de classification entre les variétés

de l'aliénation mentale, on ne distinguait ni épileptiques, ni alcooliques, ni idiots, ni crétins. On considérait tous les aliénés comme des malades et par suite, comme réclamant les mêmes sortes de soins, on les soumettait tous aux mêmes dispositions (1).

Voici les principales dispositions de cette loi :

Art. 13. — Toute personne placée dans un établissement d'aliénés cessera d'y être internée aussitôt que les médecins de l'établissement auront déclaré sur le registre énoncé en l'article précédent que la guérison est obtenue.

Art. 18. — A Paris le Préfet de Police, et dans les départements les Préfets ordonneront d'office le placement dans un établissement d'aliénés de toute personne interdite ou non interdite dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sécurité des personnes.

Art. 19. — En cas de danger immédiat attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les commissaires de police à Paris et les maires dans les autres communes ordonneront à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale toutes les mesures provisoires nécessaires à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet qui statuera sans délai.

Art. 20. — Les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements seront tenus d'adresser aux préfets dans les premiers mois de chaque semestre un rapport rédigé par le médecin de l'établissement sur l'état de chaque personne

1. BERTRAND. *Lois sur les aliénés.*

qui y sera retenue, sur la nature de sa maladie et les résultats du traitement. Le préfet prononcera sur chacune individuellement, ordonnera son maintien dans l'établissement ou sa sortie.

Art. 23. — Si dans l'intervalle qui s'écoulera entre les rapports ordonnés par l'article 20 les médecins déclarent sur le registre tenu en exécution de l'article 12 que la sortie peut être ordonnée, les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements seront tenus, sous peine d'être poursuivis conformément à l'article 30 ci-après, d'en référer aussitôt au préfet qui statuera sans délai.

Art. 29. — Toute personne placée ou retenue dans un établissement d'aliénés, son tuteur si elle est mineure, son curateur, tout parent ou ami pourront, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le tribunal du lieu de l'établissement qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera s'il y a lieu la sortie immédiate. Les personnes qui auront demandé le placement et le Procureur de la République d'office pourront se pourvoir aux mêmes fins. Dans le cas d'interdiction cette demande ne pourra être formée que par le tuteur de l'interdit. La décision sera rendue sur simple requête en Chambre du Conseil et sans délai ; elle ne sera point motivée. La requête, le jugement et les autres actes auxquels la réclamation pourrait donner lieu seront visés pour timbre et enregistrés en débet. Aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative, ne pourront être retenues ou supprimées par les chefs d'établissement sous les peines portées au titre III ci-après. »

Ainsi dans aucun cas soit pour le placement soit pour le maintien soit pour la sortie de l'asile le législateur n'établissait de distinction entre les différentes formes d'aliénation. Par horreur des monstruosité judiciaires de l'ancien droit et craignant de s'égarer en des classifications, on revenait au système du droit romain qui n'établit aucune espèce de catégories et comprend sous le nom de démence toutes espèces de lésions des facultés intellectuelles, tous les cas d'absence de raison.

C'était une grave lacune dont nous allons bientôt voir les conséquences mais dont le législateur d'alors ne peut pas être considéré comme responsable. A cette époque la médecine mentale ne relevait, croyait-on, que du sens commun, et ses balbutiements n'étaient guère écoutés, mais depuis, cette science a fait dans la seconde moitié du XIX^e siècle des pas de géant. Elle a analysé toute la diversité des causes et des formes des troubles mentaux; elle a établi qu'à chaque forme de maladie il faut un régime spécial. Elle nous a montré que la folie de l'alcoolique diffère profondément de toutes les autres formes d'aliénation et que si l'on veut assurer en même temps que le traitement du malade, la sécurité de la société on ne peut pas y arriver par une législation unique mais par une série de mesures appropriées au cas de chacun.

Le législateur de 1838 dans son légitime souci de protéger à la fois l'aliéné et la société fit une erreur

en ce qui concerne les troubles mentaux de l'alcoolique car il ignorait que ceux-ci, essentiellement passagers, sont intimement liés aux excès de boisson et reparaissent infailliblement avec eux. Pour assurer la sécurité publique il était donc nécessaire non seulement d'empêcher l'alcoolique de nuire lors de ses crises de démence, mais il fallait encore rendre celles-ci impossibles en supprimant leur cause qui est l'alcoolisme et cela en permettant de maintenir l'alcoolique en traitement pour une période plus longue que la passagère crise de démence.

L'état mental du buveur a été pendant ces dernières années l'objet de nombreuses études notamment de la part du D^r Legrain dont les très importants travaux font autorité en tout ce qui touche à l'alcoolisme. Nous ferons souvent appel à cette haute autorité pour les quelques parties de notre sujet qui sortent du cadre de nos études.

Comment évoluent les accidents cérébraux dus à l'intoxication éthylique ? Comment l'individu en arrive-t-il à cet état d'inconscience et d'aboulie ou il devient un antisocial ?

Avec le D^r Legrain nous distinguerons deux catégories d'alcooliques dont le mode d'intoxication est différent mais engendre rapidement les mêmes résultats (1).

Une première catégorie comprend des individus

1. LEGRAIN, *Hérédité et alcoolisme*.

sans tare héréditaire ni passé pathologique qui s'intoxiquent lentement et le plus souvent inconsciemment. Chez ceux-ci, des causes multiples soit individuelles, soit professionnelles et sociales, créent l'habitude de boire, puis incessamment renouvelée cette habitude fait partie intégrante de la vie ; l'individu boira le lendemain comme il a bu la veille, pour les mêmes raisons, aux mêmes heures. Une fois l'habitude de boire constituée il faudrait au buveur une force de volonté surhumaine pour la briser de son plein gré et il n'y parviendra presque jamais dans l'état social actuel, avec les idées courantes, les préjugés qui ont cours sur l'influence de l'alcool. Ainsi le buveur s'intoxique peu à peu et l'alcool va modifier ses facultés intellectuelles et ses sentiments.

Les opérations cérébrales, l'évocation des souvenirs, les associations d'idées subissent les premières atteintes, puis l'intelligence une fois affaiblie vont paraître les troubles de la volonté, l'anernégie pour employer l'expression de M. Legrain.

Mêmes transformations dans l'état moral, les sentiments affectifs s'altèrent et l'on voit grandir l'irritabilité, la grossièreté, les colères subites ou bien l'indifférence, l'insensibilité morale.

Une telle mentalité ne se crée pas en un jour et il y a fallu le plus souvent de longues années lorsque apparaissent les accidents d'un délire qui nécessite l'internement dans un asile d'aliénés.

Les troubles mentaux seront du reste très courts et le plus souvent ils disparaîtront soit avec l'intoxication, soit au plus tard au bout d'une quinzaine de jours. Les malades vont alors demander leur sortie de l'asile, au besoin l'exiger et comme l'accès délirant une fois passé ils ne peuvent plus être considérés comme aliénés, qu'ils sont redevenus lucides et conscients le médecin traitant, aux termes de l'article 13 de la loi de 1838, est bien obligé de les remettre en liberté. On doit ainsi renoncer à tout essai de guérison, à toute tentative de modification de la mentalité du buveur, modification qui seule peut reclasser le buveur, en faire un être normal.

Que vont devenir ces alcooliques remis en liberté ?

Nous avons vu que l'accès de démence est vite guéri mais ce qui n'est pas modifié c'est la cause de cet accès, c'est l'état mental qui a engendré l'habitude de boire. Aussi dès qu'il est sorti de l'asile malgré le terrible avertissement qu'il vient d'avoir, repris par ses habitudes anciennes, le buveur se remet à boire.

Et alors les mêmes causes reproduisant fatalement les mêmes effets, commence pour cette épave la série successive des internements avec chaque fois un peu plus de dégradation morale et intellectuelle. Toujours ces individus descendent de plus en plus bas dans l'échelle sociale. Patrons, leurs affaires périclitent, ouvriers ou employés ils sont chassés de partout. Le plus souvent ils lassent la patience de leurs pro-

ches qui les abandonnent. Et c'est ainsi que débute pour ces individus l'existence errante et misérable dont il leur sera impossible de sortir. S'il leur reste un semblant d'activité ce sera celle des déséquilibrés qui, incapable de se fixer, s'éparpille sur tous objets, sans suite ni méthode. Mais le plus souvent la paresse, conséquence de leur dégradation mentale, les rend incapables des moindres travaux même les plus grossiers. Ils se livrent alors à l'exploitation de toutes les institutions qu'a fondées la charité humaine. Tour à tour clients des asiles de nuit, des dépôts de mendicité, des asiles d'aliénés, des prisons ils tombent enfin au dernier degré de l'abjection humaine.

A côté de cette catégorie d'alcooliques sans tares héréditaires chez qui l'alcool est la cause pure de la progressive dégradation mentale le Dr Legrain en place une autre plus triste encore, celle des malades chez lesquels la prédisposition et l'hérédité ont préparé le cerveau au délire. Chez ces individus le cerveau héréditairement affaibli ne pourra supporter le moindre excès et sera le premier organe frappé par le poison alors même qu'aucun autre organe ne présenterait des stigmates d'éthylisation. Tandis que chez les alcooliques de la première catégorie l'alcoolisation durera plus ou moins longtemps et que des troubles physiques précéderont presque toujours le délire, chez ces derniers les plus minimes quantités de boisson agiront immédiatement d'une façon fou-

droyante sur le cerveau quand même toutes les autres parties de l'organisme sont encore en pleine résistance. L'alcoolisme ne fait ici que jouer le rôle de cause occasionnelle, rôle que pourraient aussi bien jouer des émotions, des chagrins, le surmenage, etc. « Ces malades ne sont pas des aliénés par alcoolisme, ce sont des aliénés avec alcoolisme. » (Legrain.)

Ces deux catégories de buveurs vont bientôt se rencontrer et leur mentalité se ressembler. Il n'y aura plus entre eux qu'une différence : c'est que la dégénérescence des buveurs de la première catégorie s'est constituée lentement par l'effet progressif des excès tandis que celles des individus de la seconde catégorie, existant à l'état latent, s'est montrée de bonne heure. Ces derniers, prédestinés, ont certes beaucoup plus d'analogie avec les autres aliénés puisque leur état mental dépend d'une dégénérescence cellulaire, mais ils en diffèrent en ce que la cause de l'accès, l'alcoolisme, dépend d'eux.

Cette analyse va nous montrer combien les causes de la folie alcoolique sont différentes de celles des autres formes d'aliénation. L'aliénation non alcoolique tient à des causes organiques, à une malformation, une aptitude spéciale de la cellule cervicale. Les événements extérieurs ne feront que réveiller une prédisposition endormie et mettre en action un délire latent. En tout cas on peut dire que le malade ne tient pas entre ses mains le sort de sa raison et que

sa volonté ne peut avoir aucune influence sur l'apparition ou la disparition des accidents qui seront la cause de son déséquilibre mental. L'aliénation alcoolique, au contraire, est le résultat d'une suite d'excès dus à une sorte d'altération graduelle du sens moral. Que l'on rééduque le buveur, que l'on fasse disparaître le besoin de boire, et que l'on en fasse disparaître le souvenir, que l'on modifie cet état mental, qu'on lui reconstitue une personnalité différente et la maladie disparaîtra. Pour cela que faut-il ? Il faut obliger le malade à vouloir se guérir alors que par lui-même il n'en aurait pas l'énergie. Mais avec nos conceptions sur la liberté individuelle, une telle tâche ne peut être entreprise qu'avec l'autorisation de la loi. Comment maintenir sans l'intervention légale en dehors de la société, dans un asile, un individu qui n'a encouru aucune condamnation et qui ne peut être considéré comme un aliéné ?

Cependant avant de conclure à la nécessité d'une réforme de la législation en ce qui concerne la cure de l'alcoolisme, il faut rechercher si elle est bien indispensable, s'il n'est pas possible de protéger la société contre les si nombreux actes anti-sociaux des buveurs sans attenter à la liberté de ceux-ci, sans leur assigner des lieux de traitement déterminés. Une législation spéciale, quels que soient ses avantages, est toujours par certains points dangereuse

et on ne doit la réclamer que s'il est impossible de s'en passer.

§ 2. — Critique du régime actuel.

« Les responsabilités de l'alcoolisme pèsent plus lourdement sur la société que sur le buveur lui-même qui n'est qu'un infirme. Si la société tente parfois de lutter contre l'alcoolisme elle ne fait presque rien pour l'alcoolique. » (Legrain) (1).

Il faut reconnaître en effet que si depuis quelques années la lutte contre l'alcoolisme a fait de grands progrès — dus beaucoup plus à l'initiative privée qu'à celle des pouvoirs publics — elle a été dirigée surtout pour obtenir la diminution de la consommation de l'alcool et non pour sauver le buveur.

Les quelques mesures adoptées par le Parlement, les conférences, les sociétés de tempérance ont surtout un but prophylactique. Sans doute il était logique de s'occuper en premier lieu de la prévention de l'alcoolisme, mais vu le danger social, il fallait aussi rechercher des mesures efficaces de répression et c'est ce que l'on a négligé.

A vrai dire aucune législation ne régit actuellement les alcooliques. A part la loi de 1873 contre l'ivresse publique sur laquelle nous aurons à revenir et la loi du 24 juillet 1889 emportant la déchéance

1. LEGRAIN, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

paternelle de l'ivrogne, on n'a rien fait pour eux.

Ces deux lois sont du reste plutôt faites contre les ivrognes que pour eux car elles n'ont qu'un caractère purement répressif et les frappent comme des coupables.

Si on les considère comme des malades on est alors réduit à leur appliquer la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés et partant à les considérer comme des aliénés.

Or nous avons vu qu'aucune espèce de distinction n'étant établie entre l'aliéné ordinaire et l'alcoolique, alors qu'en réalité au point de vue mental et social il y a entre eux des différences considérables, on sera, aux termes mêmes de l'article 13 de la loi de 1838, obligé de remettre l'alcoolique en liberté dès que le délire aigu sera passé et bien avant que l'individu « remoralisé » ne soit redevenu un être sociable.

Mais ici une question se pose ?

L'alcoolique ne pouvant être maintenu d'office à l'asile ne pourrait-on pas lui persuader qu'il est de son intérêt d'y rester de plein gré ?

Ceci nous paraît extrêmement difficile. En effet, dès que l'individu est revenu à la raison il est désespéré de se voir interné dans un asile d'aliénés. Pour lui c'est une tare, un véritable stigmate dont les conséquences lui paraissent terribles, étant donné les ridicules préjugés répandus dans le peuple et même dans les hautes classes sociales sur la folie et les asiles

d'aliénés. Du reste la vie en commun avec des aliénés n'est pas faite pour le rassurer, le mettre en état de profiter d'une moralisation qui doit être la base d'un traitement moral. Cet individu souffre de se voir enfermer dans un tel milieu et d'autant plus que très souvent il a laissé à la maison une femme et des enfants pour qui, en l'absence du chef de famille enfermé dans la « maison de fous », c'est le plus souvent la misère et la honte. Et c'est surtout quand il s'agit d'un de ces buveurs surpris par un accès de délire pour la première fois, c'est-à-dire sur lequel l'internement produirait ses meilleurs résultats et qui, jusque-là subvenait aux besoins des siens, travaillait régulièrement, que les conséquences de l'internement se font le plus sentir. La famille privée de la plus grosse partie de ses revenus épuise rapidement les quelques économies qu'elle a pu faire, puis les dettes s'accumulent et c'est la misère commençante.

On est alors bien obligé de rendre la liberté à un individu que l'on a aucun droit de retenir et dont l'absence pèse si lourdement sur tous les siens. Toutes les personnes qui ont étudié de près le fonctionnement des sanatoriums pour tuberculeux savent quel talent de persuasion il faut pour engager un malade à abandonner ses occupations et sa famille pour se soigner ? Combien il doit être plus difficile encore de maintenir de plein gré un individu dans un éta-

blissement auquel s'attache une idée péjorative et que beaucoup considèrent comme plus infamant que la prison.

Dans ces conditions il est impossible d'assurer la guérison du buveur en le maintenant de son plein gré à l'asile. Sera-ce plus facile de le traiter dans la société ? Il faut répondre encore par la négative. En effet le traitement d'un alcoolique est difficile dans la société où non seulement il est incapable de résister à son désir de boire et n'a pas par lui-même l'énergie de s'arracher à sa passion, mais où encore tout autour de lui contribue à fortifier son habitude. Au lieu de considérer l'alcoolique comme un malade, l'opinion publique ne voit de lui qu'un bouffon dont on s'amuse, ou un incurable vicieux dont la mort seule pourra délivrer la société. On ne songe pas assez que cet individu, qui terrorise les siens, crée des enfants vicieux ou idiots, est incapable de tout travail, qui en un mot est un danger social, aurait pu rester ou redevenir un excellent citoyen si on l'avait instruit, si on lui avait facilité par quelques mesures appropriées un relèvement moral dont la société serait la première à profiter. Qu'a fait la loi pour l'alcoolique ? Elle a cru avoir assez fait après avoir édicté contre lui des peines qui, du reste, le plus souvent resteront inappliquées. Et à quoi bon du reste ? Par expérience les agents de la force publique savent bien que leur intervention est inutile, qu'il est illusoire de

dresser contravention et qu'à date fixe ils retrouveront l'ivrogne ? Et c'est ainsi que non prévenu des dangers que lui fait courir sa passion, non soigné quand le traitement aurait été possible, le buveur glisse insensiblement jusqu'à la folie et au crime.

Reconnaissons que ce n'est pas toujours sa faute, et que s'il en est arrivé là c'est qu'on a rien fait pour l'arrêter. Même en faisant une large part au vice il incombe encore à la société une grande responsabilité dans le triste sort de ces malheureux et le danger qu'ils représentent. L'examen plus approfondi de la législation confirmera ce que jusqu'à présent nous n'avons fait qu'affirmer.

INSUFFISANCE DE LA LÉGISLATION

Notre législation sur l'alcoolisme intervient dans trois cas :

- 1° En cas d'ivresse publique ;
- 2° En cas de délit ou de crime ;
- 3° En cas de délire alcoolique.

A). Cas d'ivresse publique.

L'individu ivre tombe sous le coup de la loi du 23 janvier 1873 :

Article premier. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 fr. inclusivement ceux qui seront trouvés en état d'ivresse ma-

nifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

Les articles 474 et 483 du Code pénal seront applicables à la contravention indiquée au paragraphe précédent.

Art. 2. — En cas de nouvelle récidive conformément à l'article 483 dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse, depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double.

Art. 3. — Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent sera déclarée par le second jugement incapable d'exercer les droits suivants : 1° de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° de port d'armes. Pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

Art. 11. — Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, pourra être par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré la raison.

Cette loi incontestablement excellente dans son

principe n'a pas pu produire au point de vue de la répression de l'alcoolisme ce qu'on en attendait. C'est qu'elle n'était pas fondée sur la connaissance de l'objet auquel elle s'appliquait, qu'elle n'échappait pas à cet illogisme qui consistait à réprimer l'ivresse avant d'en avoir défini toutes les modalités. Parce que le législateur ne distinguait pas comme on le fit six ans plus tard en Angleterre entre l'ivrognerie qui relève d'une thérapeutique spéciale et l'ivresse qui seule doit rester l'objet d'une sanction pénale, son œuvre ne pouvait donner aucun résultat pratique et devait rester lettre morte.

Il faut cependant reconnaître que si cette loi n'a eu aucune portée moralisatrice en ce qui concerne le délinquant qu'elle frappe, il est d'un excellent exemple aux yeux de la société de « punir ».

Ainsi les masses surtout accessibles aux sanctions de la loi prennent l'habitude de considérer l'ivresse comme une faute punissable capable de causer à l'individu un préjudice matériel, de le flétrir d'une condamnation.

Comme le disait le rapporteur de la loi : « La loi a plus d'action qu'on ne croit sur les mœurs, même dans nos sociétés modernes qu'elle n'a cependant pas la prétention de façonner à sa guise comme les petites républiques de l'antiquité. Elle a plus d'une fois guidé la conscience publique. Beaucoup de gens n'ont que de l'indulgence pour ce qu'elle ne punit

pas et sont disposés à condamner après elle. Le texte du Code pénal et les arrêts de la justice forment l'éducation morale d'une partie trop nombreuse de la population. » Peu à peu l'idée de répression fait naître la conscience du mal et d'extérieure la justice devient intérieure puisque le développement psychique ne fait que refléter les rapports imposés par le milieu extérieur. Malheureusement, pour atteindre ce but idéal de toute loi il faut une répression impitoyable et c'est ce qui n'a jamais pu avoir lieu avec la loi du 23 janvier 1873 parce que c'était une loi incomplète.

Chaque année les statistiques indiquent une diminution plus marquée du nombre des poursuites pour ivresse alors que nous avons constaté l'énorme augmentation des cas d'alcoolisme. En 1875 le chiffre des contraventions s'élève à 91.238, il descend déjà en 1876 à 82.115 et tombe en 1891 à 50.453. On peut faire la même constatation pour les cas d'ivrognerie; les prévenus d'ivresse poursuivis correctionnellement dans la période 1876 à 1880 sont en moyenne au nombre de 3.829; ils ne sont plus en 1891 qu'au nombre de 2.833 et sur ce nombre 2.731 seulement ont subi une condamnation à l'emprisonnement; en 1892 le nombre s'abaisse à 2.668 et en 1893 à 2.642(1).

A quoi cela tient-il ? A ce que d'abord l'État tout en ne perdant pas une occasion de manifester bien haut son horreur pour l'ivrogne a en réalité pour lui

1. *Annuaire statistique de la France.*

des complaisances regrettables et peut-il en être autrement puisque les droits sur l'alcool représentent une de ses importantes sources de revenu. Tant que le budget s'alimentera des ressources provenant des droits sur les boissons il sera bien difficile de croire à l'indépendance de l'État dans la question de la répression alcoolique.

La désuétude de la loi sur l'ivrognerie a une autre cause provenant des mauvaises dispositions pénales adoptées contre le délit que l'on créait. Il est en effet tout à fait inopportun et même dangereux de frapper indistinctement tous les ivrognes d'amende ou de prison.

L'ivrognerie ne peut pas être punissable comme l'ivresse car toutes les données de la science moderne concordent à en faire le plus souvent une maladie et par le seul fait que la loi n'établit aucune distinction entre ces deux modalités elle n'est plus qu'un anachronisme. Ainsi que l'a dit M. Sonderegger (1) la condamnation correctionnelle de l'ivrognerie serait risible si elle n'était pas une si triste erreur. Et malheureusement la loi frappe surtout ces vieux ivrognes, ces incorrigibles chez qui elle ne peut produire aucun effet salutaire.

Ce principe n'est du reste pas nouveau. Ulpien il y a plus de 1500 ans avait déjà vu dans l'ivrognerie une maladie et sous son influence le droit romain

1. Cité par Ladame, *op. cit.*

avait fait de l'ivresse une excuse (lois II, § 2). *De pœnis* et VI, § 7 *de re militari*.

Les lois canoniques s'étaient inspirées de la même idée, malheureusement ce principe devait rester longtemps méconnu jusqu'à ce que des médecins le proclamassent à nouveau. Cependant les travaux préparatoires de la loi du 23 janvier 1873 nous montrent que le principe de l'inutilité des pénalités pour la répression de l'alcoolisme fut parfaitement admis par la majorité de la Commission chargée de l'élaboration de la loi.

M. Théophile Roussel, dans sa proposition de loi tendant à « réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme, déposée le 16 août 1871 réclamait à l'article 7 que l'on applique à l'ivrogne d'habitude outre l'amende et l'emprisonnement l'article 42 du Code pénal c'est-à-dire l'interdiction partielle ou totale suivant les cas des droits civiques civils et de famille.

Or cette proposition fut rejetée par la majorité de la Commission sous prétexte qu'il n'était pas admissible qu'un état pathologique put devenir l'objet de mesures répressives ni qu'une perversion latente de la raison put être considérée comme un délit ou une contravention. Il fallait, disait-on, rechercher la solution de la question soit dans une extension des conditions propres à permettre l'interdiction, soit dans la revision de la loi sur les aliénés.

Comment ces sages résolutions restèrent-elles lettre morte lors de la discussion définitive du projet qui devint la loi du 23 janvier 1873, pourquoi ne distingue-t-on pas l'ivrognerie et l'ivresse? c'est ce qu'il nous est impossible d'établir.

Puisque la loi pénale est inefficace contre l'ivrognerie il ne reste donc plus qu'une classe de délit qu'elle puisse atteindre c'est le cas d'ivresse accidentelle, mais elle le fera d'une telle façon qu'il serait préférable de n'avoir aucune sanction.

La valeur pratique de la répression comme moyen de prophylaxie de l'alcoolisme est à peu près nulle.

« Elle a partout échoué dit, M. Caüderlier. »

D'après une statistique citée par le Dr Sérieux (1), « dans l'État de Massachussets, en 1879, on a puni de prison et d'amende 17.000 alcooliques sur lesquels on comptait 16.000 récidivistes. Dans l'État de New-York 56.000 alcooliques poursuivis fournirent 55.000 cas de récidive, certains sujets auraient subi de 20 à 200 condamnations pour ivresse (2). »

Au Congrès international des prisons de 1871 il a été prouvé que pas un ivrogne sur 1000 n'a été guéri par l'emprisonnement.

1. SÉRIEUX. *L'assistance des alcooliques en Suisse et Allemagne.*

2. BARKER. *Société de médecine légale de New-York. Annales d'antropologie criminelle.*

Une telle proportion de récidivistes démontre l'inefficacité des pénalités contre l'alcoolique. Pendant longtemps on vit dans les peines plus ou moins longues d'emprisonnement la panacée propre à toutes les criminalités ; depuis on est bien revenu de ce principe parce que trop souvent on a constaté que les mauvaises influences de la prison transformaient le délinquant en futur criminel et que les peines courtes d'emprisonnement sont l'un des éléments principaux de l'augmentation des récidives. Spécialement en ce qui concerne les alcooliques, chacune des condamnations successives abaisse d'un degré l'individu dans l'échelle sociale et lui enlève les dernières chances qui lui restaient de s'amender et de reprendre sa place dans la société.

Lilienthal, professeur de droit criminel à Marbourg, dans son rapport au Congrès antialcoolique de Saint-Petersbourg disait en parlant des législations qui ont adopté le principe d'une aggravation plus ou moins considérable de la peine en cas de récidives : « Ce qui paraît dangereux dans toutes ces lois ce sont seulement les premières condamnations pécuniaires et privations de liberté très légères. Si l'on songe en effet que beaucoup d'amendes doivent, à raison de l'insolvabilité du condamné, être commuées en emprisonnement il est hors de doute qu'il résultera de ces lois chaque année une augmentation très considérable des courtes peines de prison (comme c'est

le cas en France et en Allemagne. » Ce n'est pourtant pas à ce résultat qu'on voulait arriver. Car il ne devrait plus y avoir de doute que les courtes peines de prison sont de toutes les punitions celles qui répondent le moins à leur but, qu'elles sont même très nuisibles.

Aussi il n'est guère possible d'espérer quelques résultats sérieux de l'intervention des mesures pénales contre l'alcoolisme car nous avons vu que les amendes et les courtes peines d'emprisonnement n'atteignent pas leur but et sont même souvent nuisibles, et d'autre part que les peines très sévères n'étant pas appliquées manquent elles aussi leur but, Ceci nous confirme que la prévention de l'ivrognerie ne peut pas être obtenue avec les pénalités actuelles et qu'il faut chercher ailleurs.

Il faut cependant signaler une pénalité accessoire conçue dans un excellent esprit, c'est la déchéance de la puissance paternelle qui a été introduite dans la loi du 24 juillet 1889 sur la protection de l'enfance maltraitée et abandonnée. Ce n'est pas qu'il faille attendre un bien grand résultat sur le malade lui-même, une mesure de cet ordre ne peut guère avoir plus d'influence sur l'alcoolique invétéré que des mesures de répression pénales. La situation sociale de l'alcoolique lui étant indifférente pourvu qu'il puisse satisfaire sa passion, peu lui importera qu'il jouisse ou non de ses droits de citoyen. Nous esti-

mons toutefois qu'il y a là une mesure de sauvegarde sociale d'extrême urgence car il faut soustraire la famille du buveur à son influence pernicieuse, il faut donner aux enfants le soutien et la direction nécessaires — qu'ils ne peuvent plus trouver chez leur tuteur naturel — de façon à paralyser par l'éducation les effets funestes de l'hérédité.

Les dispositions de notre loi sur l'ivresse en ce qui concerne les gens qui vivent de l'alcoolisme d'autrui, le provoquent ou l'encouragent méritent également une entière approbation et on ne peut guère leur reprocher actuellement que de ne pas être appliquées.

Si en effet le buveur agit presque toujours inconsciemment il n'en est pas de même des gens qui le poussent à la consommation, rien ne peut atténuer la responsabilité de ces fauteurs d'ivrognerie et l'on ne saurait trop louer le législateur qui s'est montré contre eux implacable.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres ou qui les auront reçus dans leurs établissements ou auront servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de 16 ans accomplis.

Art. 5. — Seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une amende de 16 à 300 francs les cafetiers, etc.

qui dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis un des faits prévus au dit article.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des mêmes faits, depuis moins d'un an se rendra de nouveau coupable de l'un ou l'autre de ces faits sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

Art. 6. — Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent pourra être déclarée par le second jugement incapable d'exercer tout ou partie des droits indiqués en l'article 3 (droits de vote, d'élection, d'éligibilité, de port d'arme etc.). Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois, sous les peines portées à l'article 3, du décret du 29 décembre 1851. Il pourra aussi sous les mêmes peines, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

Art. 7. — Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une amende de 16 à 30 francs quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de 16 ans accomplis.

Art 8. — Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordonner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires en tels lieux qu'il indiquera .

Cette échelle pénale à nombreux degrés nous paraît très heureusement établie ; l'amende comme

premier avertissement, puis en cas de récidive une peine de plus en plus longue d'emprisonnement et surtout la possibilité d'interdire la vente de boissons à consommer sur place et la fermeture temporaire de l'établissement seraient assurément des mesures propres à amener la diminution de la consommation de l'alcool si elles étaient appliquées.

De très nombreuses législations ont établi des pénalités analogues aux nôtres en ce qui concerne le cabaretier qui donne à boire à un individu manifestement ivre ou à un enfant. Il en est ainsi en Angleterre, Autriche, Italie, Belgique, Suède, Danemark, États-Unis. Il faut signaler quelques mesures complémentaires qui nous paraissent remarquables (1).

Dans quelques États de l'union américaine on rend solidairement responsables des préjudices causés par le buveur, ceux qui l'ont laissé mettre ou l'ont mis en état d'ivresse. Ici on a particulièrement en vue le cabaretier qui abandonne l'ivrogne sans surveillance. On trouve une disposition analogue dans la loi norvégienne. Le projet allemand de 1881 comporte la punition du débitant qui donne à boire à des individus ivres ou aux ivrognes notoires. Étant donné la difficulté dans les villes de connaître les ivrognes notoires nous ne mentionnerions pas cette proposi-

1. Moyens de répression de l'ivrognerie. Brunard, Bruxelles, 1897.

tion si elle n'avait probablement inspiré la loi anglaise du 1^{er} janvier 1903.

D'après cette loi, à la troisième condamnation subie par un ivrogne, il est inscrit sur la liste des ivrognes chroniques et sa photographie est fournie à tous les débitants de son quartier. Ces débitants sont frappés d'une forte amende lorsqu'ils vendent des boissons aux individus dont ils ont le signalement.

Sans doute une telle disposition n'est pas pleinement efficace puisqu'il suffit à l'ivrogne de sortir de son quartier pour échapper à toute prohibition mais c'est déjà une sérieuse entrave qu'on apporte à l'assouvissement de sa passion ; d'autant plus que l'ouvrier fatigué par sa besogne quotidienne sort peu de son quartier.

B) Cas de crime ou délit commis par l'alcoolique.

Nous avons vu que la loi du 23 janvier 1873 faisait de l'ivresse publique une contravention et de la récidive un délit. Mais l'ivresse entraîne le plus souvent des délits ou des crimes sur la nature desquels la justice devra alors se prononcer conformément aux règles du droit commun.

Ordinairement dans ce cas l'état mental de l'alcoolique fera l'objet d'une expertise médicale. Si le médecin expert conclut à l'irresponsabilité de l'inculpé

sans réclamer son internement dans un asile d'aliénés, cet inculpé est le plus souvent immédiatement mis en liberté ; si l'expert conclut à l'irresponsabilité mais en demandant l'internement, le malade est alors mis à la disposition de l'autorité administrative qui seule est compétente pour ordonner le placement dans un asile. ,

Lorsqu'au contraire le médecin légiste conclut à la responsabilité en déclarant que l'inculpé n'a pas agi sous l'influence d'une crise de délire alcoolique c'est à la justice qu'il appartient de déterminer le degré de responsabilité et la peine.

Il semble donc qu'en principe la société est suffisamment protégée contre les délits des alcooliques ; mais ce n'est là qu'une apparence et en pratique notre législation se révèle complètement insuffisante.

Nous avons envisagé l'hypothèse où le fait délictueux ayant manifestement été commis sous l'empire d'une crise de démence alcoolique la nécessité d'une expertise médicale s'est imposée au juge ; mais il peut très bien ne pas en être ainsi ? Pour qu'une expertise médico-légale soit ordonnée il est indispensable que quelque anomalie se soit imposée à l'observation du juge. Or nous savons que cet état de démence de l'auteur au temps de l'action qui, aux termes de notre Code pénal, enlève à l'acte commis son caractère criminel ou délictueux peut être de durée extrêmement courte. Que l'inculpé ne soit pas arrêté en flagrant

délit ou même qu'arrêté peu de temps après le délit il ne soit examiné sérieusement qu'assez tardivement par le juge et il arrivera assez souvent que le magistrat ne pourra constater aucun trouble mental. Sans doute, il reste le témoignage des agents qui ont procédé à l'arrestation, mais, on a tout lieu de se méfier de la perspicacité des agents de la force publique ? D'autre part la présence de l'avocat du prévenu pendant l'instruction est bien une sorte de garantie car le défenseur sera toujours à l'affût de constater quelque trouble mental chez son client. Mais il n'en est pas moins vrai que pas plus on ne peut reconnaître à l'avocat qu'au magistrat qualité pour discerner un trouble mental quelconque.

Notre système qui consiste à remettre à un magistrat le soin de constater des troubles mentaux que peut présenter un prévenu et de le soumettre à un examen médicaux'il le juge à propos est donc extrêmement dangereux. Nous ne voyons à cet état de choses qu'un remède : ce serait de soumettre tout prévenu à un examen médical, mais, pour ne pas allonger indéfiniment l'instruction ce serait un examen purement sommaire ayant simplement pour but de signaler au juge les individus qui pourraient être l'objet d'une expertise véritable (1). L'examen médical deviendrait

1. TATY. *Rapport au Congrès de médecine mentale*, Marseille, 1898.

ainsi la première étape de l'instruction de toute affaire délictueuse ou criminelle.

Nous croyons qu'une telle mesure donnerait d'heureux résultats en faisant diminuer le nombre des aliénés méconnus et condamnés dont la proportion est comme nous le verrons malheureusement, grande. De nombreux travaux d'aliénistes éminents tels que Vingtunier, Monod, Taty, Pactet et Collin, démontrent qu'on observe fréquemment des condamnés pour crime ou délits qui sont pris, dès leur arrivée à la prison ou peu après, d'accès de folie dont les caractères sont tels qu'il apparaît manifestement que ces individus étaient aliénés au moment de l'acte et même très souvent plus ou moins longtemps avant.

M. Monod, dans une statistique qui porte sur quatre années, compte 271 cas certains d'aliénés condamnés et méconnus ; mais comme il avait écarté de ce nombre tous les cas probables mais non absolument certains, il estime avoir trouvé dans cette période de quatre ans 700 cas d'erreurs judiciaires, soit une moyenne de 140 par an (1).

Ces chiffres démontrent l'exactitude de ce que nous avançons et l'urgence de la mesure que nous proposons.

1. MONOD. Congrès médecine mentale. Clermont-Ferrand, 1894.

Envisageons maintenant le cas où le juge soumet l'inculpé à une expertise. L'expert conclut à l'irresponsabilité sans demander l'internement dans un asile. L'inculpé est alors immédiatement remis en liberté sans qu'il soit naturellement question de traitement. Il retourne le plus souvent se livrer à sa passion préparant ainsi sa récidive sans tirer aucun fruit de la dure leçon qu'il vient de recevoir.

On peut s'étonner de ce qu'un médecin expert hésite à demander l'internement d'un individu qui, incapable de résister à son vice, retombera dans les mêmes crimes et les mêmes délits. Mais il faut tenir compte de l'embarras de l'expert. Il a devant lui un anormal en faveur duquel, dans l'état actuel de nos lois, il ne peut rien. S'il l'envoie à l'asile, il sait bien que l'alcoolique ne tardera pas à exiger sa sortie et qu'un trop court passage dans la « maison de fous » n'aura servi qu'à le déclasser un peu plus en l'abaissant à ses propres yeux et à ceux des siens. Aussi l'expert, pour ne pas jeter inutilement dans la misère la famille de l'ivrogne en la privant de son chef, conclut à l'inutilité de l'internement, ce qui n'est malheureusement que trop fondé.

Du reste, lorsque l'expert conclut à l'internement dans un asile, la situation n'est pas meilleure.

1. VINGTRINIER, Des aliénés dans les prisons et devant la Justice. *Annales hyg. et méd. leg.* 1852-1863.

L'inculpé est alors mis à la disposition du Préfet qui prend un arrêté d'internement dans un asile.

Ici la situation sera la même qu'antérieurement, c'est-à-dire que dès que le délire alcoolique aigu sera passé, le malade devra être remis en liberté. Il semble cependant que le médecin-chef de l'asile d'aliénés devrait se montrer spécialement sévère pour accorder la sortie d'un individu dont l'ivresse est particulièrement grave et cause des actes délictueux ou criminels. S'il n'en est pas ainsi c'est qu'en réalité les médecins-chefs des asiles ne possèdent presque aucun renseignement sur le passé des individus dont ils ont la garde. En effet, dans tous les cas de placement d'office, le procès-verbal d'enquête, la seule pièce qui, contenant les dépositions de plusieurs témoins, pourrait renseigner le médecin sur les antécédents de l'aliéné, ne lui est pas communiquée et reste dans les bureaux de la préfecture. Les renseignements sont tout aussi insuffisants lorsqu'il s'agit d'un placement fait à la suite d'une intervention judiciaire car si le médecin aliéniste n'est pas en même temps le médecin légiste de la région tout le dossier lui est alors rigoureusement interdit et il ne peut, par suite, en prendre connaissance.

La conséquence de cet état de choses est que le médecin ignorant tout du passé de son malade le remet en liberté dès que la crise aiguë est passée sans pouvoir se préoccuper du danger social. Ainsi

L'on voit des individus qui, sous l'empire d'accès de folie, reparaissant périodiquement avec les excès, commettent des vols, des incendies, des homicides, passent en jugement, sont conduits dans un asile d'aliénés et relâchés dès que leurs crises sont terminées, comme si on voulait leur permettre de satisfaire à nouveau leur manie.

Et M. le Dr Colin cite les cas suivants qui entre autres montrent avec quelle facilité des individus dangereux obtiennent leur sortie de l'asile, grâce au manque de renseignements sur eux (1).

Un nommé D., vingt condamnations, rentre pour la quatrième fois au quartier spécial de Gaillon, pour vol. Or, trois fois déjà, en 1889, 1894, 1896, il était sorti de cet asile, une fois sa peine terminée, pour être transféré de l'asile d'aliénés de C... où chaque fois il avait été remis en liberté au bout d'un temps relativement court. Un autre individu avait été interné sept fois dans l'asile de Bicêtre, il y fut ramené une huitième fois pour avoir, à la suite d'excès de boisson, fait des moulinets avec son enfant qu'il avait saisi par une jambe, puis transpercé d'un coup de sabre-baïonnette le gardien de la paix qui lui faisait des observations.

Au moment où le médecin-expert délégué par le juge d'instruction vint à l'asile d'aliénés examiner

1. PACTET et COLIN. *Les aliénés devant la justice.*

l'inculpé, le chef de service de cet établissement le prévint qu'il venait de signer la sortie de son malade. Il ignorait absolument à la suite de quels faits ce malade se trouvait dans son service et savait seulement qu'il lui était envoyé par la Préfecture pour la septième ou huitième fois.

Et il ajoutait que ceci arrive très souvent, par cette bonne raison que le juge d'instruction renvoie l'individu à la Préfecture de Police avec une fiche, mais cette fiche reste à la Préfecture, elle ne suit pas l'aliéné à l'asile et si de cet asile, celui-ci est transféré dans un autre, il y arrive avec une note sur son état civil, la date de placement et des détails sommaires sur son état mental. Le chef de service de l'asile de transfert ne sait rien de plus sur le compte du malade. Que celui-ci soit calme pendant quelque temps, on le mettra en liberté et il ne tardera pas à se livrer de nouveau à des actes compromettants pour la sécurité publique.

La conséquence de cet état de choses c'est que M. le Dr Ritti, directeur des *Annales médicopsychologiques*, a pu réunir en deux ans, de 1898 à 1900, dans son journal, les méfaits de 226 aliénés dont beaucoup d'alcooliques qui, remis en liberté, n'ont pas commis moins de 97 assassinats, 133 blessures graves, etc.

A ceci il y aurait un remède très simple : ce serait de faire communiquer d'office au médecin-chef de l'asile d'aliénés soit par les parquets soit par les

bureaux préfectoraux de l'assistance publique toutes les pièces intéressant les malades dont ils ont la garde. Pourquoi ne pas communiquer au médecin aliéniste de qui dépend en définitive la libération de l'individu et la sauvegarde de la société, des pièces que l'on laisse entre les mains des experts ou des agents des préfets ?

On a demandé aussi pour que le médecin traitant fût parfaitement à même de connaître le passé de son malade que l'on mentionne sur le casier judiciaire le passage non seulement dans les prisons mais encore dans les asiles. Ceci serait du reste aussi utile au magistrat qu'au médecin et, grâce à ce moyen, peut-être ne verrait-on plus de ces individus considérés tantôt comme responsables tantôt comme aliénés, passer alternativement de la prison à l'asile.

Il n'y a pas grand inconvénient à ce que l'on place les médecins traitants dans la catégorie de ceux qui peuvent recevoir communication du bulletin; cependant il faudra veiller soigneusement à ce que ces différentes mentions ne figurent qu'au bulletin n° 2 et non au bulletin n° 3.

Après avoir recherché si la loi assure la protection de la société, en même temps le traitement du délinquant ou criminel déclaré irresponsable par l'expert, voyons maintenant ce que devient l'inculpé, déclaré responsable et qui passe en jugement ? Là il peut être déclaré coupable ou absous.

Si l'alcoolique délinquant est envoyé en prison il y a beaucoup de probabilité pour que ce ne soit pas le régime pénitentiaire qui modifie son état mental et le prépare à l'abstinence. Dès sa mise en liberté on le retrouvera donc tout préparé pour la récidive. Si au contraire le tribunal ayant admis l'irresponsabilité ne croit pas devoir prononcer une condamnation qu'adviendra-t-il? Ce n'est pas en effet seulement pendant l'instruction que peut se poser la question de l'état mental de l'accusé et elle appartient aussi bien aux juridictions de jugement qu'aux juridictions d'instruction.

De toutes manières, dès qu'il devient évident que la démence existait au temps de l'action, toutes les juridictions doivent s'incliner devant l'article 64 du Code pénal et la seule solution qui reste possible est l'élargissement de l'inculpé. Ceci est inévitable en l'absence de tout texte permettant comme dans l'ancienne jurisprudence de retenir en prison, même après acquittement, l'aliéné criminel dont la présence au dehors pouvait présenter un danger (1).

Cependant la loi de 1838 n'a point laissé la société complètement sans défense et le ministère public peut, dans ce cas, aviser l'autorité administrative qui, en vertu de l'article 18, pourra prendre, si elle le juge à propos, un arrêt d'internement.

1. GARRAUD, t. I, p. 211.

Du reste, cette apparence de protection n'existe même pas dans tous les cas et il en est ainsi quand l'affaire est du ressort de la Cour d'assises car le jury criminel ne motivant pas ses sentences, il est quelquefois difficile de savoir à quel mobile il a obéi et s'il a acquitté pour irresponsabilité.

Ici, et ce sont en général les cas les plus dangereux qui sont jugés en Cour d'assises, il sera impossible au ministère public de signaler le cas au Préfet ; l'acquitté rentrera donc dans le milieu où s'est développé son délire et se trouvera à nouveau sous l'influence des mêmes causes, des mêmes excitations qui l'ont déjà une première fois poussé jusqu'au crime et à la récidive ; il est presque assuré de l'impunité ; son premier acquittement équivalant pour lui à un brevet d'irresponsabilité. Mais revenons à l'hypothèse que le législateur de 1838 semble avoir cru seule possible, celle où le ministère public sollicite de l'autorité administrative un arrêté d'internement. Fréquemment l'administration n'interviendra pas, soit que de lui-même le Préfet juge qu'il n'y a pas lieu d'intervenir, soit que son délégué le médecin-expert qu'il commet ne sanctionne pas le diagnostic antérieur du médecin-expert qui a conclu à l'irresponsabilité devant le tribunal, soit enfin que peu soucieux d'augmenter les charges du département on ne prenne aucune mesure d'hospitalisation. Et cette non intervention administrative sera si fréquente que l'on

verra parfois le ministère public obligé de demander une condamnation pour rendre l'internement obligatoire, pousser le jury à commettre sciemment une erreur judiciaire afin de mettre plus sûrement la société à l'abri des actes de l'insensé.

Citons quelques-uns des cas rapportés par le docteur Garnier au Congrès de Nancy en 1896.

Un individu poursuivi pour coups et blessures étant reconnu irresponsable bénéficie d'une ordonnance de non-lieu. L'autorité administrative qui a été avisée le laisse en liberté. L'année suivante nouvelle poursuite pour vol et ordonnance de non-lieu, même inaction administrative.

Enfin, deux ans plus tard, comme il était poursuivi une troisième fois pour coups et blessures commis à la suite de nouveaux excès de boisson, le ministère public demande au tribunal d'appliquer une peine pour qu'une fois en prison l'inculpé soit encore visité et que si le diagnostic d'observation était confirmé il soit transféré dans un asile.

Un individu qui depuis longtemps s'était fait remarquer par des actes inconséquents est traduit en Cour d'assises pour trois tentatives de viol avec menaces de mort. Malgré le rapport de l'expert qui conclut à l'irresponsabilité il est condamné à deux ans de prison mais là son état d'idiotie est si bien reconnu que le directeur de la prison réclame sa grâce et l'obtient. L'autorité préfectorale qui avait été consultée

sur le recours en grâce aurait dû ordonner que le malade serait soigné dans un asile. Elle ne le fit pas ou plutôt ne le fit qu'après que le malade remis en liberté eût, sans aucun motif, à la suite d'excès de boisson, commis un meurtre sur deux jeunes filles.

L'affaire Paré est non moins caractéristique. Ici, malgré l'abandon formel de l'accusation par le ministère public à la suite du rapport du médecin-expert, les jurés répondent affirmativement à toutes les questions posées, expliquant leur verdict par l'impossibilité de renvoyer dans sa commune un homme qu'ils reconnaissaient aliéné mais qui était la terreur de la population. Ceci ne se serait pas produit si le jury avait été certain de l'internement du malade.

Il ne faut pas croire que ce soient là des cas uniques mais à quoi bon multiplier les exemples ? ceux qui précèdent suffisent pour montrer qu'il est nécessaire d'assurer plus efficacement que ne le fait l'administration l'internement de tout délinquant ou criminel ayant agi sous l'influence de troubles mentaux.

Du reste, en étudiant le troisième cas où l'alcoolique tombe sous le coup de la loi nous allons voir que même si l'administration intervenait toujours pour prononcer l'internement, la société, par suite des lacunes de la loi, n'en serait guère mieux protégée contre les méfaits des alcooliques délirants.

C) *Cas de délire alcoolique.*

L'alcoolique délirant tombe sous le coup de la loi de 1838. Il peut être interné de deux façons, soit par placement volontaire, soit par placement d'office, ce qui est de beaucoup le cas le plus fréquent.

Les placements volontaires ne concernent guère que quelques très rares alcooliques conscients de leur déchéance et désireux de se guérir, lesquels n'ont, du reste, le plus souvent, pas encore eu le temps de devenir dangereux.

Il n'en est plus de même pour ce qui concerne les placements d'office. Ici il s'agit presque toujours d'individus qui sont une cause de scandales et de dangers graves pour la sécurité publique. En effet, comme les frais d'hospitalisation incombent en partie aux communes, les maires, pour ne pas grever leur budget, ne réclament l'internement des délirants alcooliques que lorsque ceux-ci deviennent par trop dangereux ou même lorsqu'ils ont commis quelque crime ou délit. Qu'arrive-t-il lorsque ces individus sont internés ? Nous avons vu que la caractéristique du délire alcoolique est sa courte durée. Au bout d'un mois au maximum et, souvent bien moins, ayant recouvré son entière lucidité, l'interné va protester et assaillir le médecin de demandes de sortie. A la fin obsédé, celui-ci finira par signer la mise en liberté

et pour sa tranquillité personnelle et pour être en règle avec la loi quoiqu'il sache bien que ce qui a été traité ce n'est point le buveur, mais seulement son délire ; que l'état mental n'est point modifié ni l'abstinence obtenue et que dans ces conditions le retour à l'asile s'imposera à brève échéance. Mais que le médecin dans l'intérêt même de son malade veuille le garder malgré lui, le peut-il ? Non.

L'article 29 de la loi de 1838 est formel.

« Toute personne placée ou retenue dans un établissement d'aliénés, son tuteur si elle est mineure, son curateur, tout parent ou ami, pourront à quelque époque que ce soit se pourvoir devant le tribunal du lieu de la situation de l'établissement qui, après les vérifications nécessaires ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

Les personnes qui auront demandé le placement et le procureur du roi, pourront se pourvoir aux mêmes fins.

La décision sera rendue sur simple requête en chambre du conseil et sans délai, elle ne sera point motivée.

Aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative ne pourront être supprimées ou retenues par les chefs d'établissements sous les peines portées au titre III ci-après. »

Tels sont les moyens qui sont à la disposition de

l'interné pour obtenir sa sortie, il ne néglige pas de s'en servir et alors surgissent pour le médecin traitant, s'il ne fait pas droit à la demande, toutes les formalités administratives : ce sont d'abord les certificats de situation à fournir aux autorités administratives et judiciaires, puis l'expertise du médecin délégué par le tribunal enfin la visite du médecin inspecteur ; il faut que le médecin parvienne à convaincre tout le monde. Quelle conscience ne lui faut-il pas pour maintenir son malade dans de telles conditions, surtout quand il sait qu'il n'est pas couvert par la loi et dans un temps où l'on voit partout des séquestrations arbitraires.

Et cependant, malgré toutes ces difficultés les médecins directeurs d'asiles d'aliénés n'hésitent pas, dans l'intérêt général, à maintenir à l'asile les alcooliques après la disparition des troubles délirants aigus.

Une enquête faite à ce sujet par le Dr Toulouse le démontre. Cet éminent praticien avait fait parvenir aux médecins d'asiles par l'intermédiaire de la *Revue de psychiatrie*, en 1902, le questionnaire suivant :

1° Maintenez-vous à l'asile les alcooliques après la disparition des troubles délirants aigus ?

2° Combien de temps environ ?

3° Faites-vous à ce point de vue une distinction entre la première entrée et les autres ?

4° Comment justifiez-vous ce maintien ?

Le D^r Toulouse obtint 47 réponses qui se résument ainsi :

1° La plupart des médecins maintiennent les alcooliques après la disparition des troubles délirants aigus.

2° La durée de ce maintien est le plus souvent supérieure à un mois.

3° La plupart des médecins maintiennent plus longtemps les alcooliques qui reviennent à l'asile après un premier internement.

4° La plupart des médecins justifient ce maintien par des raisons médicales et par intérêt pour le malade ; il n'y a naturellement aucune justification légale.

La réponse du D^r Legrain, chargé à Ville-Evrard du seul service spécial pour alcooliques qu'il y ait en France, nous paraît spécialement intéressante.

1° Oui si possible et s'ils s'y prêtent.

2° Il faudrait un minimum de six mois à un an, mais ce temps n'est jamais atteint.

3° Il faudrait pouvoir le faire mais c'est impossible.

4° Injustifiable légalement. Justifié seulement par la libre volonté du sujet.

Ainsi presque tous les médecins croient devoir retenir à l'asile l'alcoolique une fois que la crise de délire est terminée.

D'autre part, ainsi que le pense M. Rouby, lorsqu'une requête est adressée par un alcoolique deman-

dant sa sortie au président du tribunal, les magistrats interpréteront la loi de 1838 dans son sens le plus large (1).

« Interrompre le traitement, rendre des alcoolisés à la liberté et aussi à leur impulsion malade, c'est commettre envers eux un véritable crime ; des magistrats intelligents ne peuvent s'en rendre coupables. »

Fréquemment on verra le tribunal surseoir *sine die* à une demande de mise en liberté, on verra le parquet refuser de saisir le tribunal de nouvelles demandes, on verra l'administration préfectorale maintenir à l'asile le plus longtemps possible des malades dont le médecin traitant a déclaré la sortie possible quoique non désirable. En agissant ainsi on n'a plus en vue l'intérêt du malade mais la sécurité publique et par quel moyen l'assure-t-on, en n'appliquant pas la loi, en maintenant à l'asile des individus qui ne sont pas aliénés ?

Or comme l'a si justement proclamé le Dr Garnier « Les meilleures intentions du monde et les arguments les plus sérieux ne nous permettent pas de nous mettre au-dessus de la loi. »

En somme, avec notre législation actuelle nous ne nous occupons de l'alcoolique que lorsqu'il est devenu un aliéné, lorsqu'il a eu un accès de délire. Or combien d'ivrognes n'ont pas eu et n'auront

1. *Rapport au Congrès des aliénistes*, 1896.

jamais de troubles mentaux et qui pourtant présentent tous ces caractères de dégradation morale et intellectuelle qui en font des anti-sociaux ? Ces individus pourront en toute liberté se livrer à tous les excès, terroriser leur entourage, réduire leur famille à la misère ? De par la loi nous n'y pouvons rien et il faudra patiemment attendre qu'ils soient devenus des aliénés pour tenter, s'il n'est pas trop tard, quelque chose en leur faveur.

C'est au nom du respect de la liberté individuelle qu'on laisse ainsi l'alcoolique devenir un être anti-social. C'est là une fausse interprétation d'un admirable principe car l'intérêt privé ne peut entrer en conflit avec l'intérêt général et doit dans tous les cas lui céder le pas. Nous aurons à revenir sur cet important problème mais auparavant nous voulons examiner quelles sont, au sujet de l'internement des buveurs, les dispositions prises à l'étranger.

II. — LÉGISLATION COMPAREE

On peut actuellement diviser en trois groupes les pays où l'on a admis l'inefficacité des peines dans la répression de l'alcoolisme et où l'on s'est préoccupé d'assister les alcooliques par l'internement dans les asiles spéciaux :

Un premier groupe comprend les pays où le législateur est intervenu pour interner les buveurs et les maintenir d'office à l'asile ; cela a surtout lieu en Amérique et dans quelques colonies anglaises.

Un deuxième groupe comprend les pays où l'internement est libre mais où, une fois entrés volontairement, les malades sont maintenus d'office en traitement ; c'est le régime anglais.

Enfin un dernier groupe comprend les pays où le législateur n'est pas intervenu directement et où les malades entrent et sortent librement des asiles ; c'est le système allemand et suisse.

Nous étudierons d'abord le système américain et

nous verrons ensuite que c'est la législation-type vers laquelle tendent à évoluer toutes les autres.

Dès qu'on admet, en effet, que le plus efficace moyen de traitement des alcooliques consiste dans l'internement plus ou moins prolongé dans un asile de traitement, on est, par cela même, amené à réclamer des mesures législatives spéciales.

Or, actuellement, toutes les personnes compétentes sont unanimes à reconnaître que l'assistance des alcooliques ne devient réellement efficace que lorsqu'une loi autorise l'internement des buveurs pendant un laps de temps variable.

a) *Amérique.*

Ce sont les Américains qui les premiers ont compris toute l'inutilité des mesures pénales pour la répression de l'alcoolisme et sont arrivés à considérer l'ivrogne comme un malade, un dégénéré qui a besoin d'un traitement rationnel et continu pour se guérir. Et c'est un Américain, le Dr Rush, de Philadelphie, qui au commencement de ce siècle proclama le premier ce principe qui ne devait faire que lentement son chemin (1).

La question fut reprise en 1830 par la Société médicale de l'État de Connecticut qui nomma une com-

1. Temperance in all Nations New-York, 1894, Dr Crothers

2. Comptes rendus du Congrès de Zurich.

mission chargée de faire un rapport sur la nécessité d'un asile pour le traitement des ivrognes. Quelques années plus tard, en 1833, le Dr Woodward, médecin-chef de l'asile d'aliénés de Worcester, dans l'État de Massachussets, réclama lui aussi la création d'un asile spécial.

Jusque-là on s'en tenait à la discussion du projet et l'on n'avait encore rien tenté dans la pratique. Après une campagne extrêmement acharnée et qui dura plus de huit années, le Dr J. E. Turner parvient en 1854 à former une société pour la construction d'un « hôpital pour les ivrognes ».

L'État de New-York fit alors une loi pour donner à la direction de l'hôpital le pouvoir de retenir à l'hospice les internés contre leur gré. Cette loi devait constituer le premier échelon de la législation des asiles de buveurs, mais son application fut retardée par suite de difficultés budgétaires. La ville de Binghamton s'associa aux efforts du Dr Turner avait bien acheté pour la donner à la nouvelle société une ferme d'environ 80 hectares mais la construction de l'asile ayant été très longue celui-ci ne fut ouvert aux malades qu'en 1864.

Pour compléter la première loi on en fit alors une seconde qui est restée la loi en vigueur dans l'État de New-York. La loi du 31 mars 1865 admet non seulement le principe du maintien à l'asile mais encore celui de l'internement d'office. Les magistrats peuvent

prononcer l'internement d'office, dans l'asile de traitement pour ivrognes, pour une période qui ne peut dépasser un an. Il suffit pour cela de l'affirmation écrite donnée par deux médecins et deux personnes honorables que le buveur a perdu le pouvoir de se diriger et qu'il est dangereux de le laisser libre.

Est-ce à l'excessive rigueur de cette loi qu'il faut attribuer les violentes protestations qu'elle souleva à l'origine et l'échec du premier asile de buveurs ? Il est difficile de l'affirmer. Toujours est-il que les ivrognes protestèrent contre leur internement forcé et que sous la pression de l'opinion publique les fondateurs de l'asile furent bientôt en butte à une opposition acharnée. On dut même en pratique abandonner le principe de l'internement forcé et adopter le traitement libre. L'opinion publique ne désarma pas pour cela et, devant les perpétuelles entraves qui les mettaient dans l'impossibilité de continuer leur œuvre, les fondateurs cédèrent leur asile aux membres du gouvernement. En 1867, ils transfèrent pour un dollar leur propriété à l'État de New-York et les politiciens de cet État devinrent directeurs de l'asile. L'opinion était satisfaite mais l'établissement mal administré ne prospéra pas et ce fut une telle anarchie que l'État dut bientôt changer la destination de l'asile et le transformer en asile d'aliénés.

Ainsi cet établissement et la législation sur laquelle il se fondait échouait non pas parce qu'il ne pouvait

produire aucun résultat, puisqu'une étude statistique établit que de tous les malades sortis de cet asile de 1870 à 1874, 62, 5 0/0 sont restés tempérants ou abstinentes, mais parce que l'opinion publique n'était pas encore instruite et que la loi quoique reposant sur un principe juste était prématurée. Cela est si vrai que par la suite dans le même État un grand nombre d'asiles similaires à celui du Dr Turner se fondèrent et florirent sous l'empire de la même loi. Parmi eux, il faut citer le Kings County Home ou Fort Hamilton de Brooklyn (New-York). Ouvert en 1867, cet asile eut l'avantage de débiter modestement et à une époque où l'opinion publique commençait à accepter l'idée d'internement des buveurs. On y soigne aujourd'hui des centaines de malades annuellement et son directeur estime que sur 2.000 buveurs sortis de l'asile en 10 dix ans, 44 0 0 ont été guéris définitivement de leur ivrognerie.

La plupart des États de la grande République américaine possèdent une législation analogue à celle de l'État de New-York. Le principe est toujours celui du placement d'office des buveurs par la famille ou les autorités. L'internement est prononcé par le juge et après enquête pour une durée habituellement fixée à douze mois, mais qui peut aller jusqu'à deux ans, avec faculté de libération conditionnelle si la guérison paraît certaine et qu'aucune rechute ne semble à prévoir. Cette décision de mise en liberté peut du reste

être rapportée et l'ivrogne réintégré à l'asile dès qu'il commet une infraction aux conditions qui y sont stipulées.

Dans le Connecticut on va plus loin et la loi sanctionne le placement du buveur sur sa propre demande ou sur celle de ses parents sans aucune formalité judiciaire. Nous ne pouvons approuver une telle législation car l'internement à l'asile n'est en définitive qu'une perte de liberté et l'on ne doit pas admettre qu'une telle atteinte soit apportée à la liberté individuelle si elle n'est pas entourée de toutes les garanties d'impartialité que présente l'intervention du corps judiciaire.

L'asile de buveurs du Connecticut, le Walnut Lodge Hospital à Hartford dont l'inauguration remonte à 1878 est cependant un établissement des plus renommés et dont l'organisation, le fonctionnement ne soulèvent aucune plainte.

Le principe du respect de la liberté individuelle nous paraît être mieux appliqué dans la Géorgie, État où l'individu ne peut être interné à sa propre requête ou à celle de son plus proche parent qu'après avoir été déclaré « buveur d'habitude » et incapable d'administrer ses biens au moyen d'une procédure spéciale et assez compliquée.

Grâce à cette législation il s'est développé aux États-Unis une quarantaine d'asiles spéciaux pour buveurs. Ils sont presque tous dus à l'initiative

privée mais comme ils sont très étroitement surveillés par l'État et qu'ils reçoivent des subventions très élevées on peut les considérer comme des asiles d'État. Ainsi The Inebriate Home for King's County ou Fort Hamilton, asile officiel des buveurs de l'État de New-York reçoit le dixième des sommes payées à cet État pour les licences des débitants de boissons. On conçoit qu'avec de telles ressources ces asiles peuvent donner de jour en jour de meilleurs résultats en perfectionnant sans cesse les moyens rationnels de traitement.

Lois canadiennes. — Au Canada on retrouve une législation sensiblement analogue à celle des États-Unis.

Dans les provinces de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de Québec, c'est l'autorité administrative qui procède à l'internement mais après une instruction judiciaire. Cette instruction peut cependant être requise non plus seulement par la famille du buveur mais encore par un ami, ce qui, en fait, laisse à beaucoup de gens le pouvoir d'intervenir. Néanmoins, les inconvénients possibles d'un tel système sont atténués par ce fait que l'instruction doit être contradictoire, le prévenu selon les cas en étant informé huit ou quatorze jours à l'avance pour pouvoir faire citer ses témoins. La loi de la province de Québec est conçue en ces termes :

316 a. — Peuvent être interdits les ivrognes d'habi-

tude qui dissipent leurs biens ou les administrent mal, ou mettent leur famille dans le trouble ou la gêne ou conduisent leurs affaires au préjudice de leurs familles, de leurs parents ou de leurs créanciers, ou font usage de liqueurs enivrantes en quantité telle qu'ils s'exposent à ruiner leur santé et abrégér leurs jours.

336 i.— Le jugement prononçant l'interdiction peut aussi ordonner, si une demande a été faite à cet effet, l'internement de l'interdit pour tel espace de temps jugé nécessaire dans un établissement destiné à recevoir les ivrognes d'habitude, etc.

Ainsi la loi permet de prononcer d'abord l'interdiction du buveur, de manière à protéger les intérêts des siens contre ses extravagances, et ensuite l'internement pour protéger l'alcoolique contre lui-même.

Il n'y a au Canada, du moins en ce qui concerne les ivrognes d'habitude non délinquants, que des asiles payants. Un tel système consisterait à abandonner à leur fatale passion tous les alcooliques indigents si en fait l'initiative individuelle et la charité privée n'étaient organisées de façon à suppléer à cette lacune de l'assistance publique.

Loi de Saint-Gall. — Il faut rattacher à la législation américaine, comme s'inspirant du même principe, celle, du canton suisse de Saint-Gall. Cette loi promulguée le 21 mai 1891 est la première sur le continent dans laquelle on ait accordé aux pouvoirs publics

le droit d'intervenir et de faire séquestrer d'office les buveurs d'habitude.

Voici le texte de cette loi qui peut être citée tout entière comme un modèle.

Le Conseil suprême du canton de Saint-Gall, considérant la nécessité d'augmenter les dispositions légales préservatrices contre l'alcoolisme et par application de l'article 12 de la constitution du 16 novembre 1890.

Prescrit comme loi :

Article premier. — Les personnes qui s'adonnent habituellement à la boisson peuvent être placées dans un asile de traitement pour les buveurs.

Art. 2. — La durée de l'internement sera dans la règle de neuf à dix-huit mois. En cas de rechute on pourra en prolonger le terme suivant les besoins.

Art. 3. — Le placement dans l'asile aura lieu dans la règle :

a) A la suite d'une demande volontaire ;

b) Ou par décision du conseil municipal de la commune de domicile.

Les frais de placement à la charge de la caisse des pauvres.

Art. 4. — Les conseils municipaux prononcent sur l'internement aussi bien de leur propre initiative que sur la proposition d'une autre autorité ou de parents et tuteurs.

Art. 5. — L'internement dans un asile pour buveurs ne peut être décidé que sur la présentation d'une déclaration médicale constatant « la passion de boire » (alcoolisme) et la nécessité du placement afin d'obtenir la guérison.

Art. 6. — L'ordonnance du conseil municipal est com-

muniquee par la préfecture du district à l'intéressé pour sa justification. Avant leur application elles doivent être sanctionnées dans tous les cas par le Conseil d'État.

Celui-ci a aussi le droit de décider directement l'internement d'une personne lorsque cette mesure paraît urgente et si les autorités communales s'y refusent.

Art. 7. — Les frais nécessités par la pension dans l'asile sont prélevés sur le patrimoine personnel de l'intéressé ; s'il est indigent et si sa famille ne peut subvenir aux frais de sa cure, ils seront supportés par la caisse des pauvres, dans la mesure des prescriptions légales.

En cas de besoin l'Etat contribuera aux frais du placement et exceptionnellement aussi à l'entretien de la famille du buveur pendant son internement.

Art. 8. — Un mois avant le terme de la cure, la direction de l'asile fera un rapport à l'autorité qui a placé le malade et si la guérison n'est pas encore assurée, l'internement pourra être prolongé, comme il est dit à l'article 2.

Art. 9. — Pendant la durée de l'internement, on pourra nommer un tuteur temporaire à la personne internée. Le tuteur pourra être nommé aussi à tant l'internement dans l'asile, si le certificat médical atteste un grand affaiblissement de la volonté par suite des excès alcooliques.

Art. 10. — Le Conseil d'État est chargé de l'exécution de la présente loi.

En cas d'évasion les malades peuvent être réintégrés par la police et — ce qui a peut-être jusqu'à présent contribué à fausser en partie l'idée du législateur en faisant de cette loi avant tout d'assistance une loi

de police et sûreté, — il est d'usage que même un mois avant l'expiration de la durée de l'internement le buveur soit encore ramené à l'asile.

En donnant au conseil municipal mais après enquête contradictoire et approbation du Conseil d'État le droit de prononcer l'internement, la loi Saint-Galloise a heureusement concilié le respect de la liberté individuelle et le souci de l'intérêt général. D'autre part en confiant l'application de la loi à un corps élu on atténuait cette hostilité populaire qui avait pendant très longtemps rendu inefficace la loi américaine. Enfin l'État en contribuant aux frais de séjour dans les cas où cela était nécessaire et en accordant même exceptionnellement des secours à la famille du malade pendant son internement, a assuré l'égalité de traitement tant au riche qu'à l'indigent.

Cette loi est à vrai dire trop récente pour qu'on puisse porter sur elle un jugement définitif. Pourtant malgré toutes les précautions prises pour éclairer et se concilier l'opinion publique elle ne semble pas avoir donné jusqu'à présent les résultats qu'on attendait. Cela tient à l'état de l'opinion publique et à la mauvaise interprétation donnée à la loi par ceux qui sont chargés de l'appliquer. Et ceci démontre une fois de plus que toujours, mais surtout en matière d'alcoolisme, les meilleures lois sont impuissantes lorsque l'opinion publique n'en facilite pas l'exécution.

Le législateur prescrivant l'internement avait surtout en vue la guérison de l'alcoolique tandis que les conseils municipaux n'ont vu dans l'application de ce principe qu'un mode de punition pour les buveurs endurcis. Il en est résulté que la grande majorité des citoyens et les internés eux-mêmes n'ont vu dans cette loi d'assistance qu'une loi pénale. On considère l'asile comme une prison et le malade qui en sort est flétri comme s'il revenait du pénitencier. On cite à ce propos le cas d'un malade qui s'étant évadé de l'asile préféra se suicider plutôt que d'y être reconduit par la force.

Tous les buveurs placés sous le régime de la loi de Saint-Gall sont internés à l'asile d'Ellikon an der Thur (canton de Zurich). On espérait lors du vote de la loi qu'à l'avenir un bien plus grand nombre de malades seraient traités dans cet asile et que les statistiques de guérison s'élèveraient. C'est le résultat contraire qui s'est produit par suite de la mauvaise application de la loi. En effet les placements volontaires du canton de Saint-Gall ont diminué dans de fortes proportions car les malades se refusent à entrer dans un asile qui est considéré publiquement comme une prison : quant aux placements d'office ils diminuent aussi car depuis qu'on note d'infamie les individus qui sortent de cet asile, les conseils municipaux hésitent à y envoyer tous les malades qui ne sont pas tombés au dernier degré de l'abjec-

tion. Le nombre de ces admissions d'office qui s'était élevé à 14 en 1891 est tombé à 9 en 1892 et 4 en 1893. Dans ces conditions on ne peut s'étonner des résultats peu favorables dans l'application de la loi. Jusqu'à la fin de 1893 il est sorti de l'asile d'Ellekon huit individus placés d'office d'après la loi de Saint-Gall : deux sont guéris, un est amélioré, trois ont repris leurs habitudes alcooliques, un est sorti sans aucun résultat de traitement et un est devenu fou. Comparés à ce qu'ils devraient être ces résultats constituent un échec complet. La loi ne doit pas en être déconsidérée mais il faut l'appliquer d'après l'esprit du législateur ce qui n'a pas été fait.

Ainsi qu'a conclu M. Bosshardt, directeur de l'asile d'Ellekon, « il est nécessaire de distinguer avec
« plus de soin les cas et de placer avant tout ceux
« qui répondent aux vœux du législateur et sont susceptibles de guérison. Il faudrait préciser d'avance les instructions données aux médecins officiels
« et faire comprendre à l'opinion publique la nécessité
« de l'internement précoce des buveurs. A ces conditions la loi exercera certainement peu à peu un
« meilleur effet et l'internement forcé dans l'asile
« produira les bons résultats qu'on est en droit de
« lui demander. »

b) *Angleterre.*

La législation anglaise correspond au second type que nous avons établi, celui où le malade entre volontairement à l'asile mais y est maintenu d'office. Nous verrons cependant que la loi de 1898 a apporté une dérogation à ce principe en permettant au juge de faire interner d'office les alcooliques délinquants.

Les lois anglaises qui s'appliquent aux ivrognes se réduisent à deux: ce sont la loi de 1879 et ses amendements et la loi de 1898. Ces deux lois diffèrent profondément dans leurs principes fondamentaux. D'après la première le placement est purement volontaire, c'est-à-dire que l'individu ne peut être interné qu'avec son propre consentement; d'après la seconde au contraire, le placement est forcé mais sous des conditions particulières.

Le projet devenu loi de 1879 admettait primitivement les deux modes de placement, placement volontaire pour les individus désireux de se traiter et placement forcé pour les individus compromettant leur santé et leur fortune par leurs habitudes d'intempérance et ne voulant pas se faire traiter.

Ce projet était celui du Dr Dalrymple qui dix ans auparavant avait déjà déposé le premier projet de loi sur le placement volontaire ou la détention forcée des buveurs dans les asiles (1).

1. *Inebriety*, by Norman Kerr.

Cependant pas plus en 1879 qu'en 1870, l'opinion publique, faute d'avoir été suffisamment préparée, ne semblait disposée à accepter le traitement forcé de l'ivrognerie, il fallut retirer la clause de l'internement d'office.

L'*Inebriates Act for the detention of habitual drielchards*, promulguée en 1879 et mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1880, fut amendée et définitivement adoptée en juillet 1888 sous le nom d'*Inebriates Acts 1879 and 1888*, les amendements de 1888 sont toutefois sans grande importance.

Cette loi considère comme ivrogne toute personne non aliénée qui par suite de ses excès alcooliques peut être dangereuse pour elle-même ou pour les autres ou bien est incapable de se conduire et de gérer ses affaires.

La loi organise les établissements spéciaux qui recevront les ivrognes sous certaines conditions d'approbation, de surveillance et d'inspection. Les licences ne peuvent pas être accordées pour plus de treize mois mais elles sont indéfiniment renouvelables. Le titulaire ne peut être qu'un médecin ou doit charger un médecin du traitement des malades.

L'ivrogne qui veut se faire admettre dans un asile doit en faire lui-même la demande par écrit en s'engageant à rester à l'asile un laps de temps qui ne doit pas dépasser un an. Cette demande doit être contre-signée par deux témoins qui certifient la notoriété de

l'ivrognerie du sujet. Ce certificat est en outre contrôlé par deux juges de paix du district qui affirment eux aussi que le postulant est un ivrogne d'habitude et qu'il a bien compris toutes les conséquences de son admission dans l'asile.

Une fois interné, le malade ne peut, sauf le cas de guérison, être mis en liberté avant l'expiration de son engagement et en cas d'évasion il peut être réintégré de force.

L'autorité locale et le ministère doivent être avisés de l'admission et de ses motifs deux jours après l'entrée du malade dans l'asile. Le ministre et les autorités judiciaires ont toujours le droit de faire sortir un buveur de l'asile lorsqu'ils jugent que la détention n'est pas justifiée. Un malade au cas où il a besoin de soins spéciaux peut être placé en dehors de l'asile, chez des personnes qui en assument la responsabilité. Il est nécessaire pour cela de l'autorisation du juge de paix. Cette autorisation ne peut être donnée pour plus de deux mois, mais elle est renouvelable dans les mêmes formes jusqu'à l'expiration de l'engagement d'internement ; elle peut toujours être retirée par le juge de paix ou le ministre et le malade est alors réintégré à l'asile.

Des inspecteurs spéciaux sont chargés de la surveillance des asiles pour buveurs. Les négligences, mauvais traitements exercés sur les malades, introduction de boissons alcooliques dans l'asile sont

sévèrement punis par une amende allant jusqu'à 20 livres ou de la prison allant jusqu'à 3 mois. Si ce sont des malades qui se mettent en contravention ou sont une cause de trouble dans l'asile, ils peuvent être punis d'une amende allant jusqu'à 5 livres ou de la prison jusqu'à une semaine. Le temps passé en prison ne compte pas dans la durée de l'engagement et une fois la peine finie le malade est réintégré à l'asile.

Comme complément à cette loi, des instructions spéciales ont été données par le ministre à ses agents le 1^{er} janvier 1880 et le 10 août 1883.

Outre les registres des admissions, sorties, décès et celui des observations médicales et traitement du malade, il doit y avoir dans chaque asile un livre spécial où l'inspecteur note le résultat de ses observations. Ce registre doit être communiqué au ministre dans les trente-six heures de la visite de l'inspecteur. Les décès et les évasions doivent de même être signalés au ministre, aux autorités locales et à l'inspecteur dans les quarante-huit heures. L'inspecteur peut pénétrer en tous temps et partout dans les asiles.

Enfin ces règlements définissent avec une grande précision les fonctions de l'inspecteur, la séparation des sexes dans les asiles mixtes, les visites aux malades, leur correspondance, etc. Il n'est pas jusqu'aux appartements des malades dont l'installation ne soit précisée.

La loi de 1898 s'inspire d'un tout autre but. Elle admet le principe du traitement forcé de l'ivrogne quoiqu'elle ne dispose que pour une certaine catégorie d'ivrognes. Elle ne vise que les individus arrêtés pour ivresse délictueuse ou prévenus de crimes ou délits commis sous l'influence de l'alcool ou dans lesquels l'alcool entre comme facteur à un titre quelconque. L'Inebriates act de 1898 décide :

« I. — Toute personne convaincue d'un délit entraînant une condamnation à l'emprisonnement ou une servitude pénale, s'il est bien établi par la Cour :

« 1° Que le délit a été commis sous l'influence de la boisson ou bien que l'ivrognerie a été une des causes contributives de ce délit ;

« 2° Que le coupable reconnaît ou que le jury s'est rendu compte qu'il avait l'habitude de se livrer à la boisson,

« Pourra être frappée par cette Cour en augmentation ou en substitution de quelque autre sentence, d'une condamnation entraînant son internement pour une période de temps n'excédant pas trois années dans un établissement d'État destiné à la réforme des alcooliques ou bien dans toute autre maison autorisée à cet effet avec l'agrément des administrateurs.

« II. — Dans toute accusation relevant de cette section il suffira, sur le reproche du délit, d'établir que le délinquant est un buveur d'habitude. »

On voit donc l'évolution de la législation. En 1879 pour ne pas heurter l'opinion publique on repousse le principe de l'internement d'office, puis on l'adopte en 1898 mais en le limitant encore à une classe d'alcooliques.

Nous allons trouver la raison de cette évolution dans les réclamations de toutes les personnes qui sont chargées d'appliquer la loi.

Le gouvernement anglais avait le 6 mai 1892 nommé une commission pour contrôler les résultats des *Inebriates act 1879 and 1888* et rechercher le meilleur mode de traitement pour les ivrognes (1). Voici les principales conclusions de cette commission :

La loi ne donne pas tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre :

- 1° A cause du manque de notoriété des asiles ;
- 2° De la complication des formalités d'admission ;
- 3° De l'absence de prescription autorisant l'internement forcé du buveur d'habitude qui ne veut pas entrer à l'asile ;
- 4° De la difficulté de réintégrer les évadés et du manque de moyen d'action sur les réfractaires ;
- 5° De l'insuffisance du temps maximum de déten-

1. Die Trinker, asyle Englands Tedor Gerenyi Report from the departmental committee on the Treatment of Inebriates presented to both Houses of Parliament. London, 1893.

tion. La commission pensait du reste que tous ces vices inhérents au fonctionnement de la loi pouvaient disparaître facilement. En ce qui concerne l'ignorance de l'existence de la loi les questions sur l'alcoolisme étant à l'ordre du jour ne tarderaient pas à se répandre dans toutes les classes sociales ; du reste le ministre pouvait envoyer à ce sujet des circulaires aux fonctionnaires.

Pour ce sujet qui est de la complexité des formalités nécessaires à la demande d'admission il suffisait de la comparution devant un seul magistrat ou un juge de la cour du comté.

Enfin pour compléter l'œuvre de l'asile il fallait autoriser par une loi l'internement aussi bien que la détention du buveur ; il fallait que chaque individu qui répondit à la définition de l'habituel drunkard fût séquestré pour un temps plus considérable après une investigation soigneuse dans chaque cas particulier.

Et ce qui prouve que les desiderata exprimés par l'enquête de la commission départementale pour le traitement des ivrognes étaient bien ceux de toutes les personnes qui s'intéressaient à la législation des buveurs, c'est que vers la même époque le Comité législatif spécial de l'Association médicale britannique déposait un projet de loi analogue à celui de la Commission.

« Le meeting de l'Inebriates legislation Committee

« de l'Association médicale britannique est d'avis qu'il
« y a urgence dans l'intérêt des buveurs (dont la
« volonté est paralysée) de leurs familles et de la
« communauté, d'apporter les modifications suivantes
« à l'Inebriates Act de 1879 :

« 1° Le pouvoir donné à un juge, un magistrat sti-
« pendé ou à un membre de la cour du comté de
« prononcer d'office la séquestration forcée des
« buveurs non criminels dans des institutions cura-
« tives spéciales, sur la production des certificats
« de deux médecins patentés et sur la demande d'un
« parent ou d'un membre du bureau de bienfaisance.
« Le pouvoir donné au juge et au magistrat de placer
« dans une maison de correction curative spéciale les
« buveurs coupables d'une contravention contre la
« loi ;

« 2° Placement détention aux frais de l'État des
« buveurs criminels ou non qui sont dans l'indigence
« ou ne peuvent pas payer leur traitement dans l'asile ;

« 3° Dans le cas de buveurs demandant volontaire-
« ment leur admission dans un asile sous la protec-
« tion de la loi, suppression de la clause exigeant la
« comparution devant deux magistrats que l'on rem-
« placerait par une requête écrite, signée par l'appe-
« lant en présence d'un commissaire, d'un ecclésias-
« tique, d'un juriste ou d'un médecin ;

« 4° Pouvoir donné aux administrateurs de la taxe
« des pauvres de placer en traitement les buveurs

« indigents et de payer pour leur détention dans
« une institution curative spéciale. »

Ainsi la nécessité d'étendre le champ d'action de la loi de 1879 est donc évidente pour tous et le principe de la détention est reconnu comme manifestement insuffisant s'il n'est complété par celui de l'internement forcé.

Aussi la loi de 1898 qui ordonne le placement d'office des buveurs délinquants ne doit-elle être considérée que comme un échelon, un acheminement vers une loi plus générale qui étendra l'internement à tous les buveurs.

En vertu de ces lois existent deux principales catégories d'asiles pour buveurs : ceux qui, en vertu des actes 1879 et 1888, reçoivent des malades entrés volontairement et ceux qui en vertu de la loi de 1898 reçoivent des malades placés d'office.

Dans la première catégorie rentre le Dalrymple Home à Rickmansworth près de Londres. Cet établissement contient deux sortes de buveurs : 1^o ceux qui ne veulent pas se mettre sous la protection des acts 1879 et 1888 et qui par conséquent n'étant soumis à aucune législation peuvent sortir de l'asile quand ils veulent ; 2^o ceux qui moins sûrs d'eux-mêmes ou plus énergiques comprennent qu'ils ne renonceront à leur passion de boire qu'en se plaçant sous la loi de détention.

D'après les résultats du traitement donnés par le

directeur du Dalrymple Home au Congrès de Chicago, il résulte que, de 1884 à 1891, 266 individus sont sortis de cet établissement. Parmi eux il y avait 118 cas de placement sous l'act de 1879 et 148 malades privés. Au début le nombre des malades privés a donc dépassé de beaucoup celui des ivrognes placés d'après les prescriptions de l'*Inebrietas act*, mais la proportion tend aujourd'hui à se renverser. D'après le rapport pour l'année 1901 de l'inspecteur des asiles patentés alors qu'en 1880, 31 malades seulement s'étaient placés sous la protection de la loi leur nombre est monté à 422 en 1900. Ceci peut être considéré comme un succès pour la loi. Mais il ne faut pas trop en féliciter les buveurs anglais et attribuer ce résultat à leur seule sagesse. Nous croyons en effet que si le nombre des individus qui s'internent volontairement augmente ainsi, cela tient probablement à ce que, dans la plupart des cas, l'internement est plus ou moins imposé par les parents ou que les autorités qui donnent à choisir entre un séjour à l'établissement spécial ou des poursuites pour ivrognerie délictueuse. C'est par ce moyen détourné que pendant longtemps et le plus souvent on a pu suppléer à l'absence de l'internement d'office. Quant aux établissements pour alcooliques criminels fonctionnant en conformité de la loi de 1898 ils sont de deux sortes. Ce sont soit des asiles d'état soit des asiles ouverts en vertu d'une licence officielle.

Les asiles d'État sont créés sur l'initiative du secrétaire d'état et les crédits destinés à leur fonctionnement sont votés par le Parlement. Ils sont soumis aux mêmes dispositions législatives que celles qui régissent les prisons sauf en ce qui concerne les peines corporelles qui sont proscrites.

Les asiles du second groupe sont ouverts par des particuliers mais avec l'autorisation du secrétaire d'État. Le directeur doit avertir le secrétaire d'État de tout ce qui se passe dans son asile, il est en effet soumis à un contrôle très sévère. La camisole de force est le seul moyen de contrainte permis. Les malades peuvent encourir deux sortes de punition : ce sont en cas de faute légère des restrictions au régime et pour les fautes plus graves une peine d'amende et d'emprisonnement prononcée par un tribunal spécial. Ces établissements étant ou faisant fonctions de maisons d'état sont naturellement ouverts sans aucune distinction de moyens à tous les alcooliques criminels. Il n'en est pas ainsi pour les asiles ouverts en vertu de l'acte de 1879 qui étant privés et payants ne sont ouverts qu'aux seuls alcooliques dont les ressources sont suffisantes pour payer la pension. Ce fait malheureusement contribue à restreindre le champ d'action de la loi quoique la loi de 1898 soit de date trop récente pour qu'on puisse la juger, son explication semble déjà s'étendre très rapidement. Le rapport des inspecteurs pour 1901

montre en effet que si en 1899 quatre établissements de réforme avaient traités quatre vingt-huit malades l'année suivante, cinq établissements en détenaient deux cents douze. Il y a là une progression capable de faire espérer de la loi de 1898 les meilleurs résultats.

En somme actuellement, en Angleterre les alcooliques hospitalisés se divisent en cinq groupes ;

1° Malades traités volontairement chez les particuliers en vertu d'un contrat privé. Ils échappent à toute loi ;

2° Malades admis dans un établissement légalement autorisé après une requête régulière visée par le juge de paix ; ils relèvent les lois de 1879 et 1888 ;

3° Alcooliques coupables de mauvais traitements sur un enfant. Ils sont placés sur leur consentement dans les mêmes maisons en vertu de la loi de 1894 sur les sévices contre enfants ;

4° Buveurs ayant commis un délit punissable de prison ou de servitude pénale. Ils tombent sous le coup de la loi de 1898 ;

5° Ceux qui ont encouru quatre condamnations pour ivrognerie dont trois ayant été subies dans l'année qui a précédé la date de la loi. Ils relèvent aussi de la loi de 1898.

Il faut rapprocher de la loi anglaise de 1898 le projet devenu loi déposé en 1896 au nom du gouvernement norvégien sur le bureau du Shorting. Ce pro-

jet est intitulé : « projet de loi sur la répression du vagabondage de la mendicité et de l'ivrognerie. »

L'article 19 qui concerne les buveurs est aussi rédigé : « S'il s'agit d'un individu qui s'adonne habituellement à l'ivrognerie, le ministère public pourra être autorisé par le jugement à placer le condamné pendant dix-huit mois dans une maison de travail ou asile. Dans ce cas la peine de l'emprisonnement pourra être totalement ou en partie omise et les frais de traitement s'il y a lieu devront être remboursés par le condamné.

Aux termes des articles 22 et 23 l'ivrogne peut être interdit et placé par les soins de son tuteur dans l'asile spécial.

L'article 29 organise l'asile spécial pour le traitement des ivrognes d'habitude. Les frais d'entretien sont à la charge de l'État, mais ils sont remboursés par tous les internes solvables.

D'après l'article 40 un individu acquitté pour irresponsabilité ou responsabilité diminuée peut être placé à l'asile lorsque le juge le considère comme dangereux pour la sécurité publique. Ces deux lois ont donc la même portée puisque l'une et l'autre elles ont en vue l'internement fixé mais limité aux seuls alcooliques criminels.

c) *Allemagne et Suisse.*

Nous avons classé les asiles allemands et suisses

dans une troisième catégorie : celle où les malades entrent et sortent librement, le législateur n'étant pas intervenu pour s'occuper de la création et du fonctionnement des asiles de buveurs.

Est-ce à dire que le législateur allemand se soit complètement désintéressé du traitement des alcooliques et des conséquences sociales de leur maladie ? Non. A défaut de texte spécial on trouve dans le nouveau Code civil allemand des dispositions qui permettent à la famille d'assurer sa propre sécurité tout en garantissant le traitement du buveur.

L'article 6 paragraphe 3 du nouveau Code est ainsi conçu :

« Quiconque par suite de l'ivrognerie se met en état de ne pouvoir gérer ses affaires, s'expose, à la ruine lui ou sa famille, ou met en danger la sécurité d'autrui peut être frappé d'interdiction. »

Sous le rapport de la capacité l'interdit est assimilé en vertu de l'article 114 du Code civil, au mineur qui a dépassé l'enfance. Il est pourvu d'un tuteur et les règles pour la constitution de la tutelle sont les mêmes que pour la tutelle des mineurs. Le tuteur peut avec l'autorisation du conseil de famille faire interner l'interdit dans une maison de santé pour alcooliques (Trinkerheilanstalt). Si le tuteur n'use pas de cette facilité alors qu'il y aurait lieu de le faire, l'internement peut être ordonné par le conseil de famille. L'interdiction doit être levée quand les

causes prévues au commencement de l'article sus-énoncé ont cessé de subsister.

Ainsi en vertu de cet article 6 l'alcoolique peut être interdit et de par ce fait en vertu de l'article 114 il se trouvera dans la situation du mineur qui a terminé sa septième année, c'est-à-dire qu'il n'aura plus capacité pleine et entière que pour faire des actes qui améliorent sa situation.

Pour l'accomplissement de tous autres actes l'interdit devra donc être assisté de son tuteur. On ne pouvait adopter un meilleur mode de protection au profit de la famille du buveur. Quant à la possibilité d'internement, il faut y voir une mesure prise aussi bien en faveur de la société qu'en celle de l'individu. On a certainement eu en vue de faciliter la lutte contre l'alcoolisme et l'on a voulu aussi en effrayant le buveur chercher à le détourner de sa funeste passion.

Nous avons dit qu'aux termes de la loi allemande l'alcoolique interdit peut être interné. En effet en vertu des articles 1631, 1800, 1897, le tuteur a le droit de fixer la résidence de son pupille, ce qui est sanctionné par l'article 8 qui dispose que l'individu privé de tout ou partie de sa capacité civile ne peut changer de domicile sans la permission de son représentant légal. Le tuteur possède donc bien l'arme légale nécessaire pour enfermer son pupille dans un asile. Ainsi malgré l'absence de texte spécial autorisant

l'internement d'office il ne faut pas croire que le législateur allemand se soit désintéressé de la question mais il l'a tranchée d'une autre façon plus détournée.

Beaucoup d'auteurs allemands et par exemple M. Aschaffenburg ont mis en doute la valeur de l'arme forgée par le législateur en prétendant qu'en fait le tuteur n'agirait pas et que la loi devrait faire une obligation formelle de l'internement. Il est difficile de répondre à une pareille objection parce qu'on ne sait pas ce que la pratique donnera. Toutefois il est probable que le tuteur ne manquera pas de se servir des facilités que lui accorde la loi quand ce ne serait que pour dégager sa responsabilité qui est très lourde.

Quelle est la procédure de l'interdiction ? Elle ne peut être ouverte que sur une demande du conjoint du malade ou d'un de ses parents ; mais dans aucun cas il ne peut y être suppléé par l'autorité administrative. On craignait qu'en accordant ce pouvoir à l'administration elle n'en abusât pour priver certains individus de leurs droits civils et cela dans un but politique.

Le malade et ses témoins doivent être entendus dans l'enquête qui est faite par le tribunal et celui-ci peut retarder son jugement à l'époque où il le jugera convenable lorsqu'il pense qu'un internement momentané suffirait pour amender le buveur.

Le jugement est publié par les soins de l'autorité judiciaire, ce qui est une excellente mesure tant pour sauvegarder les droits des tiers que pour amender le malade et effrayer les individus qui seraient dans son cas.

A part les mineurs et les interdits, nul autre alcoolique ne peut être interne d'office en Allemagne ou en Suisse, sauf ce que nous avons dit pour le canton de Saint-Gall.

La caractéristique des asiles de ces pays est donc la complète liberté d'accès laissée au moins en apparence aux malades. L'alcoolique n'est admis que sur sa demande après production d'un certificat médical et de pièces d'identité. C'est par un pur contrat privé que l'interné prend l'engagement de se soumettre aux règles de l'établissement où il entre. Mais en pratique il est bien probable qu'il n'intervient que très rarement un internement librement consenti ; ici comme en Angleterre si le buveur consent à se traiter c'est qu'il n'ignore pas qu'à défaut de bonne volonté il y sera contraint. Et c'est par ce pouvoir de contrainte auquel aboutissent toutes les législations sur les buveurs que les dispositions allemandes ressemblent aux lois américaines.

Ces asiles allemands étant uniquement dus à l'initiative privée peuvent mettre à l'admission toutes les conditions qui sont jugées nécessaires. Dans la plupart on exige le versement d'avance d'un trimestre

de pension, somme qui restera acquise à l'établissement si le malade en sort avant l'expiration de son engagement. C'est du reste le plus souvent la seule sanction de l'obligation de séjour privé par le malade. La durée de cette obligation varie beaucoup avec les asiles mais tous l'imposent et les statistiques montrent que les résultats du traitement dépendent de sa durée et qu'un internement prolongé est nécessaire au malade pour perdre le besoin de l'excitation alcoolique. Depuis l'ouverture de l'asile d'Ellikon on a constaté parmi les pensionnaires libres 48 0/0 de guérisons pour ceux qui y avaient séjourné plus de trois mois et 38 0/0 pour ceux qui étaient partis avant ce laps de temps.

De pareils résultats supérieurs à ceux obtenus en Angleterre et aux États-Unis peuvent étonner dans des pays où l'initiative privée n'est nullement secondée par le législateur. Faut-il en conclure à l'inutilité de l'intervention des pouvoirs publics dans l'organisation des asiles de buveurs ? Nous ne le pensons pas. D'abord nous avons vu quelle Code civil allemand par la procédure de l'interdiction et de l'internement facilite beaucoup l'œuvre antialcoolique. Ensuite si les asiles dont nous parlons donnent d'aussi remarquables résultats c'est que, à l'encontre de ce qui arrive pour les établissements américains par exemple, ils ne sont pas tenus de par la loi d'accepter un grand nombre d'ivrognes trop invétérés

dont le traitement ne peut pas donner de résultats sérieux. Les asiles allemands et suisses peuvent, au contraire, choisir leurs malades et ils ont presque tous adopté des mesures pour n'admettre que les seuls alcooliques dont la guérison est probable. Ainsi à Ellihon on exige des malades la présentation d'un certificat médical constatant l'absence de troubles intellectuels et en cas de délire alcoolique le malade est envoyé dans un asile d'aliénés. Pour les mêmes saisons on n'admet pas des malades trop âgés car on a constaté qu'ils étaient, en général, peu susceptibles de guérison. On fait à peu près de même dans tous les asiles.

C'est grâce à cette sélection très sévère des pensionnaires admis que les asiles allemands donnent de bonnes statistiques; mais, cela ne signifie pas qu'on y guérit plus d'alcooliques qu'en Amérique, où tous les degrés d'ivrognerie étant traités, forcément les statistiques des résultats doivent s'en ressentir. Si en Suisse on pouvait maintenir les malades à l'asile jusqu'à guérison ainsi que cela a lieu en Amérique, une forte proportion des individus qui sortent sans résultats de l'établissement avant trois ou six mois seraient guéris et au point de vue social ce serait un excellent résultat.

Dans l'asile de Lintorf(1), le directeur Hirsch estime

1. LADAME, *op. cit.*

que les guérisons atteignent le chiffre de 25 0/0, mais que si l'on fait abstraction des malades qui sont restés moins de six mois dans l'établissement la proportion monte à 58 0 00.

Dans l'asile Suisse de Trelex (canton de Vaud), où l'on ne traite que des individus des plus basses classes sociales et ne pouvant pas rester en moyenne plus de deux à trois mois dans l'asile, on estime à cause de cela n'obtenir aucun résultat appréciable et la récédive être de règle.

A l'asile de Nüchtern (canton de Berne), où environ la moitié des demandes d'admission sont écartées parce que les buveurs ne veulent pas s'engager à rester les trois mois exigés, on compte 31 0,0 de guéris, 20 0 0 d'améliorés et 40 0'0 de récidivistes. Le directeur estime que pour faire baisser la proportion de ces derniers il n'y aurait qu'à porter de trois à six mois le minimum du séjour dans l'établissement.

A Ellikon, le directeur, M. Bosshardt, estime lui aussi que les résultats curatifs dépendent essentiellement de la durée de l'abstinence. Parmi les buveurs restés de trois à quatre mois, il compte 33 0/0 de guérison et parmi ceux restés de quatre à douze mois il en compte 71 0'0. Il cite même le cas de dix-huit à vingt individus guéris qui dans les trois ou quatre premiers mois de leur internement étaient considérés comme incurables et le seraient certainement

devenus s'ils étaient sortis à ce moment de l'asile.

Ceci confirme notre opinion que si on possédait en Suisse ou en Allemagne une législation analogue à celle des États-Unis la proportion des guérisons dépasserait de beaucoup celle qui a été obtenue.

Cela est si vrai qu'actuellement en Allemagne on réclame de tous points des lois autorisant l'internement des buveurs. En 1877 au Congrès de Nuremberg et plus tard à ceux de Cassel, d'Heidelberg, la Société des médecins aliénistes allemands demanda la création d'asiles spéciaux et l'internement des buveurs invétérés sans qu'il fut question de répression pénale. Des commissions furent même nommées auxquelles on donnait pleins pouvoirs pour hâter la réalisation des vœux émis (1).

Plusieurs autres sociétés savantes adoptaient des conclusions analogues. La loi du canton de Saint-Gall que nous avons étudiée précédemment n'est qu'une manifestation de cette tendance générale en Allemagne et en Suisse qui consiste à réclamer l'internement forcé.

C'est qu'en effet toutes les mesures que l'on peut prendre en faveur du traitement des alcooliques sont inutiles si la loi n'autorise pas au moins pour un certain laps de temps leur internement. Ainsi que l'a dit le D^r Sérieux.

« Actuellement en Allemagne et en Suisse il faut

In Fochier, L'alcoolisme devant la loi pénale.

« tout attendre de la sagesse et de l'énergie « d'un
« malade » dont l'intoxication a précisément réduit
« la volonté à néant. Ceux-là seuls sont appelés à
« bénéficier des asiles spéciaux, chez lesquels l'alcool
« n'a pas encore détruit tout ressort et qui ont la
« ferme intention de se guérir, ceux-là aussi qui cette
« détermination une fois prise ont assez d'énergie
« pour rester un temps suffisant à l'établissement.
« Mais les autres, la foule de ceux à qui manque un
« appui opportun, le pouvoir de se diriger, ceux-là,
« bien que conscients du péril, incapables sans l'aide
« d'autrui de s'y soustraire, restent à la porte de
« l'asile où nombre d'entre eux auraient trouvé le
« salut. »

On retrouve le même jugement sous la plume du
Dr Souderegger. « De même, dit-il, qu'un individu
« empoisonné par le plomb ne peut, malgré tous ses
« efforts, soulever sa main paralysée, de même les
« sujets empoisonnés par l'alcool ne peuvent mener
« à bien leurs projets; leurs résolutions restent para-
« lysées : il faut donc que la société leur vienne en
« aide (1). »

Espérons que nous adopterons bientôt ces conclu-
sions auxquelles sont arrivées toutes les nations
étrangères.

1. Cité par Ladame (*op. cit.*).

III. — LES REMÈDES.

§ 1. — Nécessité d'intervention légale.

Au cours de notre étude sur la législation étrangère concernant la prophylaxie et la répression de l'alcoolisme nous sommes arrivé à cette constatation que dans presque tous les pays on a adopté des mesures permettant plus ou moins directement l'internement du buveur d'habitude.

Nous avons aussi signalé, même dans les pays à législations très libérales, la tendance à adoption du principe de l'internement forcé. C'est qu'en effet toute législation soucieuse de faciliter et de rendre profitable l'assistance des alcooliques doit d'abord prévoir une durée minimum d'internement, ensuite réglementer le placement volontaire à la disposition des buveurs désireux de se guérir enfin le placement d'office qui permet à la famille ou aux autorités d'interner l'alcoolique avéré.

Nous avons vu qu'il est vain de compter sur l'alcoolique lui même pour se traiter, de demander un

effort soutenu de volonté à un individu dont la passion a pour premier résultat d'empêcher toute volition. Nous avons constaté d'autre part que même s'il lui restait la force de le vouloir l'éthylique ne pourrait pas se guérir en restant dans le milieu et sous l'influence des causes qui ont développé son vice.

Il ne lui reste donc plus qu'un espoir de salut, c'est l'intervention de la loi qui, l'arrachant à ses pernicieuses habitudes le place dans un milieu nouveau où le traitement de son esprit malade deviendra possible. Une telle loi ne peut qu'être essentiellement bienfaisante en substituant à des pénalités inutiles sinon malfaisantes un traitement qui pourra sinon guérir dans tous les cas, au moins améliorer le malade.

Mais, l'alcoolique est-il susceptible de guérison ? Dans son laconisme le proverbe « qui a bu boira » ne renferme-t-il pas toutes les données de l'expérience ? A une telle question nous ne pouvons mieux répondre qu'en rappelant les statistiques des résultats obtenus dans les asiles de buveurs des États-Unis, d'Angleterre, de Suisse, d'Allemagne. Ainsi que nous l'avons vu, ces résultats qui accusent 43 0/0 de cures démontrent d'une façon péremptoire la possibilité de cure des buveurs. D'autre part, nous trouvons en Suisse la seule société de tempérance de la Croix Bleue qui compte trois mille buveurs devenus

des abstinents. D'autres faits sont non moins probants. M. le Dr Sérieux, (1) affirme que l'administrateur de l'asile d'Elikon ainsi que son adjoint sont d'anciens buveurs guéris. Il cite en même temps le cas d'un des propagateurs les plus zélés de la Société de tempérance de la Croix Bleue qui fut jadis un alcoolique invétéré et qui, après de multiples séjours dans des asiles d'aliénés où il avait été considéré comme incurable, ayant été placé dans un asile de buveurs près de Bâle, fut, en sept mois, définitivement et complètement guéri.

Devant de tels résultats il semble que l'hésitation ne soit plus possible et que l'adoption chez nous d'une législation sur l'internement des buveurs s'impose à tous.

Il n'en est malheureusement rien et l'opinion publique en France n'est même pas préparée à accepter une telle loi. Malgré tous les efforts entrepris en ce sens, les préjugés sur l'innocuité de l'alcool, sur la nécessité de son emploi, sont loin d'être déracinés non seulement dans les milieux ouvriers, mais encore dans les plus hautes classes. On ignore ou on considère avec indifférence le péril que fait courir à notre race les si rapides progrès de l'alcoolisation. Aussi l'internement prolongé du buveur

1. In *Bulletin de la Société de médecine mentale de Belgique*, 1895.

d'habitude paraîtrait-il au plus grand nombre arbitraire. Dans cette idée de rétention, inséparable, nous l'avons vu, de l'idée de traitement, on ne verrait qu'une atteinte toujours possible à la liberté individuelle et c'est ce qui effraye les esprits timorés. Singulière mentalité que celle des gens qui acceptent sans protester l'idée d'un châtiment pour tant démontré inutile et qui se révoltent à la pensée d'une séquestration ; qui trouvent légitime l'emprisonnement de l'ivrogne et qui déclarent odieux son internement dans un asile ?

Telle est pourtant la conception dominante et c'est sans nul doute à cause de cet état de l'opinion publique que les nombreux projets de lois portant révision de la loi du 30 juin 1838 sont tous restés muets sur l'internement et le maintien des alcooliques alors que déjà depuis longtemps la plupart des législations étrangères se sont prononcées à cet égard.

Sommes-nous donc destinés à être privés d'une réforme qui a donné ailleurs de si bons résultats ? Nous ne le pensons pas car elle est urgente et comme telle finira tôt ou tard par s'imposer. Mais si le législateur fait la loi c'est l'opinion publique qui la lui dicte, aussi faut-il d'abord apprendre aux masses ce qu'est l'alcool et quels en sont les dangers. Nous avons vu que c'est à l'hostilité du public que la loi américaine dut toutes les difficultés de ses débuts ; profitons des leçons de l'expérience et avant d'ap-

pliquer cette réforme, que tout le monde soit d'abord persuadé de son impérieuse nécessité. Instruire les ignorants, leur dénoncer incessamment le péril alcoolique, c'est une tâche qui devient aujourd'hui facile avec les moyens de publicité dont on dispose et qui n'en aura pas moins une portée considérable puisque c'est par elle que nous pouvons arriver à faire aboutir une réforme que d'aucuns estimeront irréalisable?

§ 2. — Dans quel cas prononcer l'internement.

Dans quelles conditions et comment la séquestration de l'ivrogne peut-elle être prononcée? C'est ici que nous abordons la question la plus délicate de notre problème, mais avant de chercher à lui donner une solution il nous paraît nécessaire de rappeler les principes actuellement admis sur la question de la responsabilité pénale de l'ivrogne.

Ce problème sur la solution duquel divergent si complètement la doctrine et la jurisprudence a été l'objet de longues et minutieuses observations au Congrès pénitentiaire international qui s'est tenu en 1890 à Saint-Petersbourg : elle fut posée en ces termes à la section de droit pénal de ce congrès : De quelle façon l'ivresse peut-elle être envisagée dans la législation pénale.

- a) Soit comme infraction considérée en elle-même;
- b) Soit comme circonstance s'ajoutant à une in-

fraction et pouvant en détruire, atténuer ou aggraver le caractère de criminalité. »

Onze rapports furent présentés sur cette question mais nous ne retiendrons pour les citer que les conclusions de M. le Dr A. Mottet, médecin-expert près les tribunaux de Paris, qui nous paraissent le mieux représenter l'état actuel de l'opinion sur cette question (1).

Voici ces conclusions :

« L'ivresse est punissable aussi bien que les délits
« ou les crimes commis sous son influence, lorsqu'elle est simple et qu'il était manifestement au
« pouvoir du délinquant de l'éviter. »

« Elle est punissable avec aggravation de la peine
« lorsque l'excitation alcoolique a été recherchée pour
« fournir l'appoint de détermination nécessaire pour
« commettre un crime ou un délit.

« L'ivresse est punissable, mais avec un degré d'atténuation qu'il appartient aux magistrats de déterminer chez des individus faibles d'intelligence dont
« la tolérance pour les boissons alcooliques est diminuée par les conditions d'infériorité de leur organisation cérébrale. Elle ne saurait être excusable
« lorsque ces individus savent qu'ils ne peuvent pas
« boire sans danger, et ce cas est plus fréquent qu'on
« ne le suppose.

1. VÉTAULT. *Étude médico-légale sur l'alcoolisme.*

« Les délits et les crimes ne peuvent pas être punis
« lorsqu'ils ont été commis pendant la période déli-
« rante, aigüe ou subaigüe d'un accès d'alcoolisme.
« Il en est de même pour l'alcoolisme chronique à
« l'heure où des lésions cérébrales définitives ont
« compromis l'intégrité de l'organe et déterminé le
« trouble durable de ses fonctions. »

Nous citerons également les conclusions de M. de Rihlaud, professeur de droit criminel à Dorpat, pour lequel l'alcoolisme relève du droit pénal de par ce fait qu'il ne limite pas ses effets désastreux aux buveurs seuls, mais qu'il atteint aussi les droits et les intérêts de la société que le droit pénal a pour mission de sauvegarder.

Ainsi nous admettons avec ces auteurs et la jurisprudence que l'ivresse, avec toutes ses conséquences délictuelles ou criminelles, est punissable lorsqu'il était au pouvoir du buveur de l'éviter ou lorsqu'elle a été recherchée pour fournir l'appoint de détermination pour commettre un délit, mais qu'il n'en est plus ainsi, qu'il y a responsabilité lorsque l'acte criminel ou délictueux a été commis au cours d'une crise de démence (1).

1. L'article 64 du Code pénal ne s'applique que lorsqu'il s'agit d'un cas d'ivresse compliquée de délire alcoolique assimilable à la démence ; mais il n'en est plus ainsi s'il n'y a pas de démence.

V. Cass., 18 mai 1815, 2 octobre 1812, 23 avril 1824, 1^{er} juin 1843.

Sans doute on pourra nous objecter avec la plupart des criminalistes modernes que lorsque l'ivresse est complète, qu'elle soit volontaire et même recherchée, cette circonstance ne change pas en l'aggravant la situation morale du buveur délinquant ou criminel ; que dans ce cas l'ivresse constitue bien toujours un délit, mais que l'acte commis en cet état l'a été dans une période d'inconscience alors que l'ivrogne était incapable d'apprécier la moralité de son action et par conséquent était irresponsable au point de vue pénal ?

Mais nous estimons qu'il n'y a là qu'une objection purement théorique et sans grande importance pratique. L'ivresse est en effet presque toujours incomplète et ne fait qu'affaiblir la raison et la volonté sans les anéantir et ainsi la question de la responsabilité continue à se poser entière.

En ce qui concerne l'individu qui aurait accompli l'acte délinquant ou criminel en vue de l'exécution duquel il demandait à l'alcool un supplément d'énergie, il serait mal venu d'invoquer son état d'inconscience au temps de l'action, puisque l'exécution même de l'acte reproché est une preuve de la persistance au moins de certaines facultés intellectuelles.

Dans ce cas et dans celui où l'état d'ivresse cause du délit serait le résultat d'une habitude vicieuse l'ivresse constitue bien une circonstance aggravante

puisque'elle est la conséquence d'une faute grave. Par contre lorsque l'ivresse est accidentelle elle ne peut entraîner qu'une atténuation de la responsabilité puisqu'on n'a aucun reproche à formuler contre le buveur. La responsabilité du buveur étant ainsi définie il convient de rechercher quelles sont les pénalités applicables.

a) *Cas d'ivresse accidentelle simple.*

Dans une première partie de notre travail nous nous sommes efforcés de montrer que les pénalités-actuellement en vigueur n'ont et ne peuvent donner aucun résultat au point de vue de la répression de l'alcoolisme et que seul l'internement des buveurs récidivistes était de nature à nous faire escompter de bons résultats dans la lutte antialcoolique.

Il ne faudrait cependant pas conclure que nous sommes d'avis de supprimer toute sanction pénale pour la remplacer dès la première infraction par une mesure d'internement. Ce serait ridiculement excessif que de voir dans tout buveur, et même tout buveur d'habitude, un malade victime d'une hérédité ou d'une habitude à laquelle il ne peut plus résister. Avant de prendre contre le buveur cette mesure si grave qu'est l'internement il faut essayer de l'amén-

der par une série de pénalités dont l'inefficacité seule montrera que l'on est en présence d'un individu qui ne veut pas réagir contre de mauvaises habitudes sciemment et volontairement contractées.

Nous sommes partisans d'une sanction pénale de l'ivresse publique et cela dès ses premières manifestations parce qu'elle sera un avertissement pour le buveur ; elle ne peut avoir qu'un effet moral et salutaire en le forçant à réfléchir, en lui montrant que la loi punit l'acte commis et contre lequel sa volonté peut réagir. Le rapporteur de la loi du 23 janvier 1873 avait raison de dire : « La loi a plus d'action qu'on ne croit sur les mœurs même dans nos sociétés modernes, elle a plus d'une fois guidé la conscience publique ; beaucoup de gens n'ont que de l'indulgence pour ce qu'elle ne punit pas et sont disposés à condamner après elle. » Ainsi que l'a dit M. Georges Vidal : « La peine constitue l'expression « du blâme social d'un acte qui dégrade l'homme ; « l'avertissement des dangers de cet acte et de sa « répétition est un moyen préventif contre l'ivrogne-
« rie habituelle et l'alcoolisme (1). » Et cet avertissement est d'autant plus utile qu'on ne devient le plus souvent alcoolique qu'inconsciemment et sans s'apercevoir du gouffre dans lequel on tombe.

1. « Alcoolisme et loi pénale », *Revue pénitentiaire*.

Mais puisqu'il est utile de maintenir une sanction pénale pour les premières manifestations de l'alcoolisme que doit-elle être, puisque l'inefficacité et même le danger de l'emprisonnement sont démontrés. A une première infraction, le buveur ne doit être passible que d'une admonition. C'est qu'en effet à l'inverse de ce qui a lieu pour les délits ordinaires l'ivresse accidentelle n'est le plus souvent nullement précédée d'une délibération du coupable elle n'est voulu que dans des cas assez rares.

Il faut penser avec M. Fochier que si le buveur qui s'est enivré est responsable d'une faute, « cette faute
« il peut la commettre volontairement ou par négligence ou imprudence ; il peut aussi s'être enivré
« involontairement sans même qu'on puisse lui
« reprocher vraiment une négligence, ceci est un cas
« assez fréquent. Les variétés innombrables de boissons spiritueuses actuellement dans le commerce
« ont souvent une puissance enivrante considérable
« ignorée du buveur. Cet individu n'a pas voulu
« s'enivrer, il n'a pas su qu'il s'enivrait ; il n'est évidemment pas coupable (1). » Mais si un tel individu n'est pas coupable il n'en est pas moins nécessaire de lui montrer de manière à faire impression sur son esprit le danger auquel il s'expose.

A une première récidive on peut encore avoir af-

1. FOCHIER, *Alcoolisme et loi pénale*.

faire à un individu qui a agi inconsciemment, mais le plus souvent on sera en présence d'un individu qui, connaissant les effets de l'alcool, n'aura rien fait pour les éviter. Ici la responsabilité de l'acte étant entière, il est nécessaire d'appliquer une peine qui en frappant l'individu l'impressionnera peut-être assez fortement pour l'amender. Dans ce cas, une peine d'amende de simple police suffit pour que le buveur, se voyant frappé par la justice répressive au même titre que n'importe quel délinquant de droit commun, ait conscience de sa déchéance et cherche à se débarrasser de sa passion naissante. Mais ici il ne faut dans aucun cas prononcer la peine de prison, les inconvénients du contact avec les criminels étant plus grands que les avantages que le délinquant pourrait retirer d'un isolement forcé. A une deuxième récidive l'on est bien définitivement en présence d'un candidat à l'ivrognerie. Cette fois il est bien certain que les paternelles exhortations, les peines légères, resteront comme précédemment sans effet, il faut donc avoir recours à des pénalités plus sévères. Mais pas plus ici que précédemment nous ne pensons que l'emprisonnement puisse être salutaire ; une amende assez forte, une amende correctionnelle peut suffire si le sujet est encore amendable pour lui donner conscience de sa déchéance. Il arrivera cependant que l'amende ne pourra pas être payée et que l'on soit dans l'obligation de recourir à

la prison. Dans ce cas, il est indispensable que cette peine soit subie sous le régime cellulaire de la séparation individuelle absolument complète. Seul ce régime, s'il ne peut amener l'amendement du coupable, le préservera de la corruption inséparable de l'emprisonnement en commun, seul il évitera de faire d'un être faible un futur criminel.

Mais pour ce second récidiviste les peines d'amende correctionnelle ou même d'emprisonnement ne sont pas suffisantes, car elles jouissent encore du privilège de la clandestinité et nombreux sont les alcooliques qui pour se livrer à leur passion n'hésiteront pas à encourir une nouvelle condamnation s'ils savent que personne ne la connaîtra. C'est que pour beaucoup les jugements de l'opinion publique priment les données de la conscience, et tel supportera indifféremment les plus nombreuses condamnations, qui se sentira couvert de honte lorsqu'on les publiera. Aussi la publication dans les journaux du jugement prononçant l'amende correctionnelle, l'affichage à la mairie ou dans certains lieux publics constitueraient une peine accessoire extrêmement sensible à ceux qui en seraient l'objet surtout quand ils n'ont pas perdu tout sentiment d'honneur et de dignité.

Comment constater la récidive de l'ivresse ? Cela paraît assez difficile, le casier judiciaire ne mention-

nant pas les condamnations de simple police (1). Dans les campagnes et les petites villes où le juge connaît plus ou moins individuellement les inculpés, la question ne se pose pas. Il n'en est plus de même dans les grands centres où l'ivrogne est le plus souvent inconnu et des agents qui l'arrêtent et du magistrat qui le juge. Il faudrait donc, pour assurer une plus complète répression de l'alcoolisme, mentionner sur le casier judiciaire, les condamnations de simple police encourues pour ivresse. Cette mention ne devrait du reste être portée sur le bulletin n° 2 qui est destiné aux autorités judiciaires, mais non sur le bulletin n° 3 qui est délivré au public.

Cependant les meilleures lois sont inefficaces lorsqu'elles ne sont pas appliquées rigoureusement. Il en est surtout ainsi en matière d'alcoolisme et nous avons vu que notre loi actuelle sur l'ivresse publique est en pleine désuétude parce qu'aucun des agents de la force publique ne se soucie de la faire appliquer. Pour stimuler le zèle des agents naturellement enclins à la négligence ne pourrait-on prétendre le droit de plainte non seulement aux parents et voisins de l'ivrogne mais encore aux membres des sociétés de tempérance et cela par voie de citation directe. En matière d'alcoolisme les agents de

1. L'ivresse étant d'après la loi de 1875 une contravention, la récidive n'est punissable que dans le ressort du tribunal de police. Cass., 22 novembre 1879.

la force publique sont trop suspects d'indifférence pour que l'on puisse sérieusement compter sur eux et l'on pourrait avoir une plus légitime confiance en l'intervention d'hommes honorables composant des sociétés auxquelles l'État pourrait demander toutes garanties voulues.

Nous n'ignorons pas qu'une telle réforme apporterait une grave atteinte à nos principes de droit pénal aussi faut-il en étudier spécialement l'urgence.

En ce qui concerne la participation des particuliers à l'exercice de la puissance publique deux principaux systèmes sont en présence (1).

En Angleterre le principal rôle dans la poursuite des infractions appartient aux particuliers, chaque individu participant à l'exercice de la puissance publique doit participer aussi à la poursuite des infractions ; tel est la principe consacré notamment par le bill du 3 juillet 1879.

Dans ce pays où le droit d'association est des plus larges la société possède naturellement les mêmes droits que les individus qui le compose et peut par suite intenter toutes poursuites même si un tel n'était pas l'objet de sa constitution. Ces sociétés ont des avocats pour soutenir l'accusation et se font même représenter par sollicitors dans les simples affaires correctionnelles.

1. NOURRISSON : *Participation des particuliers à l'exercice de la puissance publique.*

Sous l'empire de ce régime très libéral certaines sociétés ont pris un essor considérable ; il en est ainsi de la société contre la mendicité, contre les publications obscènes.

La Société de Londres pour la défense des enfants maltraités a un budget annuel de 27.500 dollars ; en 1893 elle s'est occupée de vingt-sept mille enfants et a obtenu dans les affaires qu'elle a suivies 92 0/0 de condamnations. La police, paraît-il, très souvent recourt au zèle de ses agents.

Le système qui s'oppose à celui que nous venons d'esquisser est le système français.

Ici l'Etat a le rôle principal en ce qui concerne la poursuite des infractions. L'État étant le protecteur de la sécurité sociale c'est à lui qu'appartient l'action publique qui est exercée par le ministère public. Cependant toute garantie, tout droit d'intervention n'est pas refusé aux particuliers qui peuvent participer à la poursuite grâce à la procédure de citation directe. Mais celle-ci ne leur est ouverte que lorsqu'ils ont été lésés par l'infraction, lorsque leurs intérêts civils sont en jeu.

On voit combien un tel régime rend difficile la constitution des sociétés qui comme les associations anglaises se proposent pour but de coopérer au maintien de l'ordre social ; n'ayant pas d'intérêt lésé directement ces sociétés ne peuvent poursuivre directement et elles ne peuvent qu'adresser des

plaintes aux fonctionnaires du ministère public.

Aussi alors que nous avons signalé le remarquable développement des sociétés anglaises, ne pouvons-nous qu'indiquer les très timides quoique louables tentatives des ligues contre la licence des rues, pour la protection des apprentis. Ne participant pas à la répression, ne pouvant qu'attirer sur certains cas l'attention des membres du Ministère public ces sociétés ne donnent en réalité que peu de résultats.

Est-ce à dire que notre système est mauvais et que nous devrions adopter le système anglais.

Il n'en est rien ; en réalité chaque pays a la législation qui est le plus conforme au génie de sa race. Notre système centraliste tient à ce que de bonne heure chez nous l'État étant arrivé à dominer les particuliers a assuré leur protection ; en Angleterre, au contraire, c'est toujours de l'idée d'individu que l'on est parti pour construire la notion d'État et celui-ci n'a jamais prédominé.

Il serait donc impossible chez nous d'appliquer le système de protection anglais et la réciproque est vraie car pour assurer la répression des délits ces deux pays sont partis de conceptions différentes.

Mais si chez nous l'initiative privée est trop insuffisante pour qu'on attende d'elle seule la poursuite des infractions, ne devrait-on pas l'encourager au lieu de la repousser, ne pourrait-on pas arriver à en faire une précieuse auxiliaire du Ministère public ?

Certes nous ne croyons pas qu'il soit possible d'aller jusqu'à accorder aux particuliers non lésés le droit de citation directe ; tel qu'il fonctionne actuellement ce droit donne déjà de trop mauvais résultats pour qu'on songe encore à l'étendre.

Mais tous les inconvénients que soulève l'exercice par les particuliers de la citation directe semblent disparaître si l'on accorde ce droit à des associations constituées dans ce but.

Ici il n'y a plus à craindre que l'appel en justice ne soit un moyen d'intimidation ou de liquidation de vieilles querelles.

Il serait facile du reste de s'assurer de l'impartialité de ces sociétés soit en soumettant leur autorisation à certaines garanties soit en leur imposant des statuts fixés d'avance.

Les associations pouvaient donner de biens meilleurs résultats que l'intervention judiciaire ; plus souples elles pourraient suivre l'individu, faire toutes enquêtes sur sa vie passée, préparer enfin une justice plus heureuse que ne peut le faire un organe tel que notre Ministère public.

Devrait-on, ainsi que le demande M. Nourrisson, accorder à ces associations non seulement le droit de citation mais encore le droit de l'exercice même de l'action publique devant la juridiction répressive, le pouvoir de conclure elles-mêmes à l'application de la peine ?

Nous ne le pensons pas et si nous admettons la

possibilité d'une exception à ce principe qu'en dehors du Ministère public seule la partie lésée a l'exercice de l'action publique nous n'admettons pas que le Ministère public partage l'action publique.

Par cette réforme on voudrait étendre aux associations un privilège qui existe pour certaines administrations publiques comme les contributions directes, les douanes, les eaux et forêts, mais il y a là un privilège qu'il nous semblerait dangereux d'étendre car l'exercice de l'action publique demande une modération, une impartialité qu'il serait peut-être difficile de trouver toujours chez des particuliers. Du reste remarquons qu'en aucun cas les administrations que nous venons de citer ne peuvent exercer l'action publique lorsque la peine d'emprisonnement est prononcée par la loi. Ces administrations ne peuvent conclure qu'au sujet des peines pécuniaires et c'est au Ministère public seul qu'appartient le droit exclusif d'exercer l'action publique pour l'application de la peine corporelle.

Ainsi ces associations n'auraient pas grand intérêt à se voir accorder l'exercice de l'action publique, puisque dans les cas les plus graves elles ne pourraient pas s'en servir.

Le droit de citation directe leur suffirait donc pour remplir leur mission.

A la troisième récidive, l'habitude de boire est définitivement constituée car la manifestation publi-

que de l'ivresse suppose toujours d'assez nombreux cas d'enivrements cachés. Tout espoir d'amender le buveur, de réveiller en lui quelque conscience de sa déchéance et quelque sentiment d'honneur doit être écarté ; la peine devient donc inutile et doit être supprimée.

Puisque scientifiquement et pratiquement il est établi que le buveur arrivé à l'habitude ne peut plus être guéri que par la rétention, que son état mental se modifie graduellement au point où l'on n'aura bientôt aucune prise sur lui la société doit donc l'assister le plus tôt possible et assurer son traitement par l'internement, le seul moyen dont l'efficacité soit reconnue.

Objections contre l'internement.

On a formulé contre le système de l'internement des buveurs des objections juridiques qui, si elles étaient fondées, entraîneraient l'impossibilité de réalisation d'une pareille réforme. Loin de dédaigner les observations de nos adversaires nous nous proposons d'examiner les principales critiques adressées au système que nous étudions.

Une première critique que l'on a élevée contre l'internement du buveur d'habitude consiste à dire que priver de sa liberté un individu qui n'est coupable que de s'intoxiquer avec des boissons alcool-

ques et de s'enivrer trop souvent serait un attentat au principe de la liberté individuelle : « Ce serait, dit M. le conseiller Muteau, dans nos mœurs et nos « croyances, dans nos aspirations, dans nos cœurs, « le renversement de ce qui leur est le plus cher ; ce « serait la ruine de l'idée que nous nous faisons et « qui celle-là n'est point un préjugé, de la liberté humaine, liberté de conscience, liberté individuelle, « la plus précieuse à coup sûr, la plus égalitaire de « celles qu'un grand homme d'État qualifiait de « nécessaires et qui ne doit trouver des barrières « que dans les libertés d'autrui. »

Nous ne méconnaissons pas toute la valeur de cette objection et nous admettons quoique ce puisse être discuté que, légalement, l'abus des boissons alcooliques n'a en lui-même rien de reprehensible et que le buveur a le droit de s'intoxiquer. Aussi reconnaissons-nous que l'internement du buveur pourrait très vite devenir arbitraire s'il suffisait, pour le faire prononcer, de constater simplement l'abus de l'alcool ; si, comme cela lieu dans certains pays étrangers, il suffisait, pour faire effectuer le placement d'office, de s'en rapporter à la notoriété du vice à la demande des parents et amis de l'ivrogne ; comme le dit très justement M. Muteau « ce serait là, non seulement « faire irruption dans la vie privée, mais ce serait « concéder aux vagues et indécis renseignements du « bruit public souvent trompeur, et à des témoigna-

« ges trop fréquemment intéressés une confiance qu'ils
« ne méritent pas. »

Cependant cette objection n'a plus raison d'être lorsque ainsi, que nous le proposons, l'internement n'est prononcé qu'avec toutes les garanties d'impartialité possible, et après qu'il a été démontré à l'évidence que tous autres modes d'amendement et de guérison sont inutiles.

Nous taxera-t-on d'illogisme lorsque nous réclamons une privation de liberté que quelques-uns, en définitive ramènerons à une mesure pénale alors que nous prétendons que l'ivrogne est un malade qu'il faut soigner et non punir ? Mais l'internement tel qu'il doit être organisé n'a aucun caractère pénal et, d'autre part, il est impossible de soutenir juridiquement que toute privation de liberté est une mesure pénale.

Dans denombreux cas nous voyons l'incarcération prononcée par des lois civiles ou administratives : ainsi la contrainte par corps qui, depuis la loi du 23 juillet 1867, n'existe plus que pour assurer le recouvrement des dommages-intérêts, des frais, des amendes en matière pénale ; ainsi aux termes des articles 375-383 du Code civil et des articles 1-16 de la loi du 5 août 1850 la détention des enfants mineurs contre lesquels les parents ont des sujets de mécontentement très graves ; ainsi aux termes des articles 8 à 25 de la loi du 30 juin 1838 l'incarcéra-

tion des fous et cela dans un but de sécurité publique.

A côté de ces incarcérations autorisées par des lois civiles ou administratives, il faut en citer d'autres autorisées par des lois pénales, il est vrai, mais n'ayant pas plus que les précédentes le caractère pénal. Ainsi l'emprisonnement préventif, la détention dans les maisons de correction jusqu'à la vingtième année des mineurs acquittés pour avoir agi sans discernement. Il n'y a manifestement aucune peine ici, mais une mesure de correction et d'éducation.

Une loi autorisant l'internement du buveur d'habitude sous certaines conditions, ne serait donc pas aussi subversaire qu'on veut bien le dire et trouverait dans nos codes de nombreux précédents dans lesquels l'intérêt privé fût limité par l'intérêt général.

Du reste, on peut dire qu'à aucune époque plus qu'à la nôtre on n'a vu édicter autant de lois restrictives de la liberté. C'est que phénomène trop souvent constaté la démocratie n'hésite pas à sacrifier l'individu au profit de la collectivité car le bien-être exclusif d'une classe d'individus semble exclusif du bien-être collectif.

« Nous pourrions, dit M. Legrain (1), citer une loi « qui est étrangement restrictive de la liberté, c'est la « loi Roussel, de 1889, emportant la déchéance pater-

1. LEGRAIN. *Dégénérescence sociale et alcoolisme.*

« nelle dans certains cas d'indignité. A-t-on hésité à
« la mettre en pratique cette loi si bienfaisante, si
« démocratique? On ne l'a pas fait parce qu'on a eu
« conscience du danger qu'un père indigne fait cou-
« rir à ses enfants et parce qu'on a senti que cet atten-
« tat moral retentissait sur la société. Cette loi n'a
« pas eu seulement pour but de protéger l'enfance
« moralement abandonnée ; indirectement elle a été
« une mesure de préservation sociale. Le législateur
« qui a osé pour le bien public porter la main sur
« cette arche sainte qu'on appelle l'autorité paternelle
« ne pourra hésiter, pour le même motif, à réduire
« l'ivrogne dangereux à l'impuissance. »

Après avoir recherché si l'internement du buveur ne serait pas contraire à nos idées fondamentales sur la liberté humaine, si l'on trouve dans nos codes des privations de liberté édictées non dans un but pénal mais dans celui de l'intérêt à la fois du public et de l'interne, il faut maintenant examiner la possibilité de l'internement étant admise, sur quoi on s'appuiera pour en apprécier l'opportunité ?

Ainsi que le fait remarquer M. Muteau toute différente doit être ici la conduite du médecin qui, n'ayant d'autre préoccupation que la guérison d'un malade, admet sans hésiter les moyens qu'il considère comme les plus propres à assurer son but et celle du juriste qui ne peut réprimer un danger sur l'existence duquel plane une doute. Et en effet pour

que l'intervention légale soit légitime il ne suffit pas de démontrer que l'ivrogne peut devenir dangereux, qu'il peut commettre des actes nuisibles, il faut plus que cela, il faut qu'il y ait un danger réel, présent mesurable et non un dommage possible ou supposé.

« L'homme, dit M. Muteau, ne saurait être autorisé
« à causer du mal à autrui pour éviter un plus grand
« mal qui le menace lui-même. L'État, la société ne
« le peut pas davantage. Se défendre contre un mal
« futur ? ces mots n'impliquent-ils pas par eux-
« mêmes contradiction ? Celui qui se défend repousse,
« et on ne repousse pas ce qui n'a pas d'existence,
« ainsi que le fait très justement remarquer Rossi.
« Qui peut pronostiquer avec certitude que les actes
« futurs même de celui qui vous menace soient
« réellement à craindre (1) ?

Rossi est non moins affirmatif en ce qui concerne la limitation du droit social de réglementation : « Rien
« ne pourrait, en thèse générale, limiter l'emploi de la
« force contre un mal qui ne s'est pas manifesté
« par une agression ou par un trouble quelconque
« apporté à l'ordre matériel. » En toutes choses le droit est là qui s'oppose à l'extension exorbitante de tout moyen de protection quelque légitime qu'il soit dans son principe et dans une certaine mesure. Le pouvoir social, comme tout individu, se trouve sou-

1. Muteau : *Examen juridique du projet de création d'asiles spéciaux*.

vent entre deux inconvénients ou entre deux devoirs. Il est tenu de s'arrêter dans la poursuite d'un bien, dans l'emploi d'un moyen utile, dès que son action blesserait un droit ou porterait atteinte à un devoir plus important.

La valeur juridique de ces observations est absolue et c'est parce qu'on ne peut passer outre, qu'on a été amené à rejeter la répression de l'ivresse privée, quelque blâmable qu'elle soit. On ne peut poursuivre que l'ivresse publique qui seule porte atteinte à la moralité et à la paix publique. Cependant en autorisant la séquestration du buveur ne porterait-on pas atteinte à ce principe inviolable du respect de la vie et de la liberté individuelles.

La réponse à cet argument se trouve dans les conditions mêmes du placement tel que nous le comprenons. Le placement d'office pourrait être effectué de deux manières : soit par les soins de la famille, soit par ceux de l'autorité judiciaire.

La famille ne pourrait intervenir pour faire prononcer l'internement d'office que dans les conditions où s'exerce aujourd'hui le droit de correction paternelle des articles 374-383 du Code civil et 1 à 16 de la loi du 5 août 1850. Sur la réquisition du chef de famille, le président du tribunal du lieu devrait délivrer l'ordre d'internement du mineur pour trois mois et six mois en cas de récidive. Le délai maximum d'un mois d'internement prévu par l'article 376

pour le mineur de moins de seize ans serait manifestement insuffisant pour un essai sérieux d'amendement du jeune alcoolique, aussi serait-il nécessaire de l'augmenter. Le mineur pourrait naturellement dans tous les cas faire appel de la décision qui le frappe auprès du président de la Cour d'appel. Tel serait le seul cas où nous admettrions que l'internement fût prononcé à la requête de la famille.

En ce qui concerne les individus majeurs l'internement ne devrait être prononcé: 1° que contre l'individu inculpé pour la quatrième fois pour ivresse publique. On a vu qu'en fait un tel individu doit être considéré comme incapable de s'amender de lui-même et qu'il est urgent pendant qu'il est encore temps de l'obliger à se soigner. Du reste, pour toute cette classe de récidivistes nous estimons, à l'encontre de M. Muteau, qu'il y a lieu de supprimer toute pénalité avant la séquestration. L'admonition et les amendes précédemment appliquées n'ayant produit aucun résultat, il ne resterait à la disposition du législateur comme pénalité que l'emprisonnement ; or, nous avons vu combien les courtes peines de prison sont dangereuses et contribuent à la déchéance de celui qu'elles frappent. Les conclusions de M. Legrain nous paraissent très logiques : « Ces buveurs, dit-il, n'ont été fautifs que parce qu'ils avaient des habitudes pernicieuses ; on reconnaît, puisqu'on l'ordonne, la nécessité d'une rétention aux fins de traitement.

« Pourquoi attendre la fin de la peine pour commencer le traitement ? Pourquoi même édicter une peine ? Pourquoi cette peine qui ne peut, on le sait, qu'aggraver l'état du buveur, ne se confondrait-elle pas avec la séquestration elle-même, cela me semble bien plus rationnel ? »

Une seconde catégorie d'ivrognes à interner comprendrait tous ceux dont une deuxième crise de délire alcoolique aurait provoqué le placement en vertu de la loi sur les aliénés.

Nous croyons que c'est seulement à la deuxième récurrence du délire qu'il faudrait interner ces individus à l'asile de buveurs parce qu'un premier accès ne préjuge pas de la récurrence, et peut n'être qu'un accident. Nous avons en effet défini une classe d'individus qui par suite de tares héréditaires seront particulièrement inaptes à supporter les effets de l'alcool et chez lequel les premières manifestations de l'alcoolisme sont parfois foudroyantes. Faudrait-il interner à l'asile de buveurs de tels individus qui peuvent très bien ne pas être des alcooliques ? Évidemment non. Mais à la seconde crise d'aliénation on se trouve en présence d'un buveur prévenu qui ne veut pas s'abstenir et la question change de face.

Ces individus aussitôt la cessation des troubles cérébraux aigus devraient être transférés à l'asile des buveurs, ou y être maintenus selon que l'on estime avec le Dr Vallon que ce qu'il faut « ce sont des asi-

« les pour les seuls alcooliques », ou avec le D^r Rouby que « pour les alcooliques atteints de folie alcoolique « aigüe, de delirium tremens, on devrait les placer « dans un asile ordinaire pendant cette période « d'aliénation pour les transférer à l'asile spécial seulement lorsqu'il n'y aura plus qu'à subir le traitement « de l'abstinence (1). » Question d'ordre purement thérapeutique qui échappe aux cadres de nos études.

Nous croyons cependant qu'il serait indispensable de séparer l'asile d'aliénés de l'asile de buveurs. Les buveurs jouiraient à l'asile d'aliénés d'une discipline beaucoup trop douce, d'une surveillance pas assez constante et où l'abstinence complète serait presque impossible à obtenir. L'alcoolique devant travailler il serait impossible de le séquestrer dans son quartier ; dès lors jouissant d'une certaine liberté, fréquentant les ateliers, les services généraux, il serait impossible vu l'insuffisance de surveillance de l'empêcher de communiquer avec l'extérieur et de se procurer ainsi tout le nécessaire pour continuer à s'intoxiquer. Du reste, il faut à l'asile de buveur un régime très sévère et comme discipline et comme travail pour en détourner tous les faux malades qui vivent de la charité sous toutes ses formes et qui, à l'approche de la mauvaise saison seraient heureux d'y venir prendre des quartiers d'hiver.

1. *Annales médico-psycho.*, octobre 1894.

Une dernière catégorie d'alcooliques internes comprendrait tous ceux qui, inculpés d'un fait qualifié crime ou délit, auraient bénéficiés soit d'une ordonnance de non-lieu soit d'un jugement ou d'un arrêt d'acquittement dont le motif serait l'état de démence ou d'inconscience. Actuellement le jury de Cour d'assises ne devant pas motiver ses avis, cette réforme serait irréalisable au moins devant cette juridiction puisqu'il est impossible de savoir à quel mobile le jury a obéi en acquittant le prévenu. Il serait facile de remédier à cet inconvénient en obligeant le jury à faire une déclaration spéciale chaque fois qu'il aurait acquitté en reconnaissant que l'accusé, était en état de demeurance au temps de l'action. Il y aurait évidemment des inconvénients à faire ainsi déclarer publiquement par l'autorité judiciaire qu'un individu a été frappé d'aliénation. Mais ceci ne ferait qu'accorder à des magistrats, à des jurés ce que l'on accorde actuellement au maire, au commissaire de police et l'on doit reconnaître que la différence ne serait pas aussi grande que d'aucuns le prétendraient. Au surplus n'y a-t-il pas des inconvénients plus grands encore à laisser rentrer dans la société, sans prendre aucune précaution, cette personne absoute d'un crime dont on semble ainsi lui faciliter le renouvellement.

§ 3. — Organisation du placement.

Par qui doit être prononcé l'internement et de quelle façon ? Dans tous les cas nous estimons que ce doit être le tribunal qui est compétent pour ordonner la séquestration. C'est qu'en effet il s'agirait d'une mesure très grave, puisque ce ne serait rien moins que priver de sa liberté, pour un temps plus ou moins long, un individu qui ne serait pas indément au sens où l'entend la loi de 1838. Or d'après les principes même de notre droit on ne peut toucher à la liberté individuelle qu'en vertu d'actes judiciaires. Ce n'est que par exception que l'administration peut être saisie d'une question de cette nature car c'est surtout ici qu'il faut prendre des précautions contre l'arbitraire administratif.

Sans doute on pourra objecter qu'il importe peu que ce soit l'une ou l'autre autorité qui soit appelée à se prononcer puisque c'est un axiome de droit moderne que chaque fois que la cause à juger comporte un côté scientifique la magistrature ne peut se prononcer que d'après l'avis des hommes de science seuls compétents. Ce serait donc en définitive toujours sur l'avis des mêmes experts que la séquestration serait prononcée. Cependant comme d'autre part il s'agirait d'une mesure de police préventive et non de police répressive la réforme proposée violerait le

principe de la séparation des pouvoirs puisque la police préventive ne regarde que l'autorité administrative.

A vrai dire on ne peut pas prétendre que cette réforme porterait atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. Il y a des cas en effet où les tribunaux sont aussi compétents que l'administration pour décider de questions de police préventive. N'en est-il pas ainsi quand le tribunal ordonne le transfert dans une maison de correction des mineurs de 16 ans acquittés pour avoir agi sans discernement ? D'autre part l'article 29 de la loi de 1838 ne donne-t-il pas au tribunal en Chambre du conseil le pouvoir de statuer sur la sortie de l'aliéné auquel le préfet a refusé sa mise en liberté ? Toutes ces décisions ne sont-elles pas de simples mesures de précaution sociale ?

En fait pas plus qu'en droit aucune raison sérieuse ne s'oppose à ce que se soit le tribunal qui soit compétent pour décider de la séquestration du buveur. Ce serait par ailleurs la meilleure garantie que l'on puisse donner à l'opinion publique toujours prête à s'alarmer et nous avons constaté quelle est l'importance de l'état de l'opinion publique en ce qui concerne le succès des mesures destinées à combattre l'alcoolisme.

Le législateur a du reste tellement bien reconnu que c'était en définitive au magistrat que devait revenir en dernier ressort la décision concernant l'inter-

nement de tout individu, que l'article 29 de la loi de 1838 lui confiait déjà ce soin et qu'il en est de même aux termes de l'article 37 de la proposition de réforme du régime des aliénés déposée actuellement devant les Chambres au nom de M. Dubief.

Comment l'intervention judiciaire devrait-elle avoir lieu? La plainte pourrait émaner de tout intéressé ayant subi un dommage et à défaut du ministère public. Le tribunal ordonnerait le placement par décision rendue en Chambre du conseil après enquête et débats contradictoires, le ministère public entendu; dans tous les cas un rapport médical devrait constater l'état d'ivrognerie et la nécessité d'un traitement dans l'asile des buveurs. On pourrait admettre un appel interjeté devant la Cour suivant la même procédure.

Ainsi il n'y aurait plus à craindre d'internement arbitraire puisqu'il s'agirait d'une action régulière dont le parquet serait saisi, de faits que le magistrat soit appelé à peser.

Quelle devait être la durée de la rétention? Le corps médical est à ce sujet d'accord pour reconnaître qu'en règle générale six mois sont nécessaires pour modifier l'état mental du buveur et lui faire perdre l'habitude mentale de boire mais qu'il est impossible de fixer *a priori* la durée de traitement. Les cas peuvent être très différents et tel individu peut au bout de quelques mois sortir guéri de

l'asile alors qu'un autre aura besoin d'un séjour plus prolongé.

Il semble donc impossible d'adopter ici le système de la fixation *a priori* de la durée de la séquestration et il ne reste que deux cas à envisager soit l'adoption de temps minima et maxima de détention soit l'indétermination absolue.

En fixant les durées minimum et maximum de rétention le juge laisserait au médecin à peu près toute faculté d'apprécier la durée nécessaire au traitement du buveur mais il se pourrait que le temps maximum accordé ne fut pas suffisant car de l'avis de tous il est presque impossible même à un praticien exercé de donner un avis ferme sur la durée du traitement. Il faudrait alors recourir au tribunal qui pourrait accorder de nouvelles prolongations de traitement. Ce système reviendrait donc à peu près à celui de l'indétermination absolue puisqu'en dernière analyse ce serait toujours sur l'avis du médecin traitant que le tribunal prononcerait la sortie définitive.

En adoptant le système de l'indétermination absolue y aurait-il à craindre que le médecin ne prolongeât outre mesure la durée du traitement? Cela semble peu probable. Il serait de reste facile de placer à la tête de ce service un médecin dont les études spéciales garantiraient la compétence. En outre, ainsi que cela a lieu actuellement pour les asiles d'aliénés, on pourrait placer les asiles spéciaux sous la surveil-

lance spéciale de magistrats auxquels incomberait périodiquement l'obligation de les visiter et de réclamer telles mesures qui leur paraîtraient nécessaire.

Cependant nous croyons qu'en France le système qui serait le plus facilement adopté serait celui de l'indétermination relative, de la fixation des minimum et maximum de détention. Ce système apparaîtrait comme beaucoup moins arbitraire que celui de l'indétermination absolue et par cela même il soulèverait de moins violentes réclamations.

En matière de droit pénal ce régime des sentences indéterminées présente sans doute de graves inconvénients mais ceux-ci disparaissent pour la plupart dans la matière spéciale qui nous occupe. Ici la mise en liberté de l'individu ne dépendra plus des sous-agents de l'administration, la fixation d'un maximum de détention sauvegarde la liberté individuelle. Et seul il facilite cette mainmise sur le coupable qui permet son amélioration tout en protégeant la collectivité.

Cependant le système des sentences indéterminées n'est-il pas en désaccord avec les principes de notre droit pénal. Nous ne le pensons pas ?

En effet le crime est à la fois un fait matériel qui porte atteinte à l'ordre social, et un fait moral qui révèle une certaine perversité chez celui qui l'a commis. La peine doit donc être déterminée par la double considération de la gravité objective du crime et de l'individualité de l'agent. Mais comment en fait

peut-on combiner ces deux éléments ? Si l'on établit la sanction d'après la matérialité du fait elle doit être la même pour tous les crimes présentant le même caractère de gravité ; si au contraire on adapte la peine à l'auteur du crime les peines vont différer pour chaque individu.

Quelle est celle de ces deux théories qui a le plus influencé notre Code pénal ? Il n'y a pas de doute ? c'est la première. Les hommes de la Révolution imprégnés des théories de Rousseau et de l'idée d'égalité estimaient que les hommes n'ont renoncé à certaines de leurs libertés et n'ont accepté l'idée de peine que grâce à une fixation générale et anticipée des peines. Le contrat social a fixé pour l'individu le droit à la peine comme celui à la protection, dès lors mêmes obligations et mêmes peines pour tous. Mais depuis un siècle les idées et les connaissances humaines se sont profondément modifiées et le droit pénal moderne est arrivé à cette conclusion que « la responsabilité est le fondement de la peine ». Sous l'empire de cette idée on a été amené à apporter de profondes modifications au système de la fixation de la peine tel qu'il était préconisé par l'école classique. Qu'est-ce en effet que le bénéfice des circonstances atténuantes, la grâce, le principe du non cumul des peines si ce n'est l'application de ce principe que la peine n'a d'autre but que d'amender le coupable et qu'elle devient inutile lorsque ce but

a été atteint. Or c'est ce principe qui sert de base à la théorie de l'individualisation de la peine qui la première a demandé l'adaptation de la peine à l'auteur de l'infraction.

Ainsi sous l'effort des doctrines scientifiques modernes la doctrine classique évolue continuellement vers la théorie de l'individualisation. Et il semble même que ce soit là une loi générale ; presque dans tous les pays on peut constater la même tendance à l'individualisation de la peine. C'est qu'en effet cette idée d'approprier le châtiment non pas à la nature de l'infraction, mais à ce que les Italiens appellent la *témibilité*, la puissance de nuire de l'agent est celle qui est le plus conformé non seulement à l'idée de défense sociale mais encore à l'idée de justice même. Quel est le but de la loi pénale si ce n'est l'amendement, la guérison du coupable ; et pas plus que le médecin le juge ne peut appliquer à l'individu un traitement *à priori*, tout ici dépend des caractères et des circonstances, si l'on veut obtenir des résultats c'est en tenant compte de l'état spécial de chaque individu qu'on y arrivera.

Sans doute, en matière de répression des infractions, le système de l'individualisation de la peine, quoique théoriquement le plus juste se heurte à de considérables objections de pratique. Individualiser la peine, c'est l'inégaliser, a dit M. Tarde. Ceci est dangereux, surtout à notre époque.

Mais remarquons que si parfois le principe de l'individualisation de la peine peut présenter des dangers, il est de l'avis de tous excellent, lorsqu'il s'agit de malades, de mineurs, d'individus à cerveaux malléables, qu'il faut rééduquer. C'est dans ce cas par excellence, qu'il faut soumettre à des traitements différents, des individus dont le caractère est différent. Très diverses seront les manières d'être que l'on devra adopter vis-à-vis des différentes classes d'alcooliques. Parmi ceux-ci, les uns alcooliques simples, devront tout d'abord être intimidés pour que le travail de rééducation soit ensuite facilité, les autres, au contraire, psychopates alcooliques, doivent leur état à un vice organique, ils devront donc être traités médicalement.

Qui sera le mieux à même d'opérer cette individualisation?

Avec M. Saleilles, nous estimons que ce n'est pas le législateur, car celui-ci ne peut fixer la peine que par rapport à l'infraction et non pas au rapport, aux individus qu'il ignore (1).

Ce n'est pas d'avantage le juge qui, s'il est capable de discerner s'il se trouve en présence d'un vrai ou d'un faux coupable, d'un individu amendable ou non, ne connaît pas assez cet individu et n'a pas assez de temps pour observer.

1. SALEILLES. *L'individualisation de la peine.*

Il ne reste donc plus qu'une personne qui étant continuellement en contact avec l'individu, suivant sur lui les effets de la peine, puisse se rendre vraiment compte des modifications de son état mental ; cette personne, c'est l'administrateur qui surveille l'exécution de la peine, et dans notre cas, c'est le médecin qui est en contact permanent avec son malade. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à lui confier de préférence à tout autre, le soin de se prononcer sur la mise en liberté. Peu importe du reste qu'il prononce directement la sortie ou qu'il ne fasse que la proposer à un corps judiciaire qui en fait, finira toujours par suivre ses avis.

Jusqu'à présent nous ne nous sommes occupés que du placement d'office des buveurs, n'y aurait-il pas lieu d'admettre à côté de lui un second monde d'internement : le placement volontaire et de le régler dans une certaine mesure comme cela a lieu à l'étranger.

II. — *Internements volontaires.*

En ce qui concerne les internements volontaires, les critiques les plus autorisés eux-mêmes reconnaissent qu'il n'y a aucune objection juridique sérieuse à formuler.

L'individu qui désirerait être traité en ferait la demande en s'engageant à rester à l'asile de buveurs

un temps déterminé ? Pourvu que cet engagement fût consenti en dehors de toute période de délire alcoolique, il n'y aurait là qu'un contrat valablement passé puisqu'il interviendrait entre personnes capables de s'engager, en toute connaissance de cause et en l'absence de violence, erreur ou dol.

Qu'elle pourrait être la sanction d'un tel contrat ? Comment pourrait on amener le buveur à respecter son engagement de donner au traitement le temps nécessaire pour obtenir la guérison ?

Nous ne pouvons invoquer une meilleure autorité juridique que celle de M. Muteau(1). « Je n'hésite pas pour ma part, dit ce juriste, à voir dans l'engagement réciproque pris par le directeur de la maison de traitement de recevoir l'interné volontaire dans son établissement et de l'y conserver « jusqu'à l'époque « nécessaire à sa guérison, et par celui-ci d'y rester « jusqu'à cette époque, un contrat synallagmatique à « l'exécution duquel ils seraient également tenus « sous la sanction de dommages-intérêts qu'accorde « la loi pour toute inexécution de contrats à celui « qui est victime de cette inexécution. Sous quelle « forme cette sanction devrait-elle figurer dans le « contrat ? A titre de clause pénale, à forfait ? Ce n'est « pas, bien entendu, que j'attache à ce dédommagement l'idée d'en enrichir la maison de traitement,

1. MUTEAU. *Op. cit.*

« car je n'oublie pas qu'elle est, avant tout, une mai-
« son de bienfaisance, mais j'y vois pour le malade
» une condition sous la contrainte de laquelle il serait
« amené peut-être à renoncer à une sortie prématu-
« rée et préjudiciable à lui-même. Je fixerais par
« exemple le montant des dommages alloués par cette
« clause, comme en matière de location, à trois mois
« de la pension. Cela pourrait être profitable à l'al-
« coolique en l'obligeant à prolonger son séjour,
« mais que ce ne serait que juste s'il n'usait pas de
« cette faculté, parce qu'il aurait jusque-là malencon-
« treusement occupé la place d'un autre qui plus per-
« sévérant aurait recueilli le bénéfice du traitement ;
« ce serait exemplaire et la somme qu'il se serait
« ainsi exposé à payer par sa faute viendrait en aide
« à l'asile pour alléger d'autant son budget de dépen-
« ses. » En ce qui concerne les buveurs qui pourront
payer une pension, qui seront solvables, le projet de
M. Muteau est excellent et l'on ne peut qu'approu-
ver les différentes raisons qui légitiment la fixation
d'une forte indemnité à payer par l'individu qui
romprait son engagement.

Mais les asiles de buveurs ne comprendront pas
que des individus contre lesquels on pourrait exercer
un recours pécuniaire? contre les insolvable quel
recours aura-t-on s'ils viennent à rompre leur enga-
gement? Devra-t-on renoncer à traiter les indigents
ou, dans le cas contraire, sera-t-on réduit à ne les

accepter à l'asile que pour le temps où ils voudront bien y rester? Mais dans ce cas ne transformera-t-on pas ainsi les asiles de buveurs en dépôts de mendicité où les indigents viendront chercher quelques jours de vivres au cours de leurs carrières plus ou moins aventureuses pour en partir dès qu'ils seront reposés. A ceci nous ne voyons qu'un remède possible, c'est la réglementation par la loi de l'internement volontaire. La loi anglaise (*Habitual Drunkards act. 1879*) peut nous servir de modèle à cet égard.

Le placement volontaire pourrait être effectué pour deux catégories de buveurs. Sur simple demande pour les individus pouvant justifier de ressources leur permettant d'acquitter les dommages-intérêts qu'ils s'engageraient à verser au cas où ils quitteraient prématurément l'asile. Quant aux indigents qui feraient une demande d'admission, ils ne pourraient être admis qu'après comparution devant le juge de paix, lequel fixerait la durée de la détention. Les internés ne pourraient plus ensuite quitter l'établissement qu'à l'expiration de la période fixée par le juge, pourvu que celle-ci ne fût pas supérieure à un temps fixé par la loi.

Sans doute il y aurait là une grave inégalité de traitement, mais le traitement de faveur dont jouiraient les hospitalisés indigents ne peut-il justifier la mesure prise contre eux ; si la société se reconnaît le devoir d'assister les malheureux, n'a-t-elle pas le

droit de s'assurer de l'efficacité de ses sacrifices ?

Les placements volontaires seraient-ils nombreux ? Il est difficile *à priori* de l'affirmer. Cependant il est permis de l'espérer surtout si ce mode de placement fonctionnait à côté des placements d'office. La crainte de l'un ferait adopter l'autre. Combien d'individus refuseraient de se soigner s'ils ne savaient qu'à un moment donné ils y pourraient être contraints ? Combien l'administration et les paternels avis du juge auraient sur le buveur un effet plus salulaire lorsque celui-ci saurait que les conseils pourraient se transformer en ordres. Les familles ne feront-elles pas, elles aussi, tout leur possible pour éviter par un internement le bruit fait autour d'un jugement.

Cependant n'oublions pas que le succès de toutes les mesures destinées à combattre l'alcoolisme dépend de l'opinion publique. Aussi espérons que sous les courageux efforts des sociétés de tempérance celle-ci deviendra plus sévère à l'égard de l'ivrogne et qu'on arrivera à une plus juste appréciation des intérêts de la société et du buveur.

§ 4. — Mesures concernant la sortie des alcooliques.

C'est beaucoup d'avoir enlevé le buveur du milieu où il avait contracté l'habitude de boire ; c'est beaucoup d'avoir essayé de le reclasser dans la société

mais c'est insuffisant si on n'intervient pas encore pour le surveiller et le guider lorsqu'à la sortie de l'asile il rentre dans ce milieu où il s'était contaminé.

Pendant son internement le buveur a été instruit, éduqué; on lui a montré l'inutilité et le danger de l'alcool; on lui a appris à s'en passer; mais la pratique de l'abstinence doit se continuer en dehors de l'asile et il faut le mettre en état de résister aux tentations du milieu dans lequel il va rentrer, aux exhortations et aux exemples de ceux qui l'entoureront. De nombreux exemples ont démontré que la rechute est presque de rigueur pour le buveur abandonné du jour au lendemain à lui-même sans travail, sans appui moral, dans un milieu antialcoolique où il puisse puiser l'énergie de résister à son ancienne passion.

D'après M. Marandon de Montyel il faudrait, avant de remettre l'alcoolisé en liberté, faire l'épreuve de sa résistance aux occasions de boire. Dans ce but, on pourrait envoyer le buveur abstinent travailler soit au dehors soit dans les services généraux où il lui serait facile de trouver à boire. On pourrait encore arriver au même but avec des sorties de courte durée accordées à titre d'essai.

Une telle prescription serait d'autant plus sage que le danger d'une mise en liberté immédiate est considérable étant donné que le buveur déshabitué de toute boisson a perdu l'accoutumance à l'alcool

et que l'absorption d'une dose même faible pourrait produire de redoutables accès de fureur.

Cependant même lorsque ainsi la guérison aurait paru bien établie il faudrait encore l'assister.

M. Legrain fait signer aux individus qui sortent de son service de Ville-Évrard un engagement de s'abstenir totalement de boisson contenant de l'alcool. C'est là un excellent moyen pour relever l'homme à ses propres yeux en le prenant par le point d'honneur et en donnant à son serment la valeur d'un acte signé qu'il ne peut rompre sans déchoir. Cependant, il ne faut pas exagérer la valeur d'un tel procédé car, dès qu'il aura une fois transgressé son serment le buveur s'en souciera bien peu.

Bien autrement importante sera l'affiliation à une société de tempérance où dans ses rapports constants avec d'autres abstinents, l'individu trouvera l'appui moral, l'exemple dont il a besoin. Par des conférences, des réunions aussi fréquentes que possible, on y continuera l'œuvre de rééducation commencée à l'asile et on consolidera les résultats obtenus. Cette société peut avec un appui moral fournir au buveur une aide pécuniaire en lui procurant du travail qui le mettra à l'abri du découragement et de la misère principaux facteurs des rechutes.

Ici, il faut malheureusement reconnaître qu'en France l'initiative privée est loin d'avoir donné ce qu'elle a produit à l'étranger. Alors qu'en 1900 aux

États-Unis les Sociétés de tempérance comptaient plus de six millions d'adhérents et qu'en Angleterre elles en avaient plus de quatre millions, on leur comptait chez nous à peine trente mille membres répartis en 435 sociétés. Quoique sous l'énergique impulsion de la Société française contre l'usage des boissons alcooliques se soit réalisée la Fédération de toutes les sociétés de tempérance (Union antialcoolique française), il n'en est pas moins vrai que ces sociétés en sont encore à leur aurore.

Il faut cependant signaler une société, « le Patronage familial et social du buveur », qui a donné les meilleurs résultats.

Par un contact direct avec les buveurs, en s'occupant d'eux et les suivant constamment, cette société a pu en arracher un grand nombre à la misère.

M^{me} Legrain, présidente de cette œuvre, en a ainsi défini le but :

« C'est surtout du travail que nous avons à nous
« occuper c'est le moyen de relèvement par excel-
« lence, c'est aussi le plus difficile à employer. Une
« association de patrons en faveur de notre œuvre
« de relèvement serait d'une grande utilité et facilit-
« terait notre tâche. Le plus difficile n'est pas de
« ramener l'individu dans le droit chemin, c'est de
« l'y maintenir : il faut du travail pour arrêter les
« découragements, il faut du travail pour résister aux
« plaisanteries malsaines, aux mauvais conseils et

« éloigner les rechutes, c'est là qu'est le point
« délicat. »

Ainsi, indépendamment des sociétés de tempérance, il faudrait développer à côté d'elles des sociétés de patronage qui pourraient en procurant du travail au buveur faciliter l'œuvre de relèvement.

Un dernier mode de protection sociale à adopter lors de la sortie de l'asile concerne les alcooliques criminels. Nous avons vu que dans tous les cas et quel qu'ait été le motif de l'internement ce devrait toujours être l'autorité judiciaire qui ordonne sur le rapport du médecin traitant la mise en liberté. C'est en effet le pouvoir judiciaire qui est la sauvegarde à la fois de la société et de la liberté individuelle, c'est lui qui est le mieux à l'abri de toutes les influences qui peuvent s'exercer en faveur d'un malade qui devrait encore rester à l'asile, c'est lui enfin qui est le mieux à même de s'assurer si toutes les conditions exigées pour la sortie sont remplies. Mais ce ne serait pas suffisant que d'avoir créé des établissements spéciaux pour les buveurs et d'avoir pris des mesures pour assurer la légalité de leur internement si une fois ces individus considérés comme guéris et libérés rien ne venait empêcher le retour des actes nuisibles qu'ils ont commis une première fois.

Nous avons vu, en effet, qu'actuellement rien ne protège la société contre les récidives d'actes criminels des alcooliques délirants puisque la sortie de

ceux-ci des asiles d'aliénés n'est soumise à aucune mesure spéciale et que rien ne s'oppose à ce qu'ils recouvrent leur liberté aussi aisément que d'autres individus dont le délire ne s'est accompagné d'aucun acte nuisible pour le corps social. Actuellement, c'est le bon plaisir d'un magistrat ou d'un médecin, lequel ignore même parfois les circonstances à la suite desquelles l'internement a eu lieu, qui décide de la mise en liberté. Ceci est d'autant plus grave qu'en vertu de la loi de 1838 tout aliéné qui ne présente plus de signe d'aliénation mentale doit être mis en liberté, un crime eût-il été la conséquence de son délire antérieur. Cette loi n'établit en effet aucune distinction entre les diverses formes d'aliénés et doit, par suite, s'appliquer à tous.

Et bien il faudrait essayer d'empêcher, en remettant le buveur présumé guéri en liberté, le retour des actes dangereux qui ont motivé l'internement en s'assurant que le buveur est bien guéri de sa passion de boire. Il ne faut pas sacrifier la tranquillité des citoyens à la liberté de quelques déséquilibrés et les présomptions d'une rechute éventuelle sont des motifs suffisants pour imposer à ces individus quelques obligations spéciales en échange de la liberté qui leur est reconnue.

C'est pour un motif analogue au nôtre que M. Dubief a cherché à entourer la sortie des asiles d'aliénés criminels de plus de garanties que celle des autres

aliénés. Il confie au tribunal en Chambre du conseil le soin de se prononcer à ce sujet, sur la déclaration du médecin que l'interné est ou non guéri et en cas de guérison qu'il est ou non suspect de rechute de nature à compromettre la décence et la sécurité publique ou sa propre sûreté. La sortie de l'interné doit être révocable, voire même conditionnelle et soumise à des mesures de surveillance réglées par la Chambre du conseil d'après les circonstances de chaque cas particulier.

Puisque, avec de nouveaux excès alcooliques et cela très souvent fort longtemps après que l'individu a été remis en liberté les mêmes actes de violence peuvent être commis à nouveau, il conviendrait de ne jamais perdre de vue et de soumettre à une surveillance constante l'alcoolique criminel dont la sortie aura été accordée. Pour cela il n'y aurait qu'à adopter une législation analogue à celles de l'Angleterre et de l'Écosse.

Dans ces pays où l'on se montre si soucieux et si respectueux de la liberté individuelle on n'a pas hésité à retirer à l'aliéné criminel même remis en liberté une partie des protections qui garantissent sa liberté et il est mis à la disposition de l'autorité pour tout le temps que celle-ci juge nécessaire. L'aliéné criminel guéri a toujours pour résidence obligatoire le domicile d'un particulier qui prend, en quelque sorte, charge de lui ; ce dernier doit faire chaque

mois un rapport sur l'état aussi bien physique que moral de la personne conditionnellement libérée, sur sa conduite et sur tous les autres détails auxquels on a accordé sa sortie.

En outre, un médecin spécialiste visite un certain nombre de fois, au moins deux fois par an, l'individu libéré et rend compte de ses investigations.

Lorsque les conditions imposées à la mise en liberté ne sont pas observées, s'il se produit quelque changement dans l'état de l'individu, il est immédiatement réintégré et sa situation redevient ce qu'elle était avant sa sortie. Dans aucun cas, les conditions de libération ne sont rapportées et ce système de surveillance dure jusqu'à la mort de l'individu.

Ainsi si l'on appliquait ce régime aux alcooliques criminels présumés guéris et remis comme tels en liberté, ils devraient, avant d'obtenir leur sortie, renoncer à l'usage des boissons alcooliques et les personnes chez lesquelles ils seraient placés en garde devraient certifier dans un rapport mensuel que cette condition est strictement observée.

Au fond, il ne s'agirait que d'organiser pour les déments alcooliques criminels un système de surveillance analogue à ce qu'était autrefois la surveillance de la haute police. Le droit pour la Société de se protéger contre les libérés en les soumettant à une surveillance spéciale est incontestable, mais nous n'ignorons pas toute la difficulté qu'il y a de

l'organiser. Toutefois nous estimons que le système anglais que nous venons d'exposer organise une surveillance assez précise tout en restant suffisamment occulte pour rendre possible la réhabilitation du buveur amendé.

V. — CONCLUSIONS

I. — L'augmentation toujours croissante de la consommation éthylique et du nombre des actes antisociaux commis par des alcooliques démontre l'insuffisance de notre législation sur l'alcoolisme et la nécessité de rechercher un meilleur mode de protection pour la société.

II. — L'œuvre du législateur n'a donné aucun des résultats qu'on en attendait parce qu'on a commis une erreur capitale d'abord en ne distinguant pas entre l'ivresse qui, seule, relève d'une sanction pénale et l'ivrognerie qui est une maladie relevant d'un traitement spécial, ensuite en assimilant le délire alcoolique essentiellement passager aux autres formes de démence. Ainsi n'ayant pas suffisamment approfondi l'objet de son étude, le législateur a partout échoué et cela tient à la défectuosité des pénalités adoptées à l'absence d'une législation spéciale qui permette l'internement et le maintien à l'asile de l'alcoolique

dangereux, à l'abandon et à l'isolement dans lequel est laissé le buveur à sa sortie de l'asile ou de la prison.

III. — A l'étranger partout où l'on s'est préoccupé non pas de punir le buveur mais de l'amender on a obtenu d'excellents résultats.

Les législations étrangères sur l'internement des alcooliques peuvent se ramener à trois groupes :

a) Système américain dont la loi de l'état de New-York du 31 mars 1865 est le type : le buveur peut être interné et maintenu d'office à l'asile spécial après certaines formalités et pour une période ne dépassant pas un an.

b). — Système anglais : la loi ne fait qu'autoriser le maintien à l'asile du buveur qui y est entré volontairement ; la loi de 1898 qui permet l'internement d'office de certaines catégories d'individus marque cependant une évolution très nette vers le système américain.

c) Système allemand : ici n'existe aucun texte spécial réglementant l'internement, mais le Code civil en donnant la possibilité de faire interdire le buveur et en autorisant le tuteur à assigner une résidence à son pupille on se rapproche en définitive du système anglais.

Il faut du reste signaler en Allemagne de même qu'en Angleterre une tendance très marquée vers l'adoption du système américain.

IV. — L'internement d'office du buveur est donc le but vers lequel évoluent toutes les législations, tant il est vrai que dès que l'on veut assister l'alcoolique il devient nécessaire de le faire malgré lui.

Cependant nous ne croyons pas qu'il soit possible de séquestrer l'éthylique avant la quatrième contravention pour ivresse car jusque-là il est difficile d'affirmer que l'on ne se trouve pas en présence de cas d'ivresse accidentelle. Pour ces premières récidives l'admonition puis l'amende de simple police avec publication du jugement sont des pénalités suffisantes pour avertir l'alcoolique et lui donner conscience de sa déchéance.

V. — L'alcoolisme tient à l'état de nos mœurs, le sort de toute réforme antialcoolique dépend donc de l'opinion publique et il faut que celle-ci soit préparée avant que même la plus sage des lois puisse produire ses premiers résultats.

Vu : le Président de la thèse
LARNAUDE

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire statistique de la France, 1889.

BALLET. — Mesures législatives contre les délinquants irresponsables, V^e Congrès pénitentiaire.

BAUDIN. — Internement et libération des alcooliques délirants.

BAKER. — Société de médecine légale de New-York (Annales anthropologie criminelle).

BERTHELOT. — Sur les maisons de santé pour buveurs habituels en Angleterre et Amérique. In Revue hygiène, janvier 1887.

BERTRAND. — Lois sur les aliénés.

Bulletin de législation comparée.

Bulletin de la Société des prisons.

Congrès de médecine mentale de Zurich.

Congrès de médecine mentale. Paris, 1889.

Congrès aliénistes. Clermont-Ferrand, 1894.

Congrès de l'alcoolisme. Paris. 1889.

Congrès d'anthropologie criminelle, 1901.

Congrès aliénistes. Nancy, 1896.

Congrès pénitentiaire. Bruxelles, 1900.

CLAUDE. — Rapport au Sénat sur la consommation de l'alcool.

COLOMBE. — Contribution à l'étude de l'alcoolisme en Normandie.

CROTHERS. — Inebriats asylenus.

— Tempérance in all nations In Annales médico-psychologiques.

DECHAMBRE. — Dictionnaire encyclopédique des sciences, Aliénés.

DUCREST DE VILLENEUVE. — L'alcoolisme en Bretagne.

FALRET. — Sur la séquestration des alcooliques (Société de médico-psychologie, 29 janvier 1872).

— Responsabilité légale des aliénés.

FOVILLE. — Moyens pratiques de combattre l'ivrognerie proposés en France et en Angleterre (Annales d'hygiène publique).

FOCHIER. — L'alcoolisme devant la loi pénale. Thèse Paris, 1900.

GARNIER. — Alcoolisme et criminalité. In Annales hygiène publique, février 1901.

— Criminalité juvénile.

GARRAUD. — Cours de droit criminel.

HUREL. — Question des condamnés aliénés. In Annales médico-psychologiques, 1877.

LARNAUDE. — Cours de droit public.

— Rapports à la Société d'études législatives.

LADAME. — L'assistance et la législation relative aux alcooliques.

LEGRAIN. — Dégénérescence sociale et alcoolisme.

— Hérité et alcoolisme.

— De l'assistance des alcooliques. Rapport au conseil général de la Seine, 22 mai 1899.

LETULLE. — L'alcoolisme dans ses rapports avec la tuberculose.

LE POITTEVIN. — Rapport à la Société d'études législatives sur les aliénés criminels.

MAGNAN. — Des asiles spéciaux d'alcooliques. In Bulletin académie de médecine, t. XXXIV, p. 122.

MATHIEU MIGNOT ET TRIBOULET. — De l'alcoolisme.

- MONOD. — Communication au congrès de médecine mentale de Clermont-Ferrand, 1898.
- MOREL. — Nécessité d'un service psychiatrique dans les prisons. In Annales médico psych., 1897.
- MOTTET ET VÉTAUT. — Rapport sur la responsabilité des alcooliques.
- MUTEAU. — Examen juridique du projet de création d'asiles spéciaux et des autres mesures préventives propres à combattre le fléau de l'alcoolisme.
— Rapport à la Société d'études des questions d'assistance.
- NOURRISSON. — Participation des particuliers à l'exercice de la puissance publique.
- Publication du Conseil supérieur de l'Assistance publique
- PUTEAUX. — Étude sur l'alcoolisme en Suisse. Les sociétés de tempérance et les asiles pour les buveurs.
— Rapport de la commission de surveillance des asiles, 1894.
- SALEILLES. — L'individualisation de la Seine.
- SÉRIEUX. — Les asiles de buveurs. In Annales d'hygiène publique, avril 1896.
- SOUILHÉ. — L'assistance des alcooliques en Suisse et en Allemagne.
— L'alcoolisme. Influence sur la famille et la dépopulation.
- TOTY. — Rapport au congrès de médecine mentale. Marseille, 1896.
- VANLAER. — L'alcoolisme. In Revue pénitentiaire, 10 décembre 1898.
- VIDAL. — Rapport sur l'alcoolisme. In Revue pénitentiaire, janvier 1897.
- VINGTRINIER. — Des aliénés dans les prisons et devant la justice. In Annales hygiène publique.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
Conséquences et dangers sociaux de l'alcoolisme	7
Nécessité et légitimité de l'action législative.	
I. — Appréciation critique de la législation actuelle des buveurs	32
a) Cas d'ivresse publique	48
b) Cas de délit ou de crime	60
c) Cas de délire alcoolique	73
II. — Étude de la législation comparée	79
a) Législation américaine et du canton de Saint-Gall.	80
b) Législation anglaise.	92
c) Législation allemande et suisse.	104
III. — Projet de réforme.	114
a) Modifications nécessaires à la loi du 23 janvier 1873	114
b) Cas d'internement	118
c) Organisation du placement d'office ou volontaire.	144
d) Mesures concernant la sortie des asiles	156
IV. — CONCLUSIONS	165
V. — BIBLIOGRAPHIE	168

